

Premier succès pour la Maison Blanche

Accord entre M. Bush et le Congrès sur le Nicaragua

Une approche pragmatique

Les Etats-Unis réapparaissent sur la scène centraméricaine à pas feutrés. L'annonce, par M. George Bush, d'un accord entre la Maison Blanche et le Congrès sur l'octroi d'une aide humanitaire à la Contra antisandiniste représente un succès de politique intérieure pour le président américain. Son prédécesseur, Ronald Reagan, avait accumulé, sur ce sujet, les rebuffades du Congrès, et, dans la région, les échecs politiques, que ce soit au Nicaragua, au Panama ou au Salvador. Devant cet héritage désastreux, la nouvelle équipe tente une approche plus pragmatique, tout en réaffirmant son intérêt pour cette « arrière-cour » des Etats-Unis face à l'Union soviétique, qui se voit sommée de mettre un frein à ses livraisons d'armes.

L'octroi de cette aide humanitaire intervient un mois après l'accord des cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale prévoyant la démolition des « contras » en échange de réformes démocratiques au Nicaragua. Washington, après une longue période d'immobilisme, n'est plus en contradiction avec ce nouveau point du plan de paix signé en août 1987. Le président hondurien José Azcona a précisé que ce soutien financier aux rebelles était nécessaire pour la sécurité du pays qui les accueille. Le gouvernement sandiniste a lui-même réagi avec prudence, laissant le « bénéfice du doute » aux Etats-Unis, et se bornant à qualifier leur décision d'« ambiguë ». Car l'échéance nouvelle qui est fixée pour cette aide humanitaire coïncide avec les élections générales prévues au Nicaragua pour février 1990.

Que la Maison Blanche et le Congrès soient parvenus à un accord laisse entière une question essentielle : que se passera-t-il si les dirigeants sandinistes ne respectent pas leurs engagements et si la campagne électorale au Nicaragua ne se déroule pas - aux yeux des Américains - dans des conditions « démocratiques » ? Logiquement, la Maison Blanche devrait alors chercher à réarmer la Contra, mais il est hautement douteux que le Congrès accepte de la suivre sur ce chemin. D'autant moins que ceux que le président Reagan appelait les « combattants de la liberté » sont en butte à des critiques concernant certaines violations des droits de l'homme.

De toute manière, selon une opinion très largement partagée à Washington, l'aide militaire est morte et enterrée, et la Contra ne représente donc plus de vraie menace, même à terme, pour le régime sandiniste.

Le président nicaraguayen Daniel Ortega n'ignore nullement cette réalité et peut être tenté d'en profiter, surtout si les autres pays de l'isthme, avec le changement des équipes au pouvoir au Salvador, bientôt au Panama, et à la fin de l'année au Honduras, risquent de perturber la fragile équilibre qui prévalait autour du processus de paix.

Reste, pour les responsables de l'administration américaine et du Congrès, à espérer que Moscou d'une part, la déconfiture économique du Nicaragua d'autre part, inciteront les dirigeants de Managua à respecter leurs engagements. Faut-il de quoi, le « succès » d'aujourd'hui se transformerait, pour Washington, en un échec...

M 0146 - 0327 0 - 6.00 F



3790146006000 03270

Le rejet par FO de l'accord sur le temps de travail

La CFDT se pose en interlocuteur du patronat

Deux organisations syndicales seulement ont signé l'accord sur l'aménagement du temps de travail, la CGC, le 21 mars, et la CFDT, le 24 mars. FO ayant rejoint le camp du refus avec la CFTC et la CGT, la CFDT se pose ainsi en interlocuteur du patronat, amorçant une recombinaison du paysage social.

Par 18 voix pour, 9 contre et 5 abstentions, le bureau national de la CFDT a décidé, le 24 mars, de signer le protocole d'accord sur l'aménagement du temps de travail, déjà approuvé le 21 mars par la CGC. « Nous avons dépassé le syndrome de 1984 », celui de l'échec des négociations sur la flexibilité, a dit M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, ajoutant : « Il y a des isolements qui sont porteurs d'avenir ». Le refus imprévu de la CFTC n'a pas plus pesé sur le choix final que l'opposition de Force ouvrière et, bien sûr, celle, habituelle, de la CGT.

Dans l'ensemble, les membres du bureau national, tout comme

les fédérations du secteur privé consultées la veille, n'ont pas été embarrassées par le contenu du texte, peu hardi il est vrai.

Si des représentants des régions se sont prononcés contre, aux côtés des fédérations Hachette (textile), des transports et des banques, des fédérations du secteur public, telles que les PTT et l'énergie, se sont déclarées favorables. D'importantes fédérations, comme celles de la métallurgie, de la chimie, de l'agro-alimentaire et des services, ont même souligné qu'un refus entraînerait cette fois des risques de division.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 15.)

Les répercussions de l'affaire des narcodollars

La respectabilité suisse écornée

Le scandale des narcodollars, qui a déjà coûté son poste au ministre de la justice, M^{me} Elisabeth Kopp, continue de susciter de nombreux remous en Suisse.

Il remet en question bien des certitudes sur la respectabilité helvétique.

A la veille de Pâques, la radio alémanique a jeté de l'huile sur le feu en reprochant au successeur de M^{me} Kopp au Conseil fédéral, M. Kaspar Villiger, d'avoir dissimulé des informations sur les affaires, en Allemagne, de la firme familiale de cigares pendant la dernière guerre.

BERNE
de notre correspondant

La révélation de l'affaire de la connexion libanaise, le plus important réseau de recyclage de narcodollars jamais découvert en Suisse, a écorné les certitudes helvétiques. Dans un pays préservé des remous, où l'opinion se complait candide dans l'illusion que « ça n'arrive qu'aux autres », le choc a été brutal. La connexion libanaise a provoqué la chute de M^{me} Elisabeth Kopp, ministre de la justice, et révélé un monde d'affaires insoupçonné derrière la façade respectable des institutions.

Comme s'il suffisait de tirer un fil, c'est une vraie pelote qui commence à se dévider : la connexion libanaise révèle dans son sillage des combines plus anciennes, de

sombres histoires d'argent blanchi par millions dans la pénombre discrète des grandes banques, des relations qui ressemblent, à s'y méprendre, à des trafics d'influence, et même un étrange dossier de meurtre précipitamment enterré. Bref, une kyrielle de turpitudes soigneusement occultées. De mémoire d'Helvète on n'avait jamais vu cela.

Pour parvenir à cet étonnant résultat, il aura fallu la ténacité d'un juge du canton du Tessin et l'obstination de la presse. Pourtant les avertissements n'avaient pas manqué. Les banques helvétiques avaient été mises sur la sellette à propos de fonds déposés dans leurs coffres par des dictateurs déchus comme Marcos ou Duvalier. Et on se comptait plus les affaires de blanchiment d'argent sale ayant des ramifications dans la Confédération.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(Lire la suite page 6.)

Négociations sur la Corse

Les syndicats ont rencontré à Paris des représentants de l'administration
PAGE 18

Les nouveaux maires

La liste des édiles élus ou réélus
PAGES 8 et 9

Régions

Faut-il redécouper le territoire français ?
PAGE 10

Les élections en URSS

M. Boris Eltsine paraît assuré de l'emporter dans la capitale



PAGE 6

Les fêtes pascales

Des baptêmes d'adultes de plus en plus nombreux
PAGE 11

Le grand déballage de la mode

Le prêt-à-porter automne-hiver 1989-1990
PAGE 12

«Grand Jury RTL-le Monde»

M. Antoine Waechter invité dimanche à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 18

Le début du championnat du monde automobile

Formule 1 nouvelle formule

Le championnat du monde de Formule 1 automobile devait débuter dimanche 26 mars à Rio-de-Janeiro par le Grand Prix du Brésil. L'abandon du turbo et le retour aux moteurs atmosphériques ont provoqué un afflux d'engagements. Quarante voitures se disputent les vingt-six places au départ des courses.

RIO-DE-JANEIRO
de notre envoyé spécial

Le thermomètre du circuit de Jacarepagua (littéralement la mare aux crocodiles) affiche déjà 30 degrés à l'ombre. Il est 8 heures du matin. Une activité inhabituelle règne devant les stands. Afin d'éviter des embouteillages lors des séances de qualification, la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé d'imposer une épreuve

de préqualification à treize voitures les nouvelles ou les plus mal classées de la saison précédente.

Une heure plus tard, le thermomètre est monté à 36 degrés. Martin Brundel et Stefano Modena (Brabham), Gregor Foitek (Eurobrun), Nicola Larini (Osella) et Bernd Schneider (Zakspeed) ont gagné leur place en qualification. Les mécaniciens d'Onyx ont commencé à démonter les monoplaces de Stefan Johansson et de Bertrand Gachot, qui n'ont pas pu terminer la séance de préqualification. Le premier pour un problème d'embrayage. Le second pour une suspension cassée.

Dur apprentissage pour cette nouvelle écurie, qui possède, avec Jean-Pierre Van Rossem, le commanditaire le plus original de la formule 1. Pour inscrire en énormes lettres bleu et blanc Moneytron, le nom de son invention, sur les monoplaces de Stefan Johansson et de Bertrand Gachot,

il n'a pas déboursé un penny mais, grâce à son procédé, il a permis à l'écurie Onyx de gagner son budget de formule 1 en jouant... à Wall Street.

L'histoire a débuté la saison dernière. Depuis 1979, Mike Earle construisait des monoplaces dans son petit atelier de Littlehampton, dans la banlieue de Londres, et les alignait en championnat d'Angleterre de formule 2, puis dans le championnat intercontinental de formule 1. En 1987, il a connu la consécration en formule 3 000 avec Stefano Modena. Depuis lors, le directeur de l'écurie Onyx rêvait de rejoindre l'élite. Il avait même recruté Alan Jenkins, ingénieur responsable de la voiture d'Alain Prost chez McLaren en 1984 et 1985, pour lui concevoir sa première formule 1. Hélas ! il n'avait pu réunir le budget nécessaire en 1988.

GÉRARD ALBOUY.

(Lire la suite page 11.)

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; États-Unis, 315 F CFA ; Espagne, 11 fr. ; Égypte, 175 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Inde, 100 rs. ; Israël, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; République, 225 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Dates

Il y a soixante-dix ans, en Italie

La naissance du fascisme

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lussan (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sauter

Imprimé de « Le Monde »

à Paris, 75007

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Résumé des articles sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-87-21.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LE MONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

1er FRANCE 365 F 399 F 504 F 700 F

2 365 F 399 F 504 F 700 F

3 365 F 399 F 504 F 700 F

4 365 F 399 F 504 F 700 F

5 365 F 399 F 504 F 700 F

6 365 F 399 F 504 F 700 F

7 365 F 399 F 504 F 700 F

8 365 F 399 F 504 F 700 F

9 365 F 399 F 504 F 700 F

10 365 F 399 F 504 F 700 F

11 365 F 399 F 504 F 700 F

12 365 F 399 F 504 F 700 F

13 365 F 399 F 504 F 700 F

14 365 F 399 F 504 F 700 F

15 365 F 399 F 504 F 700 F

16 365 F 399 F 504 F 700 F

17 365 F 399 F 504 F 700 F

18 365 F 399 F 504 F 700 F

19 365 F 399 F 504 F 700 F

20 365 F 399 F 504 F 700 F

21 365 F 399 F 504 F 700 F

22 365 F 399 F 504 F 700 F

23 365 F 399 F 504 F 700 F

24 365 F 399 F 504 F 700 F

25 365 F 399 F 504 F 700 F

26 365 F 399 F 504 F 700 F

27 365 F 399 F 504 F 700 F

28 365 F 399 F 504 F 700 F

29 365 F 399 F 504 F 700 F

30 365 F 399 F 504 F 700 F

31 365 F 399 F 504 F 700 F

32 365 F 399 F 504 F 700 F

33 365 F 399 F 504 F 700 F

34 365 F 399 F 504 F 700 F

35 365 F 399 F 504 F 700 F

36 365 F 399 F 504 F 700 F

37 365 F 399 F 504 F 700 F

38 365 F 399 F 504 F 700 F

UNE nuit sans lune à Milan, au 9 de la piazza San-Sepolcro, dans le salon enfumé du premier étage, il ne reste plus que quelques jeunes gens exaltés. Soudain, l'un d'eux, grand bonhomme maigre, hirsute et magnifique dans son uniforme noir, tire de son fourreau un long poignard de combat. De l'autre main, il défile une bannière, noire elle aussi, frappée en son milieu d'une paire de tibias surmontée d'une tête de mort. « Répétez après moi, commandant-il. Nous jurons de défendre l'Italie. Pour elle nous sommes prêts à tuer et à mourir ! » Les autres suivent. Ferruccio Vecchi, capitaine courageux et médaillé de cette première guerre mondiale tout juste terminée, vient d'apporter, pour longtemps, sa caution et sa contribution à la geste violente du fascisme balbutiant.

Quelques heures plus tôt, ce 23 mars 1919, dans le même salon de cet immeuble bourgeois, loué pour la circonstance au très capitaliste Cercle des intérêts industriels et commerciaux, cent dix-huit hommes, jeunes et fougueux pour la plupart, ont entériné la création à l'échelon national des premiers *Fasci italiani di combattimento*.

Naguère ancré à gauche, puis récupéré par la droite nationaliste (1), le concept des *fascisti* n'est pas neuf. Le 5 octobre 1914 déjà, des syndicalistes révolutionnaires, militants contre leur propre Parti socialiste pour l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Anglais et des Français, s'étaient constitués en un « faisceau révolutionnaire d'action interventionniste ». Quelques semaines après son lancement, ce premier mouvement trouva un très actif supporter — plus tard leader — en la personne d'un brillant journaliste, Benito Mussolini.

Socialiste sincère, fils d'un socialiste authentique — son père, forgeron, l'a prouvé en hommage à Benito Juárez, héros de l'indépendance mexicaine — Mussolini, quand naît le « faisceau interventionniste », est encore directeur de l'*Avanti!* l'organe officiel du PS italien, antimilitariste et porte-parole du neutralisme le plus absolu dans le conflit européen. Mais la guerre convenant mieux, finalement, à son tempérament querelleur, Benito Mussolini, surtout convaincu (comme beaucoup à l'époque) que la révolution socialiste, appelée de ses vœux, ne peut sortir que du combat, se lance bientôt, à corps perdu, dans la cause interventionniste.

Licencié de l'*Avanti!* et expulsé, le 20 octobre 1914, de ce parti qu'il avait rejoint à l'âge de dix-sept ans, au tournant du siècle, le bouillant journaliste, qui, voici quelques mois encore, qualifiait les va-et-vient de « trahisons à la patrie », écrit dans son nouveau journal, *Il Popolo d'Italia* (2) : « A une époque de liquidation générale comme celle-ci (...), la propagande contre la guerre est celle de la lâcheté (...). Qu'on la laisse aux prêtres, aux Jésuites, aux bourgeois, aux monarchistes (...). »

« Fasci di combattimento »

Le style, violent et grandiloquent, qu'il affectionne et qui plaît tant, déjà, aux lecteurs, donne le ton des futures allocutions enflammées du Duce... Mais, en ce 23 mars 1919, à Milan, après cette guerre où l'Italie a fini par se jeter, Benito Mussolini n'est plus grand-chose. Rien qu'un habile politicien un peu oublié dans un pays martyrisé.

Mobilisé le 31 août 1915, refusant de rester à l'arrière comme on le lui offrait, il a fait comme on dit « une bonne guerre » et ramené quelques citations à l'ordre de l'armée. Dans « le feu, le fer, et le sang » où sera trempé le mythe guerrier du fascisme, Mussolini a rencontré des hommes féroces, jeunes volontaires enthousiastes et anciens libérés de prison en échange d'un engagement au front. Ce sont les *Arditi* (hardis), soldats héroïques de ces corps francs dont la presse italienne vante, à longueur de colonne, les exploits sanglants. Assurés à la grenade ou au poignard, coupe de main risquée, ils sont volontaires pour toutes les opérations les plus folles.

Vêtus de noir, dague de combat au côté, une flamme en insigne cousu sur la manche, les *Arditi* — leur bannière de pirate en

témoigne — ont pris goût aux violences. Ils ont pour idoles deux poètes sulfureux. Le premier, Marinetti, est le fondateur (1909) du mouvement Futuriste, une doctrine esthétique qui exalte « la beauté des machines en action, la virilité et la violence ». Filippo Marinetti, au début de 1919, a en outre fondé, avec Ferruccio Vecchi, la première association des *Arditi*. Le second s'appelle Gabriele d'Annunzio, héros légendaire déjà, revenu du front avec cinq médailles et un grade de colonel. Tous ces jeunes anciens combattants ont un point en commun : l'ordre établi ne leur convient plus et ils refusent de croire que, la guerre finie, les choses puissent reprendre comme avant. Bientôt, le fascisme les trouvera prêts. Autour de Mussolini...

Le conflit a coûté la vie à plus d'un demi-million de jeunes citoyens. En trois ans de guerre, cent quarante mille hommes ont été promus officiers, ils ont développé, au combat, un sens profond de la camaraderie et une inextinguible haine de la classe politique qui les a envoyés au « casse-pipe » avec des armes dépassées et une logistique inopérante. Pour donner du cœur au ventre aux jeunes paysans qui forment le gros de la troupe, le gouvernement libéral a fait des promesses — « des terres et de meilleurs salaires après la victoire » — qu'il ne peut évidemment tenir, la paix venue. Bientôt deux millions et demi de conscrits démobilisés s'en vont grossir les rangs, déjà fourrés, des chômeurs. Quand naissent formellement à Milan les *Fasci di combattimento*, le pays, croit-on, est quasiment en situation pré-révolutionnaire.

Les grèves et occupations affectent quotidiennement l'industrie mais aussi l'agriculture. En deux ans, plus de trois millions de travailleurs se sont syndiqués, les deux tiers à la CGIL, socialiste. Ce sont les « armées rouges » qui culmineront en août 1920 avec l'occupation presque générale des usines du Nord industriel. Trois ans plus tôt, en octobre 1917, alors que l'armée italienne subissait à Caporetto la plus grave défaite de son histoire, éclatait la révolution bolchevique.

Mussolini n'a pas encore abandonné toute rhétorique socialisante. L'effigie de Marx disparaît de la manchette du *Popolo*. Mais, avec ce mélange de foi cynique et d'opportunisme qui le caractérise, il soutient à fond les revendications ouvrières et paysannes.

Le 11 novembre 1918, jour de l'armistice sur le front français, le futur Duce a fait un discours remarqué : « Il faut que la victoire réalise aussi à l'intérieur les autres objectifs de la guerre et d'abord la rédemption des travailleurs ».

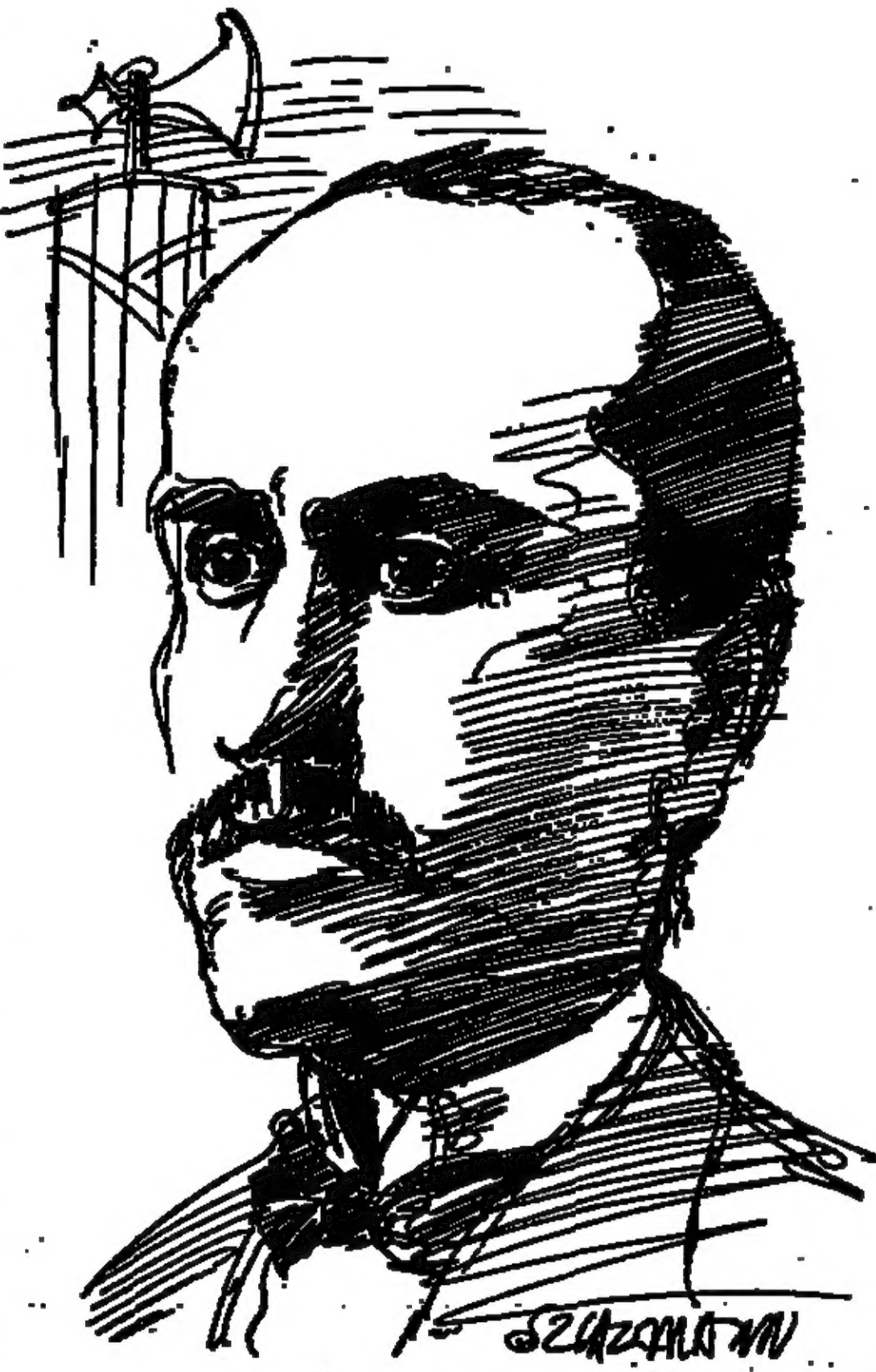
Costume sombre de bourgeois, col blanc cassé et crâne rasé, Benito Mussolini tente de fédérer toutes ces forces dispersées que le puissant Parti socialiste, notamment par une rhétorique antimilitariste, a laissées orphelines. Au-delà des milieux favorisés qui craignent l'extension, en Italie, de la révolution bolchevique, d'innombrables ouvriers sans travail et paysans sans terre ont été aliénés par le PSI, trop perçu comme une organisation qui monopolise les emplois disponibles pour ses militants. Bien sûr, c'est d'abord à ces frustrés que Mussolini veut plaire. Et, le 23 mars 1919, dans le grand salon milanais, il présente un programme démagogique, à la fois nationaliste, républicain, anticlérical et tout à fait socialisant.

Les premiers fascistes réclament l'abolition de la monarchie, du Sénat et des titres nobiliaires. Ils veulent une Constituante, la République, l'extension du droit de vote aux femmes, la nationalisation des industries d'armement, la confiscation des biens de l'Eglise et des profits illégitimes amassés pendant la guerre. Ils exigent l'expropriation des grands propriétaires et industriels, l'attribution des terres aux paysans, la cession des entreprises, l'instaura-

tion d'un salaire minimum garanti, la journée de huit heures...

Les fascistes de 1919 s'opposent donc « à toute forme de dictature » — d'abord celle du prolétariat évidemment... — Ils veulent « l'indépendance de la magistrature » et jurent, par la plume de leur chef, « de tout faire pour empêcher la censure... » Un mois plus tard, le 15 avril 1919, alors que les *Fasci*, dont la création est passée complètement inaperçue, groupent vaguement quelques centaines d'hommes à travers le pays : une attaque est lancée à Milan contre le siège de l'*Avanti!*, l'organe socialiste dont Mussolini fut le directeur. Machines et listes d'abonnés sont détruites. C'est la première manifestation violente du fascisme. Il y en aura beaucoup d'autres.

La démocratie, dont Mussolini se



Mussolini au début des années 1910.

réclame encore, ne lui vaut rien. Aux élections générales de novembre 1919, le directeur du *Popolo*, à la tête de la seule liste fasciste d'Italie, à Milan, a recueilli 4 795 voix seulement ! Dans la même ville, le PSI en obtient 176 000 et le tout nouveau Parti populaire catholique (ancêtre de la démocratie chrétienne) a obtenu 74 000 suffrages. Dans un entrefilet, le lendemain l'*Avanti!* ironise sur le destin de son ancien compagnon : « Un cadavre a été repêché dans le fleuve. Il s'agissait de Mussolini... »

Violences et chantages

Tout le monde le croit fini. Les « gauchistes » abandonnent en nombre les *Fasci*, et d'Annunzio, par une nouvelle action d'éclat, paraît supplanter pour toujours le futur Duce à la tête du nationalisme. Oh ! bien sûr, les victoires de l'Italie, nées de son engagement dans le conflit, sont loin d'avoir été négligeables. Son vieil ennemi, l'Empire austro-hongrois, est démantelé pour toujours. Sa frontière nord-est a été avancée jusqu'à la passe du Brenner, la ville de Trieste et une bonne part de l'Istrie ont été annexées. Mais l'Italie voulait plus, surtout la ville de Fiume, alors possession yougoslave et peuplée de milliers d'Italiens.

Mais les alliés, reniant leur parole, ont rejeté ces revendications. La « victoire mutilée » devient alors le thème majeur de la propagande nationaliste. Gabriele d'Annunzio, le 12 septembre 1919, passe à l'action et, avec un groupe de soldats séducteurs, prend possession, dans une indescriptible liesse populaire, de la cité contestée. Il s'est inscrit aux *Fasci di combattimento*, sa gloire servira son « cher ami » Mussolini.

Cependant, malgré son incontestable

victoire électorale, le PSI multiplie les erreurs tactiques. Alors même que d'Annunzio triomphe à Fiume (qu'il tiendra pendant plus d'un an), l'*Avanti!* invite le gouvernement à reconnaître la Russie soviétique et à dissoudre l'armée permanente. Enfin dernière erreur : le 1^{er} décembre, au Parlement de Rome, les cent cinquante-dix députés socialistes vont louer le roi et réclamer en hurlant que « vive la République socialiste ! ». Manifestations et violences se succèdent. D'avril 1919 à avril 1920, il y aura cent quarante-cinq morts et quatre cent quarante-quatre blessés dans des échauffourées. Et pourtant le fascisme n'est pas encore entré en scène. Il va renaitre à la campagne...

Dans la vallée du Pô, en Emilie et en Toscane — le nord et le centre agricoles et riches de l'Italie, — petits et grands propriétaires terriens créent de leurs deniers les premières *squadrì*, escadrons d'hommes armés chargés de maintenir l'ordre, d'empêcher les grèves et de harceler l'« ennemi socialiste ». Municipalités, syndicats, personnalités socialistes et personnalités catholiques sont régulièrement et violemment attaqués.

En juillet 1920, il y avait cent huit *fascisti* sur le territoire italien. Ils sont huit cents à Noël et le double en mai 1921 ! Ils rassemblent tous ceux qui sont désormais hostiles au socialisme : paysans, militaires, industriels et jeunes des classes moyennes. Le 20 février 1921 est créé à Ferrare le premier syndicat fasciste. Les *squadrì* font régner la terreur un peu partout. En deux mois, on compte quatre cents coopératives, cercles socialistes ou Bourses du travail détruits, vingt-neuf maires ont été envahies et soixante-huit conseils municipaux contraints à la démission. Les incidents font deux cent cinquante morts. « D'ici quelques mois, peut écrire Mussolini, toute l'Italie sera à nous... »

Le 7 avril 1921, pour mettre fin au désordre généralisé et tenter de « domestiquer » le phénomène fasciste en le faisant entrer au Parlement, le premier ministre Giolitti dissout la Chambre et convoque l'élection pour le 15 mai. A la date prévue, le « loup noir » entre dans la bergerie parlementaire avec trente-cinq députés. A trente-huit ans, Mussolini voit enfin la route du pouvoir s'ouvrir devant lui... Il a lui-même été élu deux fois, à Milan (avec 125 000 voix), et à Bologne (avec 172 000 suffrages). Il exulte. Six mois plus tard, le 9 novembre 1921, à Rome, alors que le mouvement fasciste compte maintenant trois cent vingt mille adhérents, les *Fasci di combattimento* laissent la place au *Partito nazionale fascista* (PNF).

Inutile de dire que le programme socialisant de mars 1919 est oublié ! Mussolini déclare à son congrès : « Nous nous substituerons à l'Etat chaque fois qu'il se révélera incapable de combattre (...) les causes et les éléments de désagrégation intérieure. » Il ne reste plus qu'à créer le désordre et le tour est joué. Bientôt le parti tout entier est militarisé. Les *squadrì* deviennent une véritable milice, omniprésente et brutalement efficace. L'argent vient des industriels, le matériel et les armes des militaires et de la police...

Le régime libéral agonise. Dans l'entourage même du roi Victor-Emmanuel III, on est désormais favorable à l'ordre fasciste. Le 26 octobre 1922, les « chemises noires » font parvenir au souverain l'ultimatum suivant : « démission immédiate du gouvernement ou marche fasciste sur Rome ». Vingt mille à vingt-cinq mille hommes des milices ont été mobilisés par Mussolini et menacent d'investir la capitale et ses institutions. Le chantage. Le 27 octobre, après avoir envisagé de décréter la loi martiale, le roi fait marche arrière et expédie un télégramme urgent à « Monsieur le député Mussolini ». Deux jours après, le Duce est chargé de former son premier gouvernement. L'aventure durera plus de vingt ans...

PATRICE CLAUDE.

(1) *Fascio*, singulier de *fascet*, peut également signifier « gerbe, amas, botte, fagot » et par extension « association ». Ainsi, en 1892 apparaît en Sicile des *Fasci di lavoratori*, mouvement violent qui réclame le partage des terres. Plus tard, en novembre 1917, les députés italiens favorables à l'entrée en guerre se constitueront en *Fascio parlamentaire de défense nationale* et les Futuristes en *Fascio politique*.

(2) C'est notamment grâce aux deniers de certains grands industriels italiens et de la France qui avait à l'époque tout intérêt à voir l'Italie entrer à ses côtés dans la guerre...

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

ANTOINE
WAECHTER

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Olivier BIFFAUD (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Pierre KOHLER (RTL)

en direct sur
RTL

سكوا من الأمل

Etranger

ÉTATS-UNIS : l'aide aux « contras » du Nicaragua

Le président Bush et le Congrès parviennent à un accord « historique »

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président Bush vient de remporter le premier succès de son mandat. Un succès qui est loin d'être éclatant, puisqu'il s'agit en fait d'un compromis avec le Congrès sur un sujet — la politique à l'égard du Nicaragua — à propos duquel la Maison Blanche n'a plus les mains libres depuis fort longtemps. Mais un succès appréciable, parce qu'il récompense l'approche conciliante, mais aussi persévérante, qui est celle de M. Bush et de son secrétaire d'Etat M. James Baker.

Entouré des leaders démocrates et républicains du Sénat et de la Chambre des représentants, M. Bush est apparu, vendredi 24 mars, dans la salle de presse de la Maison Blanche, pour annoncer lui-même l'accord conclu afin de permettre aux « contras » de subsister — mais non de combattre — jusqu'aux élections qui doivent avoir lieu au Nicaragua en février 1990.

C'est un accord « historique », a déclaré un chef de file démocrate, tandis que tout le monde se congratulait. De fait, pour la première fois depuis le début des années 80, l'exécutif et le législatif américains cessent, au moins pour un temps, de s'empoigner sur ce qui fut leur principal champ de bataille en matière de politique étrangère, et se situent au cœur de la plus grande crise du réaganisme : le scandale de l'Iran-gate, cette affaire de vente d'armes clandestines à l'Iran destinée à financer l'aide à la Contra antisandiniste.

Ronald Reagan, qui avait pourtant mis toute son énergie oratoire et toute son idéologie de « défense de la liberté » au service des « contras », avait dû, au terme de nombreuses escarmouches, avouer son impuissance à faire entendre « raison » au Congrès. George Bush, conscient des limites de ses possibilités politiques, a préféré composer pour obtenir un résultat, mais un résultat modeste.

Les quelque onze mille « contras » qui campent toujours au Honduras ne seront pas contraints à se disperser, et recevront pour subsister 4,5 millions de dollars par mois pendant dix mois. Mais cette aide pourrait être suspendue au cas où les ex-combattants antisandinistes traverseraient la frontière du Nicaragua pour y mener des opérations militaires.

Parallèlement, l'administration s'engage à soutenir les efforts « des dirigeants démocratiques d'Amérique centrale » pour parvenir à la mise en œuvre des accords dits d'« Esquipulas II », et le Congrès se réserve le droit de revoir le processus à l'automne.

De son côté, a expliqué M. Baker, l'administration n'exclut pas de demander à nouveau des crédits militaires pour les « contras » au cas où les dirigeants sandinistes ne respecteraient pas leurs promesses de « démocratisation » et de tenue d'élections libres. A l'inverse, au cas où les dirigeants du Nicaragua feraient preuve de bonne volonté, des mesures d'encouragement sont prévues (en particulier une levée graduelle de l'embargo commercial).

Avertissement aux Soviétiques

Le Nicaragua, a déclaré le président Bush, doit à présent « faire ce qu'il a continuellement refusé de faire entre 1979 et 1989 » : autoriser la démocratie à l'intérieur du pays, cesser « d'exporter la subversion » et ne « pas permettre l'établissement de bases du bloc soviétique en Amérique centrale ».

M. Bush a d'ailleurs assorti ses propos d'une très ferme mise en garde à l'adresse des Soviétiques, qui n'ont « rien à faire » dans la région : ceux-ci ne sauraient donc mettre en balance leurs intérêts et ceux des Etats-Unis — toutes les tentatives faites ces dernières années par Moscou pour suggérer que Washington cesse d'aider ses protégés centrafricains en échange d'une cessation de l'aide soviétique au Nicaragua se sont heurtées à une fin de non-recevoir.

Mais M. Bush est allé plus loin en déclarant : « Le maintien des niveaux d'aide apportés actuellement par le bloc soviétique à l'Amérique centrale soulève de sérieuses questions quant à l'attitude et aux intentions soviétiques à l'égard des Etats-Unis ». Selon Washington, l'URSS a livré l'an dernier pour 515 millions de dollars d'armes à Managua. M. Bush refuse donc de se laisser séduire par le verbe gorbatchévien. Il donne un premier aperçu du résultat de la ré-

valuation en cours des rapports entre les Deux Grands.

L'accord trouvé avec le Congrès est incontestablement le résultat des patientes négociations menées par le secrétaire d'Etat et aussi du « réalisme » manifesté par le président, qui a su prendre la mesure de ses forces, qui, à propos de l'Amérique centrale, sont réduites.

Mais ce compromis honorable pour la Maison Blanche a été favorisé par les circonstances : pour dissiper l'écroulement de la bataille livrée à propos de la nomination de John Tower au Pentagone, les dirigeants démocrates ont eu à cœur de se montrer compréhensifs, d'éviter de « braquer » le président en lui infligeant un nouvel échec. De plus, la situation très délicate que connaît actuellement le speaker, président de la Chambre des représentants, le démocrate Jim Wright, l'a dissuadé de prendre une position en pointe. Alors que l'an dernier il avait tout fait pour mettre en échec la politique centrée autour de M. Reagan, quitte à mener une étrange diplomatie « personnelle » avec les dirigeants de Managua, M. Wright doit présentement se préoccuper de l'enquête menée sur son compte par une commission bi-partisane de la Chambre, qui doit déterminer si certains de ses agissements financiers sont compatibles avec les règles. Son siège de speaker est plutôt vacillant ; il n'a donc aucun intérêt à s'attirer les foudres de l'administration.

Enfin la solution retenue — maintenir au Honduras les « contras » qui ne voudraient pas rentrer au Nicaragua — a un redoutable problème : que faire de ces gens à l'égard desquels les Etats-Unis ont reconnu une responsabilité morale, mais qu'ils ne souhaitent guère voir se presser en masse aux guichets de l'Immigration Service. Déjà l'arrivée de milliers de réfugiés « économiques » nicaraguayens pose de graves problèmes au Texas et en Floride, et les Américains n'ont aucune envie d'accueillir en plus des milliers de « soldats » perdus.

JAN KRAUZE.

AFOTAN

Compromis sur la modernisation des armes nucléaires à courte portée

Bruxelles. — Les pays de l'OTAN ont trouvé un compromis sur les fusées nucléaires à courte portée (SNF, moins de 500 kilomètres), approuvant la mise au point de nouveaux engins mais reportant à plus tard la décision de les déployer, a-t-on appris, vendredi 24 mars, de sources sûres.

Cet accord, intervenu à l'issue d'une réunion du groupe à haut niveau (HLG) de l'OTAN, est la conclusion de plusieurs mois de discussions très difficiles entre les Alliés sur la modernisation des SNF et le remplacement des fusées Lance. Ces missiles sol-sol de 110 kilomètres de portée sont installés en Europe par l'OTAN depuis 1972.

La RFA, où des élections générales doivent se tenir en décembre 1990, était hostile à ce qu'une décision sur le remplacement des Lance soit prise avant 1991. La majorité des 88 lanceurs de ces engins que détiennent officiellement l'OTAN sont en effet stationnés dans ce pays. Mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne souhaitent au contraire que l'OTAN s'engage dès cette année sur le successeur du Lance, qui deviendra obsolète en 1995.

La RFA, d'une part, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, d'autre part, ont donc réglé un sérieux différend, qui menaçait de glacer le sommet prévu les 29 et 30 mai à Bruxelles pour marquer le quarantième anniversaire de l'OTAN.

Il reste à définir comment ce compromis s'inscrira dans le « concept global de désarmement et de maîtrise des armements », qui doit être adopté par les chefs d'Etat ou de gouvernement des seize pays alliés à l'occasion de ce neuvième sommet de l'OTAN.

Les ministres de la défense des pays de l'OTAN (moins la France, qui est hors de la structure militaire intégrée) entameront au préalable ce compromis lors de leur réunion semestrielle en groupe des plans nucléaires (GNP), les 19 et 20 avril, à Bruxelles. — (AFP.)

La fin de la visite à Paris du président du Bangladesh

La France « a mobilisé l'attention internationale sur notre drame » déclare M. Ershad

Le président du Bangladesh, M. Mohammed Ershad, a quitté Paris vendredi 24 mars pour Dacca, à l'issue d'une visite d'Etat de quarante-huit heures qu'il a qualifiée de « mémorable et extrêmement chaleureuse ». Au cours de ce séjour, le premier effectué par un chef d'Etat bangladais depuis l'indépendance du pays, en 1971, M. Ershad s'est entretenu avec le président François Mitterrand et avec le premier ministre, M. Michel Rocard, du projet franco-bangladais de contrôle des inondations au Bangladesh (le Monde du 23 mars).

Vendredi après-midi, au cours d'une conférence de presse, le président Ershad a rappelé, en quelques chiffres, les dégâts infligés à son pays par les inondations de septembre 1988 : plus de mille morts, 200 000 têtes de bétail noyées, 2 000 ponts détruits, 2 millions de tonnes de nourriture perdues ; au total, des dégâts estimés à 2,6 milliards de dollars. Il s'est félicité de l'initiative prise alors par le président Mitterrand, qui « a permis de mobiliser l'attention internationale sur la situation dramatique du Bangladesh ». Il s'agit, a-t-il dit, d'un

« splendide exemple de coopération avec le tiers-monde ».

Interrogé sur la position de l'Inde, dont on craint qu'elle ne prenne ombrage d'une initiative portant sur des fleuves dont le cours est d'abord indien, le chef de l'Etat a déclaré : « Tout dans l'étude de préféabilité porte à penser que les recommandations qui seront faites — un renforcement des berges, plutôt que des barrages — n'affecteront en rien la partie indienne ».

Enfin, M. Ershad a appelé les milieux d'affaires français à se rendre au Bangladesh pour constater sur place les possibilités d'investissement et pour profiter de la nouvelle politique industrielle « très, très libérale ». Cela dit, les échanges commerciaux franco-bangladais demeurent très limités. En 1987, la France a exporté au Bangladesh pour 600 millions de francs de produits alimentaires et des grands projets financés sur protocoles (cimenterie, papeterie, centrale électrique, matériel ferroviaire). Elle a importé, la même année, pour 160 millions de francs de biens de consommation, notamment des vêtements et du cuir.

R.-P. PARINGAUX.

BIRMANIE

Arrestation d'un dirigeant étudiant

BANGKOK
correspondance

Les autorités de Rangoun ont arrêté, jeudi 23 mars, M. Min Ko Naing, l'un des principaux responsables étudiants du pays. Il est accusé d'avoir, « avec des complices », commis des actes « contraires à la loi et l'ordre », et de se préparer à troubler le bon déroulement du Jour des forces armées, lundi. Il aurait également pris la tête d'une quarantaine de jeunes, qui ont protesté dans la capitale contre l'arrestation, quelques jours plus tôt, de quatre étudiants.

Toute tentative de protestation

dirigée contre le régime du général Saw Maung, l'homme fort de Birmanie, qui a pris le pouvoir le 18 septembre 1988, sera sévèrement réprimée, a déclaré vendredi à Rangoun un porte-parole du gouvernement, M. Kyaw Sann. « Les militaires n'ont pas envie de tirer, mais ils ne laisseront à aucun prix prévaloir l'anarchie » a-t-il affirmé.

M. Min Ko Naing, nom de guerre qui signifie « celui qui renverse les rois », est un étudiant en zoologie, âgé de vingt-six ans. Il est sans aucun doute le plus connu des leaders étudiants apparus lors des manifestations qui firent plus d'un millier de morts en août 1988.

J. B.

Nouvelles nominations

Le président George Bush a annoncé, vendredi 24 mars, une nouvelle série de nominations. Ainsi M. Charles Redman, actuel porte-parole du département d'Etat, est nommé ambassadeur en Suède, où il remplacera M. Gregory Newell. M. Margaret Tutwiler lui succédera au poste de porte-parole du département d'Etat. De même, M. William Taft, ancien sous-secrétaire à la défense et arrière-petit-fils du président William Taft, qui occupa la Maison Blanche de 1909 à 1913, est nommé ambassadeur auprès de l'Otan à la place de M. Alton Keel. Enfin l'homme d'affaires Edward Ney, vice-président de la firme d'investissement Painwebber succédera, à Ottawa, à l'actuel ambassadeur au Canada, M. Michael Niles.

Par ailleurs le secrétaire d'Etat M. James Baker, a nommé M. Raymond Seitz — qui faisait fonction depuis cinq ans de « numéro deux » à l'ambassade américaine en Grande-Bretagne — secrétaire

d'Etat adjoint aux affaires européennes et canadiennes. Le président Bush, changeant plans initiaux, décidait de nommer, vendredi, M. Richard Solomon (l'un des responsables au département d'Etat de la définition des options politiques après avoir siégé au début des années 70 au Conseil national de sécurité où il s'occupait des affaires asiatiques), au poste de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique, en remplacement de M. Gaston Sigur. La Maison Blanche avait déjà désigné à ce poste, le 28 février dernier, M. Richard Armitage, l'ancien secrétaire adjoint à la défense, chargé des affaires de sécurité internationale. Il semblerait d'après les indiscretions publiées dans la presse américaine que M. Bush a finalement décidé de garder au Pentagone M. Armitage, un ancien officier de marine. Celui-ci pourrait être nommé au poste de secrétaire à la marine. — (AFP, Reuters.)

EN BREF

● **BULGARIE** : grève de la faim. — Le dissident bulgare Iliu Minev, soixante-deux ans, président de l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme, observe une grève de la faim depuis deux mois, a indiqué vendredi 17 mars à Vienne le Parti social-démocrate en exil. M. Minev, que les médecins estiment en danger de mort, veut être officiellement lavé des accusations de collaboration avec le fascisme parues dans la presse bulgare. — (AFP.)

● **MADAGASCAR** : démission du président du parti prosoviétique AKFM. — Le pasteur Richard Andriamantsoa a annoncé à Antananarivo, au cours d'une conférence de presse, sa démission du parti nationaliste prosoviétique AKFM-KDRSM, dont il était président depuis sa création en 1958. Une des personnalités les plus en vue de la vie politique malgache des trente dernières années, il s'était imposé un silence remarqué pendant la campagne électorale pour le scrutin présidentiel du 12 mars dernier. Il a expliqué que son intention était de se présenter à cette élection, mais que le cœur central de son parti avait décidé de soutenir la candidature du président Didier Ratsiraka.

● **NÉPAL** : Blocus commercial. — L'Inde a coupé, vendredi 24 mars, la quasi-totalité des routes reliant le Népal au monde extérieur, en raison d'un différend sur le renouvellement des traités de commerce et de transit entre les deux pays arrivés à expiration jeudi. New-Delhi cessera également, le 31 mars, de ravitailler le royaume en huile alimentaire, sel et produits pétroliers.

● **ROUMANIE** : l'ambassadeur de France a regagné son poste. — L'ambassadeur de France à Bucarest, appelé en consultation à Paris jeudi 16 mars en raison de la situation en Roumanie, a regagné son poste vendredi 24 mars.

● **TOGO** : l'ancien ministre de la justice inculpé. — M. Kpovi Ladi, ancien ministre de la justice, démis de ses fonctions le 7 mars par le président Eyadéma, dont il était l'un des plus proches collaborateurs, a été inculpé de complicité de tentative d'escroquerie au Loto sportif, a annoncé un communiqué officiel publié mercredi 22 mars à Lomé.

Cinq autres personnes, dont le frère de l'ancien ministre, ont été arrêtées et inculpées pour les mêmes motifs. M. Ladi a été laissé en liberté.

Points ODILE JACOB

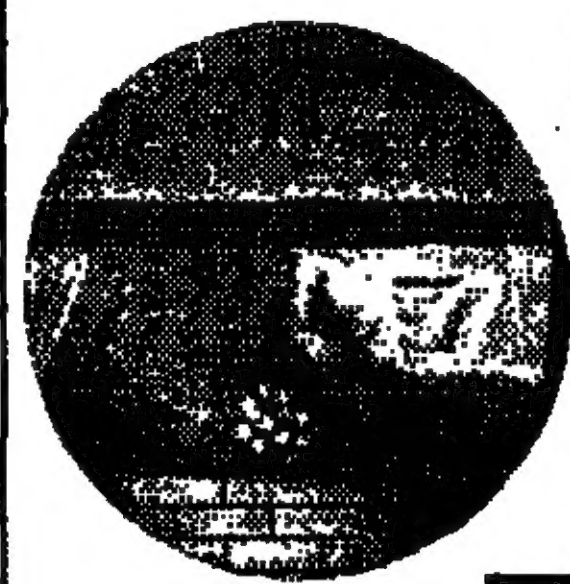
Pierre Karli
L'homme
agressif



Claude Hagège
Le français
et les siècles



Jean-Didier Vincent
Biologie
des passions



Jacques Ruffié
Le sexe
et la mort



Editions du Seuil

Proche-Orient

Grandes manœuvres diplomatiques

- Sommet égypto-jordano-palestinien
- Visite du roi Fahd à Bagdad et au Caire

Un sommet tripartite devait, ce week-end, le président Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat en Egypte, où est attendu, lundi 27 mars, le roi Fahd d'Arabie saoudite. Ces rencontres interviennent au lendemain de la deuxième série d'entretiens palestino-américains de Tunis et à quelques jours de la visite que M. Moubarak doit effectuer le 3 avril aux États-Unis. Selon l'agence égyptienne MENA, ce sommet devrait permettre la mise sur pied d'une coordination pour tenter d'accélérer le processus de paix au Proche-Orient et la tenue d'une conférence internationale.

NICOSIE
de notre correspondant
au Proche-Orient

La création du Conseil de coopération arabe (CCA), les négociations avec l'Iran, la sécurité dans le Golfe, les relations inter-arabes, dont la crise libanaise, devaient être au centre des entretiens - samedi 25 mars, à Bagdad, puis au Caire, lundi - du roi Fahd d'Arabie saoudite, qui se rend pour la première fois en Irak comme en Egypte depuis son accession au trône, en 1982.

Fidèle et très important soutien de Bagdad dans sa guerre contre l'Iran, l'Arabie saoudite n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, beaucoup apprécié la création en février dernier du CCA, qui regroupe l'Irak, l'Égypte, la Jordanie et le Yémen du Nord. La participation, à l'initiative de Bagdad, du Yémen du Nord au CCA a particulièrement irrité les Saoudiens, peu désireux de voir s'émanciper un voisin historiquement turbulent et qu'ils préfèrent garder sous leur ombrelle. Peu avant la création officielle du CCA, Ryad avait rouvert les négociations sur les

frontières avec Sanaa, le roi assurant les dirigeants yéménites qu'il fallait oublier le passé et régler définitivement cette question qui empoisonne les relations saoudo-yéménites. Après une première réunion le 14 février, les négociations ont cependant tourné court.

Recevant dans le même temps, à Ryad, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Abdel Méguid, les Saoudiens s'étaient étonnés auprès de lui que Le Caire ait refusé l'adhésion du Soudan au CCA, arguant du fait que Khartoum pourrait faire concurrence à l'Égypte pour l'envoi de travailleurs, alors qu'il avait accepté la participation de Sanaa, qui présente la même caractéristique.

L'Arabie saoudite, qui se veut le rassembleur du monde arabe, avait aussi fait observer que la création du CCA, qui apparaît comme un axe antisyrien, ne pouvait que retarder le succès de sa médiation entreprise pour rapprocher Damas du Caire. La création du CCA avait notamment mis fin aux velléités saoudiennes de réunir le sommet arabe ordinaire, qui doit se tenir à Ryad, repoussé depuis 1983 en raison des divergences arabes.

Malgré tous les signes d'apaisement que leur envoi Bagdad, il ne fait pas de doute que les pays du Golfe, en général, ressentent aujourd'hui quelques craintes à l'égard des ambitions irakiennes. La visite du souverain saoudien à Bagdad intervient à un moment où les relations avec l'Irak, rompues à l'initiative de Ryad, connaissent un certain réchauffement. La participation d'une délégation irakienne à la récente conférence ministérielle de l'OCCI (Organisation de la conférence islamique), tenue dans la capitale saoudienne, en a été une nouvelle preuve, alors que se poursuit la médiation entreprise depuis l'été dernier, à la demande de Téhéran, par le

sultanat d'Oman. Iraniens et Saoudiens ont d'ailleurs tenu aussi à Londres une série de réunions bilatérales, qui ont buté jusqu'à maintenant sur l'engagement exigé par l'Arabie saoudite que les pèlerins iraniens s'abstiennent de l'avenir de toute manifestation à La Mecque. L'Arabie saoudite, qui a très largement contribué financièrement au succès de Bagdad dans sa guerre contre l'Iran, encourage sans doute le président Saddam Hussein à la modération dans les négociations de paix entreprises sous les auspices de l'ONU.

Le roi Fahd devrait aussi demander au président irakien de modérer ses ardeurs au Liban, l'Irak étant devenu le principal fournisseur d'armes du camp chrétien hostile à la Syrie. Lors de la visite du président Assad à Ryad en décembre dernier, le souverain saoudien avait déjà, mais sans succès, tenté à la demande de la Syrie une telle démarche. Ryad, qui apparaît aujourd'hui comme le principal allié de Damas - l'Arabie saoudite a notamment refusé une demande koweïtienne de faire des pressions financières sur la Syrie pour l'amener à plus de souplesse au Liban - va sans doute chercher, à Bagdad comme au Caire, à contre-carrier ce qui apparaît comme une alliance antisyrénienne. L'Arabie saoudite, qui ne fait pas partie du comité des Six de la Ligue arabe sur le Liban, négocie toutefois en coulisses avec Damas et Washington pour la recherche d'une solution. Traditionnel soutien des sunnites libanais, Ryad saurait d'autant moins se désintéresser du sort du Liban qu'elle s'inscrit à la fois de la possibilité d'émigration, à la faveur de la désintégration du pays, d'un pouvoir chrétien libanais et que le conflit irako-syrien par Libanais interposés n'est pas de nature à améliorer les relations inter-arabes souhaitées par le roi Fahd.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Réunie à Genève et parrainée par l'Irak

Une conférence interarabe dénonce les violations des droits de l'homme en Syrie

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Nouvel épisode de la guerre idéologique entre les deux frères ennemis basistes de Bagdad et de Damas : une conférence interarabe, réunie à Genève du 21 au 23 mars, sous l'égide de l'Irak, vient de recommander la création d'un tribunal populaire arabe afin de juger le président syrien Hafez El Assad « pour les crimes qu'il a commis en Syrie, en Palestine et au Liban ».

Pendant trois jours, les participants à la conférence, au nombre de plus de deux cents, se sont relayés à la tribune pour dénoncer le « régime fasciste et sanguinaire de Damas, qui bafoue toutes les valeurs musulmanes et humaines » et le président Assad, qualifié de « bête malfaisante lâchée dans la nature ». D'anciens détenus politiques syriens palestiniens ont révisé, avec force détails, comment ils avaient été torturés dans les geôles syriennes à Damas, Palmyre et Beyrouth. Certains des témoignages étaient fort émouvants, mais n'apportaient rien de nouveau : dans un rapport rendu public en octobre 1987, Amnesty International a déjà évoqué ces pratiques et établi, à partir de déclarations faites par d'anciens détenus, une liste de trente-huit « méthodes de torture et mauvais traitements ».

Ces dénonciations intervenant au cours d'une conférence communautaire par l'Irak, lui-même très gravement en cause par Amnesty International pour ses nombreuses violations des droits de l'homme, ont chez certains une impression de malaise, ce qui a probablement amené plusieurs des invités à souhaiter que soient également condamnées les atteintes aux droits de l'homme dans les autres pays arabes.

JEAN GUEYRAS.

LIBAN

Le général Aoun se dit résolu à bouter hors du pays les troupes de Damas

Les échanges d'artillerie ont repris, le vendredi 24 mars, entre forces musulmanes pro-syriennes et soldats du premier ministre chrétien, le général Michel Aoun, qui a juré de bouter les troupes syriennes hors du Liban. Les forces du général Aoun et les combattants druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) se sont affrontés à l'artillerie lourde sur les crêtes des collines de Souk al-Gharb, au sud-est de Beyrouth. Les obus se sont abattus sur les villages druzes, détruisant des maisons proches de la zone des combats sans, semble-t-il, faire de victimes. Les quartiers résidentiels chrétiens des alentours se sont également trouvés sous le feu des artilleurs.

A Beyrouth aussi, les combats ont repris de chaque côté de la ligne de démarcation séparant la partie occidentale - musulmane - de l'orientale - chrétienne.

Peu auparavant, alors que la capitale avait, pour quelques heures, retrouvé le calme après dix jours d'affrontements, le général Aoun avait déclaré dans une conférence de presse être déterminé à expulser les troupes syriennes du Liban.

Rappelant que Beyrouth avait été rasée au moins huit fois au cours de son histoire, il a déclaré : « Cela ne fera aucune différence si nous devons reconstruire une nouvelle. Cela sera la neuvième fois. » « Je n'ai pas peur de l'issue de la bataille », a-t-il ajouté, pour reconnaître : « Il est vrai que les Syriens sont plus forts militairement. (...) Mais la bataille leur coûtera cher. »

Damas a démenti toute participation aux combats, qui ont fait plus de soixante morts et plus de deux cents blessés. Mais plusieurs témoins ont assuré que des soldats syriens avaient participé aux bombardements avec des « organes de Staline », à Beyrouth et dans les montagnes dominées par les quartiers chrétiens. Le général Aoun a estimé que la bataille contre la Syrie était inévitable « car le régime syrien n'est pas conscient de ses responsabilités », et il s'est dit prêt à faire appel à une aide étrangère pour bouter les troupes syriennes hors du Liban.

Paris et Washington ont, pour leur part, lancé vendredi des appels à la modération. Condamnant les tentatives de blocus (...), les bombardements de populations, la reprise des attentats, le gouvernement français estime que « la communauté des nations ne peut ni ne doit rester indifférente devant l'escalade des dangers qui menacent l'existence même du Liban ». Parallèlement, les États-Unis ont pressé les parties en cause de régler leurs différends par des contacts directs et non par la force. — (Reuter, AFP.)

ALAIN FRACHON.

Le dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien

Le Caire : un bilan mitigé

LE CAIRE
de notre correspondant

« Passable mais pourrait mieux faire. » C'est ainsi que l'on pourrait résumer le bilan que font les responsables égyptiens dix ans après la signature du traité de paix avec Israël. « Passable », car il a fallu arracher Tabà de haute lutte. Un diplomate qui a participé à la longue confrontation juridico-diplomatique sur la petite plage égyptienne a estimé que l'État hébreu avait fait preuve dans cette affaire « du même manque de panache » qui a caractérisé le comportement du gouvernement israélien à l'égard de l'Égypte depuis la signature du traité de paix. Il y a quelques mois, un autre diplomate nous confiait excédé : « Les Israéliens soulèvent toutes sortes d'obstacles. On en est même arrivé à discuter de la tenue des baignoires sur la plage de Tabà après le retrait. »

Mais maintenant que l'affaire de Tabà est close, les Égyptiens sont convaincus que l'on peut aller de l'avant à condition que le gouvernement israélien assouplisse ses positions. Pour le président Moubarak, ce « mieux » ne peut être que l'ouverture d'un dialogue entre Israël et l'O.L.P. « Soyez réalistes : pour faire la paix, il vous faudra tôt ou tard discuter avec Arafat. Pour quoi donc s'entêter et perdre un temps précieux ? », a déclaré le roi à un groupe de journalistes israéliens à l'issue d'un entretien avec M. Ezer Weizman, le ministre des sciences de l'État hébreu et l'un des artisans du traité de paix, qui est toujours chaleureusement accueilli au Caire.

Commentant le peu d'enthousiasme des Égyptiens à se rendre en Israël, M. Moubarak a estimé que ses compatriotes ne voulaient pas se rendre « dans un pays en état de guerre où, chaque jour, des hommes

sont tués de part et d'autre ». Il aurait pu ajouter que le patriarche copte orthodoxe avait interdit aux chrétiens de visiter les Lieux saints tant qu'Israël n'aura pas rendu à l'Église d'Alexandrie le monastère de Deir-Sultan à Jérusalem.

D'autre part, si l'homme de la rue accepte sans problème les dizaines de milliers de touristes israéliens visitant chaque année l'Égypte, il n'en va pas de même pour une bonne partie de l'intelligentsia. Toute la presse d'opposition, et même certains rédacteurs des journaux officiels sont ouvertement anti-israéliens. Quand l'ambassade se plaint de caricatures jugées féroces, les responsables égyptiens répondent : « C'est la liberté d'expression. Regardez les attaques quotidiennes contre notre ministre de l'Intérieur. » Enfin, l'ordre des avocats, traditionnellement indépendant du pouvoir, brille chaque année le drapeau frappé de l'étoile de David.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Jérusalem : la déception après l'enthousiasme

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Profil bas, ni manifestation ni commémoration officielles : le dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien est, ici, « célébré » dans la plus extrême discrétion. Rien qui vienne rappeler l'enthousiasme de ce 26 mars 1979, lorsque Menahem Begin et Anouar El Sadate signèrent, à Washington, le seul traité de paix jamais conclu entre l'État hébreu et l'un de ses voisins arabes - en l'occurrence, le plus puissant militairement et le plus important politiquement.

Parler d'amertume serait trop fort. « Ces dix années de paix avec l'Égypte sont une grande chose », disait cette semaine le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens (qui, il y a dix ans, vota contre les accords de Camp David). Le traité a mis fin

à trente années de belligérance. Les arrangements de sécurité conclus entre les deux pays ont été scrupuleusement respectés. Aucun signe ne permet de penser que l'Égypte entend revenir sur un traité qui a résisté à bien des épreuves : invasion du Liban, statu quo dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza puis Intifada, pour ne citer que quelques-uns des points de friction qui émaillèrent ces dix années de relations égypto-israéliennes.

On est bien conscient de ce bilan à Jérusalem, et on s'en félicite. Mais on attendait plus : « Les relations sont trop froides ou pas assez chaleureuses, ce n'est pas ce qu'on espérait », a poursuivi M. Arens, observant que « ce dixième anniversaire aurait pu être l'occasion d'une rencontre bilatérale au plus haut niveau ». Ce ne sera pas le cas. M. Itzhak Shamir (qui s'abstint de voter les accords de Camp David) ne rencontrera pas le président Hosni Moubarak.

Tourisme
à sens unique

« Déception » est donc le mot qui revient le plus souvent à Jérusalem pour caractériser les relations entre les deux pays. Les échanges économiques sont malgré Israël exporte chaque année pour quelques dizaines de millions de dollars. Les importations en provenance d'Égypte se montent à près de deux cent millions de dollars, mais il s'agit, pour l'essentiel, des livraisons de pétrole prévues par les accords de Camp David. Hormis une mission d'experts agricoles israéliens en Égypte, la coopération technique est nulle et la coopération culturelle inexistante. Le tourisme est à sens unique : les Israéliens vont en Égypte (72000 en 1987, moins de 10000 en 1988, première année de l'Intifada) ; seuls quelques centaines d'Égyptiens se rendent en Israël.

La « normalisation » a échoué, entre autres, à cette partie des accords de Camp David qui ne fut jamais appliquée : celle concernant les territoires occupés.

Selon un dirigeant palestinien

M. Mitterrand pourrait rencontrer M. Arafat en avril au Caire

M. François Mitterrand pourrait rencontrer le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, en avril au Caire, a déclaré, vendredi 24 mars, l'un des principaux dirigeants palestiniens, Abou Iyad, à Radio-France International. « Il y aura, je crois, dans un premier temps, une rencontre le mois prochain au Caire. Nous espérons qu'une rencontre à Paris aura lieu à la première occasion, mais la rencontre préliminaire aura lieu au Caire », a-t-il dit au service arabe de la station.

Abou Iyad a précisé que MM. Mitterrand et Arafat devraient se rencontrer en tête à tête, mais n'a pas exclu la possibilité que le président Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie se joignent aux discussions. (Les chefs d'État égyptien et jordanien doivent tenir, ce week-end en Égypte, un sommet en compagnie de M. Arafat.)

Depuis plusieurs mois, grâce à l'adoption par l'O.L.P. d'une ligne modérée - qui a déjà vain à la centrale palestinienne l'ouverture d'un dialogue avec les États-Unis - le principe d'une rencontre entre le président Mitterrand et M. Arafat était pratiquement acquis et avait été évoqué par le chef de l'État lui-même à plusieurs reprises.

[A l'Égypte, on qualifie souvent M. Arafat de « fasciste », les propos tenus par Abou Iyad, préchant qu'aucun accord n'a été conclu pour une rencontre Mitterrand-Arafat au Caire, 678 d'ordre plus d'obstacles de principe à une telle rencontre, ajoute-t-on, aucune décision n'a encore été prise concernant sa date, son lieu et ses conditions. La rencontre pourrait aussi bien avoir lieu au Caire qu'à Tunis ou à Paris, ajoute-t-on, mais il est « prématuré » de dire que le lieu en a été choisi.]

Lotfallah Soliman

POUR UNE HISTOIRE PROFANE DE LA PALESTINE

Pour l'auteur, au Proche-Orient, la sacralisation de la cause d'Israël par judaïsme interpose ne peut mener qu'à la sacralisation de celle des Arabes en général et des Palestiniens en particulier, par islam interposé : au terme de cette double sacralisation, il y a la folie des dieux et des hommes. Et c'est cette folie qu'il refuse d'accepter.

L. Soliman explique, d'une façon originale et convaincante, la logique d'exclusion dans laquelle s'est enfoncé le mouvement sioniste, mais aussi les faiblesses et les illusions des dirigeants arabes.

89 F

LA DÉCOUVERTE

Un outil de travail précieux

La chronologie détaillée des principaux événements de l'année 1988.

Le Monde • Éric Jacard
EN VENTE EN LIBRAIRIE



هكذا من الأصل

Après le deuxième tour des élections municipales

Marseille : le maire-mandarin au pied du mur

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Albert Hini, un avocat de trente-neuf ans, adjoint (PS diss.) sortant, a été élu premier adjoint. La liste des vingt-neuf autres adjoints respecte l'équilibre des différentes composantes de la majorité municipale avec, notamment, deux communistes reconstrués et huit PS dissidents. Les huit maires de secteurs « pressentis » par M. Vigouroux et qui seront élus samedi 1er avril sont MM. Jean-Claude Imbert (Groupe d'action économique et sociale) dans le 1er secteur, Jean-Jacques Léonetti (PS diss.) dans le 2^e, Mme Simone Gallix (PS diss.) dans le 3^e, MM. Yves Bonnel (AD) dans le 4^e, Charles-Emile Loo (PS diss.) dans le 5^e, Maurice Prunetta (PS diss.) dans le 6^e, Jean-Jacques Peschard (PS diss.) dans le 7^e et Lucien Vassal (Rec.) dans le 8^e.

Considéré comme un simple maire de transition, en mai 1986, après la mort de Gaston Defferre, M. Vigouroux commence son premier mandat « plein » avec une légitimité désormais incontestée. Si sa valeur de neurochirurgien des hôpitaux est unanimement reconnue, ses qualités d'homme politique sont plus controversées et sa personnalité énigmatique l'expose à des jugements contradictoires.

Le principal ressort de la vie de Robert Vigouroux est le goût du travail joint à une quête de la réussite. Né à Paris, le 21 mars 1923, il est arrivé, à l'âge de six ans, à Marseille, où son père, ingénieur, avait été muté. Sa jeunesse, il la passe à collectionner les titres et les podiums. Prix d'excellence au lycée Thiers, il sort major, en 1946, du très difficile concours d'internat des villes de faculté. Puis il remporte le concours de neurochirurgien des hôpitaux, créé spécialement pour lui, en

M. Robert Vigouroux a été réélu, vendredi 24 mars, maire (ex PS) de Marseille par 80 voix contre 7 à M. Gabriel Domenech (FN), 2 à M. Pascal Posado (PC), 1 à M. Jean-Louis Tourret (app.UDF) sur 101 votants et 90 suffrages exprimés. Dans son discours d'installation, M. Vigouroux a notamment rappelé qu'il avait « voulu une ouverture sans concession et sans confusion ».

1959 et décroche, la même année, une thèse de doctorat en sciences sur le rhinencéphale (partie la plus archaïque du cerveau liée à l'olfaction). Il est, ensuite, nommé chef de service, en 1964 (il l'est toujours), professeur agrégé en 1976 et, enfin, professeur de clinique neurochirurgicale en 1979. « Il a été non seulement un homme de sciences, un vrai, mais aussi un praticien remarquable et un chercheur fructueux », témoigne l'un de ses anciens « poulains d'écurie », le professeur Michel Carcassonne, chef du service de chirurgie infantile de l'hôpital de la Timone.

Dans le domaine de la recherche, Robert Vigouroux a participé, pendant trente ans, aux travaux de l'équipe prestigieuse du professeur Henri Gastaud, le créateur de l'électroencéphalogra-

phie française. Il a été, aussi, le chef d'une école renommée qui a fait progresser les connaissances en neurotraumatologie. Le professeur Maurice Toga, doyen de la faculté de médecine de Marseille, qui fut également membre de l'équipe Gastaud, n'hésite pas, lui, à le présenter comme « l'un des médecins les plus doués de sa génération ».

Avancées et ambitions

Les aptitudes de Robert Vigouroux dans le domaine politique sont beaucoup plus discutées et ses états de service infiniment plus modestes. On le trouve, à l'origine, dans un club de réflexion, le Comité de liaison et d'information (CLI) fondé, notamment, par l'avocat Paul Lombard, dans la mouvance de la

M. Albert Hini, premier adjoint

M. Albert Hini, qui a été élu premier adjoint, est un avocat de trente-neuf ans, spécialiste du droit des affaires. Ce fidèle du déferisme, qui fut, avec le député Philippe Sanmarco, l'un des principaux opposants à M. Michel Pezet, est entré au PS, en 1977. Il fut membre du secrétariat fédéral et de la commission des comptes de 1985 à 1986.

Après avoir appartenu au courant Mitterrand il avait rejoint Socialisme et République (courant Chevènement), comme M. Sanmarco, en 1987, avant d'être exclu du PS, le 1er mars pour s'être porté candidat sur les listes de M. Robert Vigouroux. élu au conseil municipal de Marseille depuis 1977, il avait

occupé, à partir de 1983, les fonctions d'adjoint, délégué à la vie associative, à l'animation et aux rapatriés. Il était, par ailleurs, trésorier de l'importante Caisse d'action sociale (CAS) du personnel de la ville de Marseille.

M. Charles-Emile Loo, qui était domier favori pour le poste de premier adjoint, a finalement préféré celui de maire du 5^{ème} secteur (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements). Il devrait également présider, au sein du conseil municipal, le groupe des socialistes dissidents (Carrefour socialistes) et être candidat, en septembre prochain, aux élections sénatoriales.

G.P.

Lyon : le sacre de M. Michel Noir

LYON
de notre bureau régional

« Au travail, au travail, vite et bien ! » C'est par ces mots que M. Michel Noir a commencé, vendredi 24 mars, dans la soirée, son premier discours de maire de Lyon. « Les Lyonnais ont toujours de l'ambition pour leur ville, a-t-il déclaré. Lyon souhaite être l'autre capitale au cœur du réseau des grandes métropoles régionales, d'Anvers à Turin et de Hambourg à Barcelone, à la croisée des chemins de l'Europe. Lyon a tout pour réussir pourvu qu'elle rassemble son énergie, qu'elle tourne ses regards vers l'extérieur, qu'elle ne cède pas à cette tentation toujours présente de se recroqueviller sur elle-même ».

Au premier rang du public, une quinzaine d'enfants d'une école du quartier populaire de La Duchère ont été spécialement invités par le nouveau maire pour assister à la cérémonie. D'abord tranquilles, puis agités et progressivement tannés par la pluie, ils symbolisent à ce point « la primauté de la personne humaine » que, du coup, les tribunes sont trop petites pour accueillir l'ensemble des journalistes. « FR3 retransmet l'élection en direct tout doit être nickel », explique M. Pierre Botton, directeur de campagne et gendre de M. Michel Noir, aux confères refoulés dans une salle voisine du conseil municipal, peu avant que ceux-ci ne forcent finalement les barrières.

Pendant ce temps, seul à la tribune et impassible, le doyen d'âge, M. Francisque Collomb, attend le début du direct. La foule ordinaire des supporters patiente devant des écrans géants disposés dans l'atrium de l'hôtel de ville. Réduite à douze élus, l'UDF siège désormais à l'extrême droite de l'hémicycle. Exclusivement composé des survivants de l'ancienne équipe au pouvoir, le petit groupe est présidé par l'actuel suppléant de M. Noir, M. Roger Fenech, président de la

fédération du Rhône du CDS. Mais c'est au candidat suppléant de la première élection de M. Noir comme député du Rhône en 1978, M. Jean-Paul Bonnel, que revient l'honneur de présenter à l'assemblée le grand triomphateur du scrutin du 19 mars. M. Fenech apporte à son tour le soutien de l'UDF en concluant « bonne chance Michel ». Pas une voix ne manque en effet parmi les soixante-trois élus de la liste d'union du second tour.

« Mon cher collègue et ami, permettez-moi de vous féliciter de ce succès », déclare M. Francisque Collomb en remettant l'écharpe tricolore à son successeur. Les Lyonnais sont à vos côtés et moi-même, si vous le voulez bien, je pourrais vous faire bénéficier de mon expérience et de ma sagesse ».

M. Noir confirme son choix pour le poste de premier adjoint, celui de M. Jean-François Mermet, un ingénieur de quarante-quatre ans, membre du conseil national du Parti républicain. Les principaux postes sont confiés à des proches du maire, MM. Serge Guinchard pour les finances et Henry Chabert à l'urbanisme ; M. Christian Boiron, patron des laboratoires pharmaceutiques du même nom, devient responsable du développement économique et international de la ville. Le député du Rhône Jean-Michel Duhamard, longtemps partisan d'une liste d'union conduite par M. Francisque Collomb et finalement vainqueur de celui-ci dès le premier tour dans le sixième arrondissement, est chargé de l'enseignement et de la recherche (il lui a cependant manqué quatre voix de droite lors de son élection à cette fonction).

Sur l'ensemble des quinze adjoints de la nouvelle municipalité, on compte au total huit RPR, cinq divers droite et deux UDF-PR. Mais l'un des trois postes de secrétaire du conseil municipal a été attribué, au terme de cette première séance, à un jeune socialiste, à la grande surprise de celui-ci.

JEAN-LOUIS SAUX.

Saint-Gilles, la ville dont le maire est Front national

SAINT-GILLES
de notre envoyée spéciale

M. Charles de Chambrun a rapidement annoncé le couleur : prononçant son premier discours de maire de Saint-Gilles (Gard), le seul membre du Front national élu dans une commune de plus de dix mille habitants a mis en garde, vendredi 24 mars, « tous ceux qui, en leur âme et conscience, abusent du régime social français et ne sont ni plus ni moins que des voleurs ».

A l'extérieur de la mairie, deux cents personnes étaient venues acclamer les vingt et un membres de la nouvelle majorité saint-gilloise. Toutefois, à 30 mètres de là, une cinquantaine d'habitants se sont également regroupés pour manifester leur émotion et leur « honte ». Quelques affiches ont été fusées. Le petit groupe, qui avait symboliquement tourné le dos à la mairie, semblait redouter moins les mesures de la nouvelle municipalité que les réactions de ceux qui « se croiraient désormais tout permis ».

Agacés par le coup de projecteur médiatique, un grand nombre de Saint-Gillois se sont repliés derrière le caractère sacré de « l'expression du suffrage universel » pour éviter toute analyse. Si, ici ou là, on se déclare « surpris » des résultats du scrutin, d'autres rappellent que la ville avait par deux fois, l'an passé, donné un avertissement : lors de l'élection présidentielle tout d'abord, 37 % des électeurs avaient accordé leurs suffrages à M. Jean-Marie Le Pen ; ensuite à l'automne, M. de Chambrun, déjà en lice aux cantonales, avait recueilli 40 % des voix au second tour, face à M. Louis Girard (divers droite), conseiller général sortant et aujourd'hui ancien maire.

Les habitants de Saint-Gilles sont devenus sensibles aux thèmes anti-immigrés développés

par le Front national, faute de s'être adaptés à la brutale transformation de la commune due à l'arrivée massive de population étrangère. En l'espace de trente ans, cette ville a vu son nombre de résidents doubler, avec l'installation, d'une part, de nombreux rapatriés et de Français musulmans et l'arrivée, d'autre part, de plusieurs vagues d'immigrés européens et maghrébins, successivement attirés par les chantiers de l'aéroport de Nîmes et du canal du Bas-Rhône, ainsi que par la proximité de la zone industrielle de Fos-sur-Mer. Sans compter la main-d'œuvre saisonnière agricole.

La « symbolique culturelle »

Certains responsables de la communauté musulmane, tels que M. Hafid Nassri, du nom des harkis, ou M. Houchaine Mohamed, au nom des Maghrébins, accusent certains propriétaires de domaines fruitiers d'entretenir un mauvais climat entre les Français et les Arabes en faisant venir des immigrés clandestins qu'ils rémunèrent à des prix inférieurs à la normale. Tous deux ont demandé à M. de Chambrun de faire cesser ces trafics de « négriers » qui discréditent l'ensemble de la population musulmane. Toutefois, M. Paul Dourieu, ancien président de la coopérative fruitière, rejette en bloc ces accusations.

Représentant entre 25 % et 30 % de la population totale, les Maghrébins deviennent, selon certains, « trop voyants », et des Saint-Gillois de souche qui vivent là « depuis au moins deux générations » assurent que « leur » marché du dimanche matin est transformé en « souk ».

Au cours de sa campagne électorale, le candidat d'extrême droite a consciencieusement attisé ces trois brûlots que constituent l'immigration, le chômage et l'insécurité.

Car le comte Charles de Chambrun, héritier d'une vieille famille française, a choisi de se parachuter sur cette commune en raison de sa « symbolique culturelle ». Agé de cinquante-huit ans, ancien secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur dans le gouvernement de Georges Pompidou, M. de Chambrun assure que « la civilisation islamiste représente le plus grand danger menaçant les civilisations judéo-chrétiennes ». Il entend faire de Saint-Gilles « un laboratoire non pas destiné à mettre en œuvre les thèses du Front national, mais pour résoudre les problèmes posés par les immigrés qui ne respectent pas les Français et les prennent pour des vaches à lait ».

Les Saint-Gillois, immigrés ou non, n'étaient pas habitués à un tel langage. Le précédent maire, M. Girard — et avant lui son père, puisque cette « dynastie » détenait les rênes de la ville presque sans interruption depuis 1930 — pratiquait une « politique bon enfant ».

Toutefois, à la veille des élections municipales, pour faire barrage à l'extrême droite, M. Girard avait brouillé les cartes politiques en réunissant à droite la droite autant que la gauche. L'ouverture de sa liste aux socialistes avait en effet suscité non seulement la constitution d'une liste du Parti communiste, mais également celle d'une liste de droite emmenée par M. Olivier Lapiere, premier adjoint RPR, lassé de la gestion « personnaliste, voire autoritaire » du maire. Ces deux listes se sont maintenues au second tour, provoquant l'organisation d'une quadrangulaire qui a favorisé l'élection de M. de Chambrun. Chacun cherche aujourd'hui, à Saint-Gilles, à en minimiser les conséquences.

V. DEVILLECHABROLLE.

Paris : M. Chirac féminise son équipe et promeut M. Dominati (UDF)

A l'issue d'un vote sans surprise, le vendredi 24 mars, au Conseil de Paris, M. Jacques Chirac a été réélu maire de la capitale (le Monde du 25 mars). Il a obtenu 141 voix sur 144 suffrages exprimés. La candidate communiste, Mme Gisèle Moreau, a recueilli 3 voix. Les 18 socialistes et l'élu écologiste ont voté blanc ou nul. M. Chirac, après avoir insisté sur le « respect des droits de l'opposition », est revenu sur les trois problèmes qui ont été au cœur de la campagne : le logement, la circulation et la coopération entre les communes de toute l'agglomération parisienne. Il a demandé qu'une concertation se développe entre

les représentants de l'Etat et ceux de la Ville sur ces trois sujets.

Le Conseil a procédé à l'élection des vingt-huit adjoints « sectoriels » : les vingt autres qui compléteront la municipalité seront les maires des vingt arrondissements, dont l'élection aura lieu le 1^{er} avril.

Quatre adjoints au maire de Paris sont présentés selon leur rang : M. Jacques Dominati, président de l'UDF (Paris libérés), est promu de la troisième place à la deuxième place, et chargé d'un dossier important : la circulation et les transports. M. Juppé rétrograde à la troisième place, mais il se voit confier l'emploi et la formation en plus des finances et de l'économie.

La liste des vingt-huit adjoints fait apparaître un rajustement et un renouvellement : douze d'entre eux font leur entrée, dont M^{me} Michèle Barzach. Les femmes sont plus nombreuses : sept au lieu de cinq.

Un problème demeure : le CNI de M. Jacques Féron, maire sortant du dix-neuvième, n'est plus représenté au sein de la municipalité. Si M. Féron n'obtient pas la désignation d'un membre de son parti, qui pourrait être M. Daniel Lacroix, comme vingt-huitième adjoint, il n'exclut pas de constituer un groupe distinct du Rassemblement pour Paris, avec ses six élus, au sein du Conseil de Paris.

Les adjoints

M. Jean Tibéri (Rassemblement pour Paris - RPP), chargé de la coordination municipale ; M. Jacques Dominati (Paris libérés - PL), chargé de la circulation, des transports et de la voirie ; M. Alain Juppé (RPP), chargé des finances, de l'économie et de la formation ; M. Roger Romani (RPP), chargé de la gestion de l'Assemblée ; Mme Michèle Barzach (RPP), chargée des affaires sociales et sanitaires ; M. Camille Cabanis (RPP), chargé de l'urbanisme ; Mme Nicole Catala (RPP) ; Mme Anne-Marie Couderc (RPP), chargée de la propreté ; M. Manuel Diaz (RPP), chargé des relations avec les associations patriotiques et d'anciens combattants ; M. Lucien Finel (PL), chargé du service technique des eaux ; M. Xavier de La Fournière (PL), chargé de toutes les questions relatives à l'administration générale, au personnel et aux relations avec les organisations syndicales ; M. Yves Galland (PL), chargé de la construction et du logement ; M. Claude Goussien (RPP), chargé des relations internationales ; M. Philippe Goujon (RPP), chargé de la prévention et de la sécurité ; Mme Marie-Thérèse Hermange (RPP), chargée de l'enfance et de la famille ; M. Joël

Laine (RPP), chargé des sports ; M. Gérard Lehan (RPP), chargé de l'artisanat, du commerce et de l'industrie ; M. Jean Loygue (PL), chargé de la liaison entre la Mairie de Paris et l'administration générale de l'Assistance publique ; Mme Gabrielle Mass (RPP), chargée de toutes les affaires se rapportant aux industries de création et aux métiers d'art ; M. Hervé Mécheri (RPP), chargé de la jeunesse ; Mme Jacqueline Nebout (RPP), chargée des parcs et jardins et de l'environnement ; M. Dominique Pado (PL), chargé de l'enseignement ; Mme Françoise de Panafieu (RPP), chargée de la culture ; M. Bernard Pissat (PL), chargé de la promotion de la ville et du tourisme ; M. Bernard Rocher (RPP), chargé de l'architecture ; M. Patrick Segal (RPP), chargé des handicaps ; M. Jean-Charles de Vincenti (PL), chargé des fonctions de médiateur entre l'administration municipale et les usagers ; M. Paul Violet (RPP), chargé des relations avec la région d'Ile-de-France, ainsi qu'avec les départements et les communes de l'agglomération parisienne.

(*) Nouveaux adjoints.

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter la chronique « Livres politiques » d'André Laurens à lundi 27 mars (daté 28 mars).

Lottallah Soliman
POUR UNE HISTOIRE PROPRE DE LA PALESTINE
A DÉCOUVRIR

Politique

Après le deuxième tour
La désignation

ÉLUS

• **AIN :** Bourg-en-Bresse, M. Paul Morin (UDF-rad.).

Né le 29 juin 1924 à Bourg-en-Bresse (Ain), M. Paul Morin est un ancien professeur de mathématiques et principal adjoint de collège en retraite. Conseiller général de Bourg-en-Bresse depuis 1973, il est vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1982. Conseiller municipal de Bourg-en-Bresse depuis 1947, il figurait, en 1977, sur la liste conduite par M. Paul Barbot (UDF-CDS), battue par M. Louis Robin (PS). M. Jean Moreau (PS), qui a pris, en cours de mandat, la succession de M. Robin, vient à son tour d'être battu en élection par la liste conduite par M. Morin.

• **AISNE :**

— Laon : M. Jean-Claude Lamant (RPR).

Né le 25 décembre 1942 à Monceau-le-Waast (Aisne), professeur d'enseignement général des collèges, M. Jean-Claude Lamant est élu conseiller général du canton de Laon-Sud en 1982 et conseiller municipal (dans la minorité) de cette commune l'année suivante. Élu, en 1986, député sur la liste conduite par M. André Rosal (UDF-rad.), il est battu, en juin 1988, par M. René Dosière (PS) dans la 1^{re} circonscription de l'Aisne. M. Lamant a pris sa revanche sur M. Dosière le 19 mars.

— Saint-Quentin : M. Daniel Le Meur (PC), dép.

Né le 25 juillet 1939 à Provins (Seine-et-Marne), M. Daniel Le Meur retrouve le fauteuil de maire dont l'avait dépossédé, il y a six ans, M. Jacques Braconnier (RPR), battu le 19 mars, et qu'il détenait depuis 1977. Mécanicien, il siège depuis mars 1986 à l'Assemblée nationale, où il avait été élu et réélu de 1973 à 1981. M. Le Meur a été conseiller régional de Picardie de 1973 à 1986.

• **ALLIER :** Vichy, M. Claude Mailhuet (UDF-PR).

Né le 8 mars 1950 à Strasbourg (Bas-Rhin), M. Claude Mailhuet succède à M. Jacques Lacroix (UDF-PR), qui l'avait devancé aux élections législatives de juin 1988. Médecin, coordinateur des équipes médicales de Médecine sans frontières dans les camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande en 1976 et en 1977, il préside cette organisation de mai 1978 à 1981, date à laquelle il en devient le directeur. Il abandonne cette dernière fonction en 1986 lorsqu'il est nommé secrétaire d'État chargé des droits de l'homme dans le gouvernement de M. Jacques Chirac. Depuis novembre dernier, il est secrétaire national du PR.

• **HAUTES-ALPES :** Gap, M. Pierre Bernard-Raymond (UDF-CDS).

Né le 16 janvier 1944 à Gap (Hautes-Alpes), où il est premier adjoint depuis 1971 avant de succéder à M. Bernard Giraudin (UDF), qui ne se représen-

tait pas, M. Pierre Bernard-Raymond a commencé sa carrière auprès de M. Joseph Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, licencié des sciences économiques et en sociologie, diplômé d'études supérieures de sciences politiques, il était depuis 1971 député des Hautes-Alpes quand il est entré, en 1977, dans le gouvernement de M. Raymond Barre, comme secrétaire d'État chargé du budget, puis des affaires européennes. Conseiller général depuis 1973, M. Bernard-Raymond a siégé à l'Assemblée de Strasbourg de 1984 à 1986, date à laquelle il est redevenu député avant d'être battu en juin dernier.

• **ALPES-MARITIMES :**

— Cannes : M. Michel Mouillot (UDF-PR).

Né le 2 octobre 1943 à Nice (Alpes-Maritimes), M. Michel Mouillot est diplômé d'études de droit et de marketing, Président d'Espace 3, le secteur public de FR 3. M. Mouillot préside parallèlement la fédération départementale du Parti républicain. Il vient d'être élu maire de Cannes après avoir pris l'avantage dans le duel serré qui l'opposait au maire sortant (RPR), M^{me} Anne-Marie Dupuy.

— Menton : M. Jean-Claude Guibal (UDF-CDS).

Né le 13 janvier 1943 à Ajaccio (Corse-du-Sud), M. Jean-Claude Guibal est diplômé de HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration. Délégué général, depuis 1976, de la Fédération des industries ferroviaires auprès de M. Pierre Sudreau, maire sortant de Blois, il est parallèlement rapporteur de la commission économique de l'UDF.

• **ARDENNES :** Sedan, M. Claude Vissac (app. RPR).

Né le 13 juin 1943 à Paris, M. Claude Vissac est diplômé de l'École centrale d'électronique de Paris. A la veille de son élection, le 19 mars, à la mairie de Sedan, succédant ainsi à M. Claude Demoulin (PS), qui ne se représentait pas, M. Vissac était à la tête d'un groupe industriel spécialisé dans la micro-électronique et dans la mécanique avancée.

• **BOUCHES-DU-RHÔNE :**

— Aix-en-Provence : M. Jean-François Ficheral (PS).

Né le 26 février 1934 à Montpellier (Hérault), M. Jean-François Ficheral s'est installé comme radiologue à Aix-en-Provence en 1963. Mitterrandiste, proche de M. Louis Philibert, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, il a adhéré au nouveau PS dès sa création, où il est, depuis 1984, secrétaire fédéral à la mairie. Candidat, malheureux, en mai 1986 de Gaston Defferre au poste de premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône contre le poulain de M. Michel Puzat, M. Yves Vidal, M. Ficheral est élu pour la première fois conseiller

Nous poursuivons la publication des noms des maires élus ou réélus après que leur liste l'eût emporté au second tour des municipales du 19 mars dans les 173 communes où il y avait ballottage. Aux 17 « nouveaux » maires désignés après le 12 mars (dont le Monde du 22 mars a publié la liste), s'ajoutent les noms de 66 nouveaux maires et ceux de 107 réélus après le second tour.

municipal d'Aix-en-Provence en 1971, sur la liste de M. Félix Cicolini. Réélu en 1977, il sera premier adjoint pendant un an, jusqu'à l'annulation du scrutin et sa défaite à la tête d'une liste d'union de la gauche contre M. Alain Jolissaint (UDF-rad.). A nouveau candidat aux élections municipales de 1983 sur la liste conduite par M. Jean-Pierre Rozan (div.g.), il n'est pas élu. Entre-temps, il a conquis le siège de conseiller général du canton d'Aix-Sud-Ouest en 1979, qu'il a défendu avec succès en 1985.

Vice-président de l'Assemblée départementale, élu à la communication puis, en 1986, président du groupe socialiste, il est, d'autre part, conseiller régional depuis 1982.

— La Ciotat : M. Jean-Pierre Lafont (UDF-PR).

Né à Marseille le 17 février 1940, M. Lafont, diplômé de l'École supérieure de commerce de Marseille et du collège d'Europe de Bruges (Belgique), est PDG d'une entreprise de travaux publics créée par son père à Antibes (Bouches-du-Rhône). Président de la fédération régionale des travaux publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1981, vice-président de la fédération nationale depuis 1985 et membre, depuis la même date, de l'Assemblée permanente du CNPF, il adhère au PR en 1986. Il n'avait jamais postulé à un mandat électif avant de se présenter aux élections municipales à La Ciotat et de conquérir une mairie qui était détenue par la gauche depuis un siècle et par le PCF depuis douze ans. Il bénéficie d'une situation économique et sociale préconçue après la mise en liquidation des chantiers navals le 28 février dernier, qui a porté le nombre des chômeurs de la commune à 40 % de la population active.

— Salon-de-Provence : M. André Vallet (PS).

Né le 29 janvier 1935 en Avignon (Vaucluse), M. Vallet est membre du sénateur et maire (CDS) de Salon-de-Provence, M. Jean-François (qui avait succédé à son père Raoul en 1957), a effectué toute sa carrière professionnelle dans l'enseignement primaire comme instituteur puis comme directeur d'école. Ancien membre de la Convention des institutions républicaines, il adhère au PS en 1971, au moment du congrès d'Epinay. D'abord membre du courant Mitterrand, il a rejoint M. Rocard en 1986. Élu conseiller général du canton de Salon en 1982 (succédant ainsi au sénateur Roger Carassonne, qui fut son mentor politique), réélu en 1988, il a accédé au poste de vice-président de l'Assemblée départementale, qu'il a cumulé avec la présidence de la commission de l'enseignement. Il avait déjà été candidat, sans succès, contre M. Fiancon en 1977 et en 1983.

• **CALVADOS :** Lisieux, M^{me} Yvette Roudy (PS), dép.

Née le 10 avril 1929 à Pessac (Gironde), M^{me} Yvette Roudy succède à M. André Beuge (RPR), qui ne se représentait pas. Successivement secrétaire puis traductrice, elle est entrée en 1965 à la Convention des institutions républicaines. Militante féministe, elle est élue en 1979 sur la liste socialiste à l'Assemblée des communautés européennes. Entrée en 1981 au gouvernement comme ministre déléguée chargée des droits de la femme, élue député du Calvados en 1986, réélue en 1988, M^{me} Roudy est vice-présidente de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et elle est chargée des droits des femmes au secrétariat national du PS.

• **DROME :** Montélimar, M. Thierry Cornillet (UDF-rad.).

Né le 23 juillet 1951, M. Thierry Cornillet est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon. Nommé en 1976 chargé de mission auprès de M. Michel Fontanet, ministre de l'Intérieur, puis de son successeur, M. Christian Bonnet, M. Cornillet devient, en 1980, chef du cabinet de M. Jean-François Deniau (UDF-PR), président du conseil général du Cher. Chargé de mission auprès de M. André Rostinot (UDF-rad.), maire de Nancy de 1981 à 1986, M. Cornillet est élu, parallèlement, conseiller municipal minoritaire à Montélimar en 1983. Aux élections cantonales de 1985, il défend M. Maurice Fioq (PS), président du conseil général de la Drôme, en se faisant élire dans le canton de Montélimar-II. Conseiller régional depuis 1986, M. Cornillet est appelé au cabinet de M. Yves Galland, secrétaire d'État chargé des collectivités territoriales. Président du Parti radical depuis l'élection de ce dernier à la tête de ce parti en décembre 1988, M. Cornillet était chargé de mission auprès de M. Paul Granet (UDF-rad.), président de la Compagnie nationale du Rhône, avant sa victoire à la mairie de Montélimar face à M. Maurice Fioq.

• **FINISTÈRE :**

— Brest : M. Pierre Maille (PS).

Né le 14 juin 1947 à Fréjus d'un père inspecteur des impôts et d'une mère institutrice, professeur de sciences physiques en classe préparatoire au lycée de Kerichen à Brest, M. Pierre Maille, après des études au lycée Louis-le-Grand à Paris puis à l'École nationale supérieure de Caen, où il a obtenu une maîtrise d'agréation de physique en 1971, a pris son premier poste d'enseignant à Brest, ville qu'il n'a plus quittée. Militant socialiste depuis 1969, fidèle de M. Pierre Manuzy, il a été élu en 1977 sur la liste d'union de la gauche

conduite par Francis Le Blé, dont il fut le premier adjoint chargé du personnel pendant cinq ans. En juillet 1982, à la suite du décès de Francis Le Blé, M. Maille est devenu maire de Brest et président de la communauté urbaine. Battu aux municipales de 1983 par M. Jacques Berthelot (RPR), il est élu conseiller général contre un RPR en 1985 dans le deuxième canton de Brest. Président du groupe des élus socialistes au sein de l'opposition au conseil municipal, il redevient maire de Brest en battant M. Georges Karbrat (RPR), qui avait succédé à M. Berthelot en 1985.

— Quimper : M. Bernard Poignant (PS), dép.

Né le 19 septembre 1945 à Vannes (Morbihan), M. Bernard Poignant, agrégé d'histoire et de géographie, a enseigné à l'École normale de Quimper et à l'université de Bretagne occidentale. Premier secrétaire de la fédération départementale du PS depuis 1978 et membre du comité directeur du PS depuis 1981, M. Poignant, rocardien, a retrouvé en juin dernier le siège de député qu'il avait occupé de 1981 à 1986. Il était conseiller municipal de Quimper depuis 1983 dans la municipalité que dirigeait M. Marc Bécam (RPR), qu'il vient de battre.

• **GIROUDE :**

— Bègles : M. Noël Mamère (maj. prés.).

Né le 25 décembre 1948 à Libourne (Gironde), M. Noël Mamère, licencié en droit, docteur en sciences de l'information et de la communication, a exercé la fonction de journaliste à Bordeaux de FR 3 et à RMC. Entré à Antenne 2 en 1977, où il a présenté jusqu'en 1982, l'émission « C'est la vie », présentateur du journal de 13 heures en 1982, il produit depuis 1986 le magazine « Résistances ». Suppléant de M. Gilbert Mitterrand, il s'était pas l'investiture du PS, que ce dernier avait accordé à la liste de M. Bernard Mondat (PC), maire sortant.

— Libourne : M. Gilbert Mitterrand (PS), dép.

Né le 4 février 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), M. Gilbert Mitterrand est le second fils du chef de l'État. Assistant en droit à l'université de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), il a commencé à militer en 1969 à la Convention des institutions républicaines. Candidat suppléant aux législatives dans le Rhône puis en Gironde, il a été élu pour la première fois député en 1981. Réélu constamment depuis lors, il siège au conseil régional d'Aquitaine et est devenu premier secrétaire de la fédération départementale du PS en 1987. Il vient de battre M. André Tauray (UDF-PR), maire sortant de Libourne.

— Pessac : M. Alain Rousset (PS).

Né le 16 février 1951 à Chazelles-sur-Lyon (Haute-Loire), M. Alain Rousset, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'études supérieures juridiques, a dirigé le cabinet de MM. André

Labarrère puis Philippe Madrelle à la présidence du conseil régional d'Aquitaine de 1980 à 1985. Devenu ingénieur à ELF-Aquitaine, il est conseiller général de Pessac depuis l'automne dernier. M. Rousset, qui vient de battre M. Jean-Claude Dalbos (RPR), a été chargé par le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, d'une mission sur l'industrie des sites de Nogaro (Pyrénées-Atlantiques).

• **HÉRAULT :** Béziers, M. Alain Barrau (PS), dép.

Né le 17 février 1947 à Paris, assistant à la faculté de droit de Paris, M. Alain Barrau entre au PS en 1971. Président du Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), M. Barrau devient en avril 1979 député national du PS aux questions européennes, puis secrétaire général de la délégation sociale française au Parlement européen. Secrétaire de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, il entre en juin 1981 au cabinet du ministre délégué aux affaires européennes, M. André Chedemong, et au comité directeur du PS. En octobre 1981, il entre au secrétariat national du PS, où il est chargé de la jeunesse. Élu, en juin 1986, député sur la liste conduite par M. Georges Frêche, il est réélu, en juin 1988, dans la 6^e circonscription de l'Hérault (Béziers). M. Barrau remplace à la mairie de Béziers M. Georges Fontès (RPR).

• **ILLE-ET-VILAINE :** Saint-Malo, M. René Couannu (UDF-CDS), dép.

Né le 10 juillet 1936 à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), M. René Couannu, licencié en lettres, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière au ministère de l'Intérieur. Successivement directeur de cabinet du préfet de la Sarthe (1968-1971), puis de celui du gouverneur de la Polynésie française (1971-1975), chef de cabinet de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux sports (1975), de M. Christian Baudou, ministre du travail puis de l'éducation nationale (1976-1978), directeur des écoles (1978-1981), il est inspecteur général de l'administration depuis 1981 au ministère de l'Éducation nationale. Il avait devancé le 12 mars le maire sortant, M. Marcel Planchais, dont il était le premier adjoint depuis 1983. Conseiller régional de Bretagne depuis 1983, il a siégé de 1986 à 1988 à l'Assemblée nationale en remplacement de M. Pierre Méhaignerie, entré au gouvernement de M. Jacques Chirac, avant d'être élu député en juin dernier.

• **INDRE :** Châteauneuf, M. Jean-Yves Gataud (PS), dép.

Né le 17 décembre 1949 à Oulches (Indre), M. Jean-Yves Gataud, agrégé de géographie, occupant, à 66 ans, le poste de secrétaire de la fédération du PS de l'Indre de 1981 à 1988. Député depuis le 12 juin dernier, M. Gataud, conseiller municipal minoritaire depuis 1983, vient de battre M. Daniel Bernardet (UDF), maire sortant.

RÉÉLUS

• **ALLIER :** Moulins, M. Pierre Goldberg, PC.

• **ALPES-MARITIMES :** Capes-sur-Mer, M^{me} Suzanne Sauvage, RPR, dép.

— Le Camet, M. Pierre Bachelet, RPR, dép.

— Grasse, M. Hervé de Fontmichel, UDF-rad.

— Nice, M. Jacques Médécine, RPR.

— Vallauris, M. Pierre Donnet, app. RPR.

• **ARDECHE :** Annonay, M. Claude Faure, RPR.

• **AUBE :** Troyes, M. Robert Galley, RPR, dép.

• **AVEYRON :** Millas, M. Gérard Deruy, PS.

• **BOUCHES-DU-RHÔNE :** Arles, M. Jean-Pierre Camoin, RPR.

— Marignane, M. Laurent Delenil, app. UDF.

— Marseille, Robert Vigouroux, PS-diss.

• **CALVADOS :** Caen, M. Jean-Marie Girault, UDF-PR, sén.

• **CHARENTES-MARITIMES :** Saintes, M. Michel Baron, PS.

• **CORSE-DU-SUD :** Ajaccio, M. Charles Ornano, bon, sén.

• **COTE-D'OR :** Beaune, M. Henri Moine, RPR.

• **COTES-DU-NORD :** Saint-Brieuc, M. Claude Sautier, PS.

• **DOUBS :** Beaune, M. Robert Schwint, PS, dép.

• **DROME :** Valence, M. Rodolphe Pescé, PS.

• **EURE :** Evreux, M. Roland Plaisance, PC.

• **EURE-ET-LOIR :** Dreux, M. Jean Hieaux, div. d.

• **GIROUDE :** Talence, M. Gérard Castagnère, RPR.

• **HÉRAULT :** Sète, M. Yves Marchand, UDF-CDS.

• **ISÈRE :** Fontaine, M. Yannick Boulard, PC.

• **JURA :** Dole, M. Gilbert Barbier, UDF.

• **LOIRE :** Firminy, M. Théo Vial-Massat, PC, dép.

• **Saint-Etienne :** M. François Dubanchet, UDF-CDS.

• **HAUTE-LOIRE :** Le Puy, M. Bernard Jammes, UDF-PR.

• **LOIRE-ATLANTIQUE :** Orvault, M. André Louisy, UDF-PR.

• **LOT :** Cahors, M. Maurice Faure, MRG, membre du Conseil constitutionnel.

• **MAINE-ET-LOIRE :** Cholet, M. Maurice Ligot, UDF, dép.

• **Saumur :** M. Jean-Paul Hugot, RPR, dép. eur.

• **MARNE :** Châlons-sur-Marne, M. Jean Reysier, PC.

• **Epernay :** M. Bernard Stasi, UDF-CDS, dép.

• **MAYENNE :** Laval, M. André Pinçon, PS.

• **MEURTHE-ET-MOSELLE :** Lunéville, M. Guy Corbiat, RPR.

• **MORBIHAN :** Lorient, M. Jean-Yves Le Drian, PS, dép.

• **Vannes :** M. Pierre Pavet, UDF.

• **MOSELLE :** Metz, M. Jean-Marie Rausch, AD, min.

• **Sarre-les-Bains :** M. Robert Pax, CNL.

• **Thionville :** M. Paul Souffrin, PC, sén.

• **NORD :** Cambrai, M. Jacques Legendre, RPR.

• **Lille :** M. Pierre Maury, PS, dép.

• **Roubaix :** M. André Diligent, UDF-CDS, sén.

• **Saint-Pol-sur-Mer :** M. Gaston Tirmarche, PS.

• **Wattrelos :** M. Alain Faugaret, PS.

• **ORSE :** Beaune, M. Walter Amsellem, PS.

• **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :** Anglet, M. Victor Mendiboure, UDF-CDS.

• **Biarritz :** M. Bernard Marie, RPR.

• **Pau :** M. André Labarrère, PS, dép.

• **HAUTES-PYRÉNÉES :** Tarbes, M. Raymond Erraparet, PC.

• **PYRÉNÉES-ORIENTALES :** Perpignan, M. Paul Alday, UDF, sén.

• **HAUT-RHIN :** Colmar, M. Edmond Gerrer, UDF-CDS, dép.

• **RHÔNE :** Caluire-et-Cuire, M. Bernard Roger-Dalbert, UDF-CDS.

• **Givors :** M. Camille Vallin, PC.

• **Oullins :** M. Roland Bernard, PS, sén.

• **Rillieux-la-Pape :** M. Marcel André, app. UDF.

• **Saint-Foy-le-Lyon :** M. Jean Salles, UDF.

• **Saint-Priest :** M. Bruno Poiga, PS.

• **SAVOIE :** Aix-les-Bains, M. Gratien Ferrari, UDF-PR.

• **HAUTE-SAVOIE :** Thonon-les-Bains, M. Paul Nenraz, app. UDF-CDS.

• **SEINE-MARITIME :** Dieppe, M. Irénée Bourgeois, PC.

• **Le Havre :** M. André Duroméa, PC, dép.

• **DEUX-SEVRES :** Niort, M. Bernard Belloc, PS.

• **TARN-ET-GARONNE :** Montauban, M. Hubert Goutz, PS, dép.

• **VAR :** Hyères, M. Léopold Ritondale, div. d.

• **Saint-Raphaël :** M. René-Georges Laurin, RPR, sén.

• **La Seyne-sur-Mer :** M. Charles Soglia, UDF-PR.

• **St-Florent-le-Vieil :** M. Philippe Estève, app. UDF.

• **Toulon :** M. François Trucy, UDF-PR, sén.

• **La Valette-du-Var :** M. Jacques Roux, RPR.

• **VAUCLUSE :** Carpentras, M. Jean-Claude Audrien, UDF.

• **VIENNE :** Poitiers, M. Jacques Santrol, PS, dép.

• **HAUTE-VIENNE :** Limoges, M. Louis Longueque, PS, sén.

• **YONNE :** Sens, M. Etienne Braun, UDF-PR.

• **TERRITOIRE-DE-BELFORT :** Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement, PS, min.

• **PARIS :** Jacques Chirac, RPR, dép. de la Corréze.

• **SEINE-ET-MARNE :** Chelles, M. Charles Cova, RPR.

• **YVELINES :** Chateaufort, M. Jean-René Bonnet, RPR.

• **Montes-la-Jolie :** M. Paul Picard, PS.

• **Trappes :** M. Paul Hugo, PC.

• **Vélizy-Villacoublay :** M. Antoine Tram, RPR.

• **ESSONNE :** Palaiseau, M. Jean Pacilly, PC.

• **Savigny-sur-Orge :** M. Jean Marsaudon, RPR.

• **HAUT-DE-SEINE :** Anthony, M. Patrick Devedjian, RPR, dép.

• **Asnières-sur-Seine :** M. Michel Maurice-Rokanowski, RPR, sén.

• **Begoux :** M^{me} Jeanine Jambu, PC.

• **Châtigny-Malabry :** M. Jean Vons, PS.

• **Clamart :** M. Jean-Pierre Fouchier, UDF-CDS, dép.

• **Cléry :** M. Gilles Catoire, PS.

• **La Garenne-Colombes :** M. Max Catrin, CNL.

• **Le**

Politique

des élections municipales des maires

ÉLUS

● **ISÈRE** : Bourgoin-Jallieu, M. Edmond Roy (PS).

Né le 3 janvier 1932 à Jallieu (Isère), M. Edmond Roy est conseiller d'entreprise. Conseiller municipal depuis 1971 et, depuis 1972, premier adjoint du maire sortant, M. Pierre Oudet (PS), qui ne se représentait pas. M. Roy a été conseiller général du canton de Bourgoin (devenu Bourgoin-Nord) de 1976 à l'automne dernier, date à laquelle il a été battu par M. Paul Debeval (RPR).

● **JURA** : Lons-le-Saunier, M. Jacques Pélissard (RPR).

Né le 20 mars 1946 à Lyon (Rhône), M. Jacques Pélissard, inscrit au barreau de Lons-le-Saunier, est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit commercial, d'une licence en droit et en lettres, et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Conseiller municipal de Poligny (Jura) en 1983, il est sorti victorieux, le 19 mars, de la triangulaire qui l'opposait à une liste écologiste et à celle conduite par le maire communiste sortant, M. Henri Anger. Apparaissant, M. Pélissard s'était présenté en juin 1988, sans succès, aux élections législatives dans la 1^{re} circonscription du Jura.

● **LOIRE-ET-CHER** : Blois, M. Jack Lang (PS), min.

Né le 2 septembre 1939 à Mirecourt (Vosges), M. Jack Lang est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et agrégé de droit public, mais son activité professionnelle a été rapidement orientée vers les affaires culturelles, et singulièrement le théâtre, à Nancy d'abord puis à Paris, où il a été directeur du Théâtre du Palais de Chaillot de 1972 à 1974. Conseiller de M. Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste, puis délégué national à l'action culturelle pour le PS, il est nommé ministre de la Culture en 1981, puis ministre de la gauche au pouvoir, poste qu'il conservera jusqu'en 1986 et qu'il retrouvera en mai 1988. M. Lang, élu député de Loire-et-Cher en mars 1986 et réélu en juin 1988, vient de battre M. Pierre Sudreau (app. UDF).

● **LOIRE** : Saint-Chamond, M. Gérard Ducarré (RPR).

Né le 27 mars 1944 à Charleval (Loire), M. Gérard Ducarré, pharmacien, est élu conseiller régional en 1986. Conseiller général du canton de Saint-Chamond-Nord en 1985, M. Ducarré a décidé d'abandonner ce mandat à la suite de son élection à la mairie de Saint-Chamond face à M. Jacques Boileau (PS), afin de se mettre en congé. M. Ducarré a été élu conseiller régional en 1986.

● **LOIRET** : Orléans, M. Jean-Pierre Sauer (PS), dép.

Né le 28 février 1947 à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), M. Jean-Pierre Sauer est agrégé de lettres modernes, docteur en lettres. Il a été maître-assistant de linguistique à l'université d'Orléans de 1973 jusqu'à son élection lors des législatives de 1981 dans la 1^{re} circonscription du Loiret. Réélu député en juin 1986 et en juin 1988, M. Sauer, communiste, a battu M. Jean-Louis Bernard (UDF rad.).

● **LOT-ET-GARONNE**

— Agen : M. Paul Chollet (UDF), dép.

Né le 10 avril 1928 à Savignac-de-Dure (Lot-et-Garonne), M. Paul Chollet est docteur en médecine. Pédiatre à Agen depuis 1960, il est élu conseiller général en août 1981, et adjoint au maire en 1983. Président de l'Union départementale de l'UDF, il est élu député le 16 mars 1986 et réélu le 12 juin 1988. Il succède maintenant à la mairie d'Agen à M. Georges Rioci (UDF), qui ne se représentait pas.

— Villeneuve-sur-Lot : M. Claude Larroche (PS), dép.

Né le 21 mars 1938 à Villeneuve-sur-Lot, M. Claude Larroche succède à M. Georges Lapeyronnie (CNI), qui s'est retiré après avoir été élu député le 12 mars. Diplômé de HEC-Toulon et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Larroche, qui a également étudié à l'université Berkeley, dirige avec son frère une conserverie qui est la première des entreprises agro-alimentaires du département. Il avait siégé au conseil municipal de mars à juin 1983 et ne s'était pas représenté aux élections partielles alors organisées à la suite de l'annulation du scrutin de mars.

● **MANCHE** : Saint-Lô, M. Bernard Dupuis (PS).

Né le 1^{er} mars 1937, est ingénieur agronome et directeur du service développement de la chambre d'agriculture de la Manche. Président fondateur de la jeune chambre économique de Saint-Lô en 1968, il adhère au Parti socialiste en 1975. Candidat sans succès aux cantonales de 1979 et de 1985, il entre au conseil régional en 1986. Tête de liste du PS, il est élu député le 16 mars 1986 et réélu le 12 juin 1988. Il succède maintenant à la mairie d'Agen à M. Georges Rioci (UDF), qui ne se représentait pas.

● **HAUTE-MARNE**

— Chassagny : M. Cyril de Rouvre (div. d.).

Né le 19 décembre 1945 à Bologne (Haute-Seine), M. Cyril de Rouvre, ingénieur électronique, est diplômé de l'Institut polytechnique de sciences appliquées. Il préside le groupe de la Financière.

cière Robur, notamment propriétaire de l'écurie de formule 1 AGS et d'une société de production cinématographique. Ce groupe possède également des parts dans l'aviation (société Transair) et l'industrie sucrière. Son élection à la mairie de Chassagny, face à M. Georges Berchet (div. d.), maire sortant, constitue sa première entrée sur la scène politique.

— Saint-Dizier : M. Guy Chanfrault (PS), dép.

Né le 3 septembre 1924 à Saint-Dizier (Haute-Marne), M. Guy Chanfrault est médecin dans sa ville natale. Militant socialiste depuis 1960, il était membre du comité directeur du PS de 1973 à 1977. Élu député le 21 juin 1981, réélu en mars 1986 et en juin 1988, il est aussi conseiller régional. Après avoir devancé, au premier tour, la liste du maire sortant, communiste, M. Marius Carlier, M. Chanfrault a battu la liste de droite et devient ainsi maire de Saint-Dizier.

● **MOSELLE** : Forbach, M. Jean-Eric Bousch (RPR), sén.

Né le 30 septembre 1910 à Forbach, M. Jean-Eric Bousch, ingénieur de l'Institut électrotechnique de Nancy et de l'École supérieure d'électricité, est sénateur depuis juillet 1988, en remplacement de M. Jean-Marie Rauch, entré au gouvernement. Il avait déjà siégé au palais du Luxembourg de 1948 à 1974. Conseiller général de 1949 à 1973, et depuis 1976, conseiller régional depuis 1986, il retrouve son fauteuil de maire, qu'il occupait depuis 1953 et qu'il avait abandonné l'été dernier, le laissant à M. Louis Houbert pour respecter la loi sur le cumul des mandats. M. Bousch a également représenté la Moselle comme député entre 1978 et 1981.

● **MEUSE** : Verdun, M. Jean-Louis Dumont (PS), dép.

Né le 6 avril 1944, à Joinville-en-Woevre (Meuse), M. Jean-Louis Dumont, titulaire d'un BTS, était depuis 1975 conseiller en formation continue quand il a été élu député en 1981. Réélu en 1986 et en 1988, il a été conseiller municipal de sa commune natale de 1971 à 1976 et de 1981 à 1986. Il est élu conseiller régional en 1986. M. Dumont est élu conseiller municipal de sa commune natale de 1971 à 1976 et de 1981 à 1986. Il est élu conseiller régional en 1986.

● **NORD**

— Dunkerque : M. Michel Delebarre (PS), min.

Né le 27 avril 1946 à Bailloul (Nord), M. Michel Delebarre est licencié en sciences économiques et sociales, diplômé de géographie. Dès la fin de ses études, il travaille au comité d'expansion du Nord - Pas-de-Calais, dont le président était alors M. Guy Debory. Il a ensuite travaillé pour l'entreprise de son père, M. Delebarre, et a été directeur de la section de la ville de Dunkerque. M. Delebarre y est d'abord chargé de mission puis directeur de cabinet de 1982 à juillet 1984. Il est élu conseiller municipal du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle dans le gouvernement de M. Laurent Fabius. Élu député socialiste du Nord et conseiller régional le 16 mars 1986, il est réélu à l'Assemblée nationale le 12 juin 1988. Il devient ministre des transports et de la mer dans le gouvernement de M. Michel Rocard, avant de se voir attribuer en plus l'équipement et le logement, en février dernier. Il vient de gagner la mairie de Dunkerque en battant le sénateur Claude Provoyeur, CNI, rattaché administrativement au RPR.

— Maubeuge : M. Alain Carpentier (PS).

Né le 11 juillet 1936 à Cambrai, M. Alain Carpentier était professeur de collège depuis 1961, a d'abord exercé des responsabilités syndicales dans le monde enseignant avant d'engager dans la vie politique. Secrétaire départemental du SNL, dans le Nord, de 1969 à 1982, trésorier départemental de la FEN, M. Carpentier s'engage au Parti socialiste quand il rencontre, en 1975, M. Pierre Bédigoy, qui vient à la conquête de la ville de Maubeuge. Il travaille avec lui pour la campagne des municipales de 1977, puis pour les législatives de 1981, qui ne parviennent pas à M. Bédigoy de l'implanter.

En 1982, M. Carpentier est élu conseiller général de Maubeuge-Nord.

En 1983, il conduit la liste socialiste au premier tour des municipales et la liste d'union de la gauche au second, mais sans succès. Il est réélu conseiller général en 1988 et nommé vice-président chargé des affaires économiques et de l'emploi. Le 19 mars, il emporte la mairie de Maubeuge déclinée par M. Jean-Claude Dougnay (PSD), à la faveur d'une triangulaire avec le Front national.

— Mors-en-Barrois : M. François-Julien (PS).

Né le 13 mars 1951 à Montdidier (Somme), M. François-Julien est titulaire d'une licence d'allemand et diplômé de l'Institut national des techniques de la communication. Responsable, depuis 1972, du service de documentation d'une grande entreprise de vente par correspondance, elle exerce aujourd'hui la responsabilité du service de promotion des ventes de cette même entreprise. Entrée au PS en 1976, elle est élue conseillère municipale à Mors-en-Barrois en 1977. Réélu en 1983, elle occupe le poste de premier adjoint au côté de M. Marc Wolf, le maire socialiste.

liste de la ville, qui lui cède son fauteuil, au nom de l'alternance.

— Tourcoing : M. Jean-Pierre Balduick (PS), dép.

Né le 15 mai 1941 à Tourcoing, M. Jean-Pierre Balduick, employé dans l'industrie textile entre 1956 et 1960, a compté parmi les dirigeants nationaux de la Jeunesse ouvrière chrétienne entre 1961 et 1965. Cadre aux établissements Paul et Jean Tiberghien de 1966 à 1982, il a siégé au conseil général de 1979 à 1985 et au conseil régional depuis 1985. Membre du comité directeur du PS, député depuis le 12 juin dernier, il vient de battre M. Stéphane Bernaux (UDF-PR).

— Valenciennes : M. Jean-Louis Borloo (div. d.).

Né à Paris le 7 avril 1951, M. Jean-Louis Borloo a fait ses études secondaires au lycée Janson-de-Sailly à Paris avant de suivre conjointement des études d'histoire, de philosophie, de droit et d'économie. Il a obtenu une maîtrise à l'Université de Paris et une licence à l'Université de Manchester. Avocat au barreau de Paris depuis le 11 février 1976, il fonde un cabinet d'affaires de droit et d'économie. Il est en ce moment à travailler pour M. Bernard Tapie, est intervenu comme conseil d'investisseur dans la reprise de la bijouterie Chaumet, de l'ISM dans le dossier de la Chapelle Darblay, etc. M. Borloo, qui enseigne l'analyse financière à HEC-ISA, est coauteur d'un guide de subordination. Comment trouver aides et financements ? Membre de la commission PME du CNPF, il n'apparaît pas jusqu'à présent comme un homme politique. Il a cependant présidé le Nouveau Centre de la création d'entreprise. Ayant été à la création d'Esprit libéral. En septembre 1986, il avait rédigé l'intention de M. Madelin, ministre de l'Industrie, un rapport sur l'Agence nationale de la création d'entreprise. Ayant été à la création d'Esprit libéral. En septembre 1986, il avait rédigé l'intention de M. Madelin, ministre de l'Industrie, un rapport sur l'Agence nationale de la création d'entreprise. Ayant été à la création d'Esprit libéral.

— Valenciennes : M. Jean-Louis Borloo (div. d.).

Né le 19 mai 1944 à Lyon. Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Michel Noir a d'abord travaillé dans une filiale du groupe Pechiney, avant d'être consultant indépendant en marketing et relations humaines. Militant gauchiste de toujours, il est délégué national à la communication de l'UDF de 1974 à 1976 avant d'entrer, en 1979, au secrétariat national du RPR. Il est élu pour la première fois conseiller municipal de Lyon en 1977. En 1983, après avoir mené campagne au premier tour contre M. François Colloby, il fusionne ses listes avec le second tour avec celles du maire sortant et devient adjoint chargé des affaires économiques. Élu député en 1978, réélu en juin 1981, il fait partie des élus députés de l'opposition. Il se bat pour la réforme de l'enseignement, particulièrement contre les nationalisations, du gouvernement socialiste. Réélu en mars 1986, il devient ministre délégué chargé du commerce extérieur dans le gouvernement de Jacques Chirac. Il siège à nouveau à l'Assemblée nationale depuis juin 1988. Il succède à la mairie de Lyon à M. François Colloby, ses listes ayant largement devancé celles du maire sortant au premier tour.

— Villefranche-sur-Saône : M. Jean-Jacques Pignard (UDF-CDS).

Né le 15 avril 1947 à Villefranche-sur-Saône (Rhône), M. Jean-Jacques Pignard, professeur agrégé d'histoire, est appelé en 1973 au cabinet de M. Alain Paquet, secrétaire d'État au tourisme, et y demeure lors de la nomination de M. Pignard à la mairie de Villefranche-sur-Saône en 1974, réélu en 1977. Il figure, en 1983, en position de conseiller régional sur la liste conduite par M. Raymond Barre. Conseiller municipal minoritaire de Villefranche-sur-Saône en 1983, il succède cette fois-ci à M. Jean-Michel (RPR), maire sortant, qui avait succédé à Marc Jacquet, décédé en avril 1983.

● **HAUTE-SAÛNE** : Vesoul, M. Louis Nicopron (Rhône).

Né en 1948 à Oullins (Rhône), M. Louis Nicopron, chargé de missions économiques et d'études financières à la trésorerie générale de la Haute-Saône, a milité à la CFDT avant d'engager au PS. Conseiller municipal sortant depuis 1983, conseiller général du canton de Vesoul-Est depuis l'automne dernier, il vient de battre M. Pierre Chamlat (UDF-PR).

● **SEINE-MARITIME** : Le Petit-Quevilly, M. François Zimmermann (PS).

Né le 4 juillet 1961 à Paris, M. François Zimmermann, qui vient de battre M. Robert Pages (PC), sénateur, est diplômé de l'Institut de criminologie de Paris. Avocat, il s'était présenté sans succès aux élections cantonales de 1985. M. Zimmermann est élu conseiller municipal de la commune de Le Petit-Quevilly en 1983, puis élu conseiller régional en 1986. Il est élu conseiller municipal de la commune de Le Petit-Quevilly en 1983, puis élu conseiller régional en 1986.

● **SOMME**

— Abbeville : M. Jacques Becq (PS), dép.

Né le 5 avril 1924 à Yvernoy (Somme), M. Jacques Becq, instituteur de 1945 à 1957, a été directeur d'école primaire jusqu'en 1979. Élu conseiller général de Bernaville en 1976, puis en 1977, maire de Fieffevillers jusqu'en 1983, année où il se présente sans succès aux élections municipales à Abbeville, il a été élu en 1981 député de la quatrième circonscription de la Somme (Abbeville). Après avoir échoué aux élections législatives de 1986, il a retrouvé son mandat en juin dernier. Conseiller régional depuis mars 1983, élu en 1986 député sur la liste conduite par André Andinet (div. d.), il est, en juin 1988, réélu dans la deuxième circonscription de la Somme. Président départemental du PR, M. de Robien, qui vient de battre M. René Lampe (PC), siège au bureau politique du PR et au conseil national de l'UDF.

● **TARN** : Castres, M. Jacques Limouzy (RPR), dép.

Le 29 août 1926 à Castres (Tarn), M. Jacques Limouzy, après des études de droit et à l'École nationale d'administration, occupe diverses fonctions dans l'administration préfectorale avant d'être nommé en 1966 chargé de mission au cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Élu député UDF de la deuxième circonscription du Tarn en 1967, il est réélu en 1973 et, après une élection partielle, en mai 1975. Secrétaire d'État de 1969 à 1972 auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement, puis auprès du ministre de l'Éducation nationale (1973-1974), M. Limouzy sera de nouveau secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement entre 1978 et 1981. Réélu une fois député (RPR) du Tarn en mars 1978, M. Limouzy retrouve son siège en 1986 et en 1988. M. Limouzy a déjà occupé les fonctions de maire de Castres de 1971 à 1977.

● **VAUCLUSE**

— Avignon : M. Guy Ravier (PS), dép.

Né le 29 novembre 1937 à Avignon, professeur de lettres modernes, M. Ravier est devenu conseiller général en 1979, puis vice-président du conseil général du Vaucluse en 1982. Élu conseiller municipal d'Avignon en 1983, puis conseiller régional en 1986, M. Ravier, rocardien, avait battu M. Jean-Pierre Roux, maire sortant RPR d'Avignon - auquel il vient de succéder au conseil général - lors des élections législatives de juin 1988, dans la première circonscription du Vaucluse.

— Cavaillon : M. Maurice Bouchet (RPR).

Né le 9 juillet 1925 à Saint-Maime (Alpes-de-Haute-Provence), M. Maurice Bouchet est président de l'entreprise de transports La Flèche cavaillonnaise. Il est président de la chambre de commerce et d'industrie d'Avignon et membre du bureau du comité économique et social de la région PACA. Le maire sortant socialiste de Cavaillon, M. Fernand Lombard, ne se représentait pas. M. Bouchet a emporté au second tour face à deux listes de gauche et à une liste FN.

— Orange : M. Alain Labé (PS).

Né le 2 janvier 1940 à Bordeaux (Gironde), M. Alain Labé est professeur. Il était membre du conseil municipal d'Orange depuis 1977.

— Val-de-Marne : M. Michel Marini (RPR).

Né le 15 décembre 1925 au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), M. Jacques Marinelli dirige une entreprise commerciale. Ancien coureur cycliste professionnel, surnommé « la Perruche », il a participé à six Tours de France et a porté sept fois le maillot jaune. Conseiller municipal de Fontenay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis 1974, réélu en 1977, il figure, en 1983, en position de conseiller régional sur la liste conduite par Marc Jacquet (RPR). Le 19 mars, la liste menée par M. Marinelli a pris l'avantage sur celle conduite par M. Jean-Michel (RPR), maire sortant, qui avait succédé à Marc Jacquet, décédé en avril 1983.

● **YVELINES**

— Le Chesnay : M. Philippe Brillaud (div. d.).

Né en 1951 à Versailles, M. Philippe Brillaud, médecin, a adhéré au RPR en 1984. Il succède à M. Maurice Colme (UDF) sur la liste d'union qui vient de conserver le mandat municipal qu'il détenait depuis 1983.

— Houilles : M. Alain Mahiet (RPR).

Né le 6 juillet 1950 à Paris, M. Alain Mahiet, professeur d'histoire et géographie de collège, est conseiller général depuis 1982. Conseiller régional de 1985 à 1986, il avait déjà été candidat aux municipales de 1983 et à celles de 1984 consécutives à l'annulation du scrutin de mars 1983. Il siègeait comme conseiller municipal minoritaire depuis lors. Il vient de battre M. Eugène Selezkovich (PC).

— Mantes-la-Jolie : M. Jacques Myard (RPR).

Né en 1947 à Lyon, M. Jacques Myard, diplômé des facultés de droit de Lyon et de Paris-II, de l'Institut d'études politiques de Lyon et de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, est chargé de mission à la direction des affaires étrangères. Conseiller municipal depuis 1983, candidat sans succès aux législatives de 1986, conseiller général depuis octobre dernier, il succède à M. Pierre Dupuis (UDF) qui ne s'est pas représenté.

— Les Mureaux : M. Alain Etoré (PS).

Né en 1938 aux Mureaux (Yvelines), M. Alain Etoré devient directeur d'école en 1973 après avoir été instituteur pendant quinze ans. Militant socialiste depuis 1969, il était adjoint chargé des affaires scolaires puis de la vie associative, de l'information et des relations publiques. Président du groupe des élus socialistes depuis 1985, élu conseiller général à l'automne dernier, M. Etoré a devancé au premier tour la liste du maire sortant M. Roger Le Toullou (PC) avec laquelle il a fusionné.

● **ESSONNE**

— Vitry-Châtillon : M. Jean-Jacques Chastel (UDF-CDS).

Né le 18 février 1915 à Lyons, M. Jean-Jacques Chastel est conseiller municipal depuis 1953. Membre du CDS dès sa création, conseiller général depuis 1982, il succède à M. Henri Longuet (div. d.) qui ne s'est pas représenté.

— Yverres : M. Marc Lucas (PS).

Né le 3 janvier 1935 à Chateaufort (Aube), M. Marc Lucas, administrateur civil hors classe, entré au PS en 1975, maire de Yverres, retrouve un mandat qu'il a détenu de 1977 à 1983. Conseiller municipal minoritaire depuis lors, il vient de battre M. Michel Prats (RPR).

● **HAUTS-DE-SEINE**

— Bois-Colombes : M. Roger Blinère (div. d.).

Né le 10 décembre 1941 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) M. Roger Blinère dirige le cabinet d'assurances qui dirigeait sa mère depuis 1923. Élu conseiller municipal en 1983 sur la liste de M. Jean-François Probst, M. Blinère qui est également administrateur de l'office municipal HLM vient de battre ce dernier.

— Fontenay-aux-Roses : M. Alain Moizan (RPR).

Né le 24 juillet 1943 à Paris, M. Alain Moizan, directeur de deux agences photographiques, a devancé au premier tour la liste du maire sortant UDF, M. Jean Fournier, qui s'est retiré avant le second tour. Responsable local du RPR depuis 1986, il était adjoint au maire depuis 1977 et président de l'office municipal des sports depuis 1983.

— Le Plessis-Robinson : M. Philippe Pénec (RPR).

Né le 25 septembre 1953 à Granville (Manche), M. Philippe Pénec est diplômé de l'Institut public HLM des Hauts-de-Seine. Il vient de battre le maire sortant M. Robert Gelly (PC).

● **VAL-DE-MARNE** : Villemaire-Saint-Georges, M. Roger-Gérard Schwartzberg (MRG), dép.

Né le 17 avril 1943 à Pau (Pyrénées-Atlantiques), M. Roger-Gérard Schwartzberg, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit, agrégé de droit public et sciences politiques, enseignant à la faculté de droit et à la faculté de sciences économiques d'Orléans de 1968 à 1969.

Depuis lors, il est professeur à Paris-II et, depuis 1972, à l'Institut d'études politiques de Paris. Délégué général puis vice-président, il a présidé le MRG de 1981 à 1983, date à laquelle il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale. Élu le 10 juin 1979 à l'Assemblée des communautés européennes, il entre à l'Assemblée nationale en mars 1986 comme député du Val-de-Marne, mandat qu'il conserve en juin 1988. Il vient de battre M. Martin Fauré (div. d.).

● **VAL-DOISE**

— Cergy : Mme Isabelle Massin (PS).

Née le 15 novembre 1949 à Paris, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une licence de droit (DESS de sciences politiques, DESS d'urbanisme et d'aménagement du territoire), Mme Isabelle Massin est chef de cabinet du maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), M. Michel Rocard, de 1977 à 1981. Conseiller technique de M. Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire de 1981 à 1982, elle est, depuis 1985, membre du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Entrée au PS en 1980, Mme Massin a été conseiller général de Cergy, de 1982 à septembre 1988, date à laquelle elle ne s'est pas représentée. Elle siègeait depuis 1983 comme conseiller municipal du PS à Cergy dans une liste d'union de gauche. Elle vient de battre le maire sortant divers droite, M. Pierre Jamin.

— Taverny : M. Maurice Boscaert (PS).

Né le 22 avril 1942 à Paris, titulaire d'un DUT de carrières sociales, M. Maurice Boscaert est, depuis 1974, détaché par l'inspection d'académie du Val-d'Oise pour organiser des activités péri et post-scolaires d'éducation permanente. À partir de 1975, il entre au département logistique du comité interentreprises ORTF, dont il est l'actuel directeur. En 1974, il adhère au PS et devient dans le Val-d'Oise membre de la commission fédérale des conflits. Premier adjoint au maire socialiste de Taverny de 1977 à 1983, il devient conseiller municipal d'opposition en 1983 lorsque la mairie passe entre les mains d'un RPR. En 1988, M. Boscaert est élu conseiller général du canton de Taverny.

Deux recours en annulation

CAHORS : M. Pierre Mas (UDF) qui dirigeait au second tour la liste de l'opposition a déposé un recours en annulation du scrutin au terme duquel la liste conduite par le maire sortant, M. Maurice Fauré (MRG), l'a emporté avec 14 voix d'avance. M. Mas conteste notamment la « disparition » de panneaux électoraux pendant quelques heures et la présence de croix ou d'empreintes digitales au lieu de signatures sur les listes d'émargement.

PARIS 20^e : M. Michel Charzat (PS) dont la liste a été devancée par celle de M. Didier Bariani (UDF-rad.) a déposé un recours en annulation en raison de « nombreuses irrégularités (...) lors de la préparation et du déroulement du scrutin ».



Régions

COMMUNES TROP NOMBREUSES, RÉGIONS TROP PETITES

Faut-il redécouper le territoire français ?

Le débat a été relancé à l'occasion de la préparation des dernières élections municipales et dans la perspective du marché unique de 1993 : faut-il redécouper le territoire français, regrouper les communes, créer de plus grandes régions ? En fait la question est double. Lorsqu'on com-

pare la structure administrative de la France à celle de ses voisins européens, deux constatations s'imposent.

Avec plus de 36 500 communes, 100 départements et 26 régions, le territoire français est un

des pays morcelés, et ses communes, par exemple, y sont cinq fois plus petites, cinq fois moins peuplées, que la commune européenne moyenne.

La France est aussi, avec la Grèce, un des deux pays à structure unitaire — non fédéraliste — où existent trois niveaux d'administration locale.

D'où l'interrogation amorce : comment éviter les chevauchements entre ces trois niveaux d'administration, donc de responsabilité ?

Le débat a été relancé ; il reste largement ouvert. Les points de vue que nous publions ci-dessous le montrent.

Préparer le rendez-vous de 1993

par JACQUES LESCOAT (*)

LORSQUE, telle une date magique, 1993 est évoquée, c'est aussitôt, pour la plupart, l'image d'un grand combat économique qui apparaît, combat pour lequel tous les forces du pays doivent dès maintenant se préparer. Ceci est une nécessité qui ne devrait souffrir d'aucune illusion.

Il est pourtant un domaine, un des fondements de l'action économique, indirect certes, mais essentiel cependant, dans lequel la France prend un retard important par rapport à ses voisins européens : celui de l'urbanisme et de l'aménagement. Ce domaine en effet, à travers un travail approfondi et bien conduit, permet un développement harmonieux et équilibré des espaces consacrés au commerce, à l'artisanat, à l'industrie, c'est aussi lui qui permet la sauvegarde des espaces naturels, l'organisation cohérente et valorisante de nos villes et de nos villages : c'est donc tout un contexte qui, lorsqu'il est maîtrisé, constitue un des atouts dont dispose aujourd'hui le développement économique.

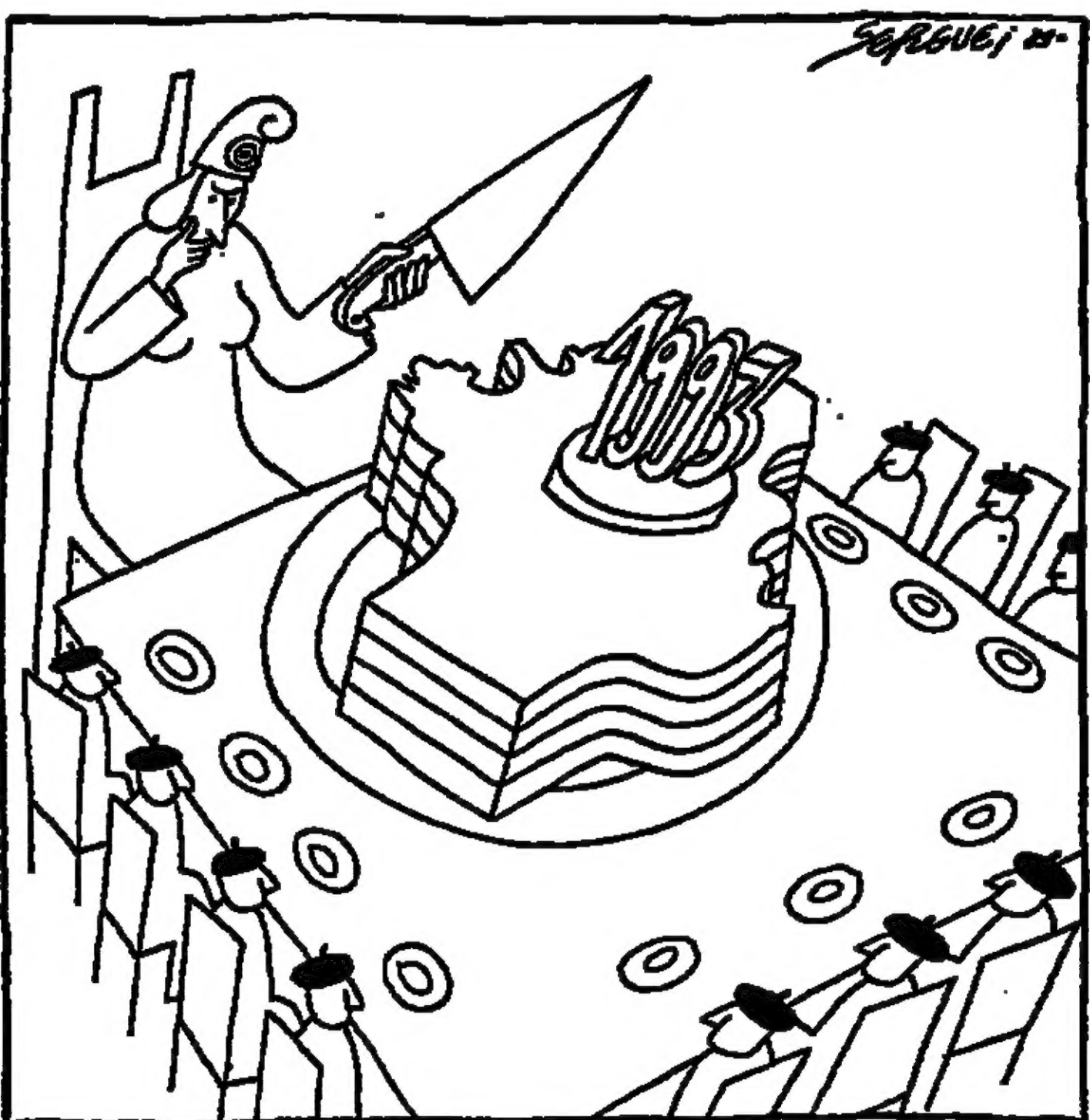
Et pourtant... l'immense division de l'espace national en une poussière de communes, plus de 36 500 soit plus pour la France que la totalité réunie des communes des onze autres pays de la Communauté, constitue une faiblesse majeure pour l'organisation de notre territoire et faiblesse face à laquelle la coopération intercommunale n'apporte qu'une réponse superficielle.

Ainsi, l'immense majorité des communes françaises n'a pas 1 000 habitants (85 % du territoire national) ; cela signifie que la grande majorité des communes dispose de moyens véritablement insuffisants en matière d'urbanisme et d'aménagement. Une analyse récente d'une commune de 2 000 habitants, représentative des autres communes françaises quant aux moyens, laisse totalement perplexes : un secrétaire de mairie, une sténodactylo, un agent de

bureau sont les seuls personnels administratifs, de surcroît sans formation en matière d'urbanisme ; les élus, quant à eux, ne sont pas des techniciens formés et leur formation sur le tas, sans l'environnement nécessaire de spécialistes, et soumis de surcroît à une pression constante des intérêts souvent particuliers de la population, ne peuvent pas véritablement pallier cette grave insuffisance. L'administration d'Etat, ainsi la Direction départementale de l'équipement (DDE), est bien loin de pouvoir en aucun cas gérer des problèmes dont elle n'est pas véritablement mandatée et pour lesquels elle ne dispose d'ailleurs pas elle-même des moyens effectifs.

Le résultat pour cette commune, pour d'autres, des milliers d'autres et la plus grande part du territoire français : un aménagement souvent très médiocre ; des centres villes ou centres bourgs dont le seul état des lieux révèle l'essoufflement ; des espaces publics (places, rues...) mal aménagés, souvent pour l'accueil du plus grand nombre de véhicules ; des quartiers périphériques développés sous la forme de lotissements sans âme et souvent mal reliés au centre et peu intégrés à la ville ; un mitage de l'espace, destruction tout à la fois d'harmonie des paysages et de vie sociale ; des zones d'activités artis-

(*) Administrateur territorial.



Contre le département

par BERNARD BONNO (*)

ET si, en 1989, on adoptait le principe de la suppression des départements ?

Le principe d'une division territoriale en départements avait été fixé par une loi du 22 décembre 1789 dans le but de briser les anciens cadres provinciaux et de donner à la nation une unité de représentation et d'administration. La délimitation des départements s'était effectuée, en tenant compte de la distance parcourue, entre le lever et le coucher du soleil, par un cheval au galop empruntant l'itinéraire le plus direct au départ du chef-lieu vers les quatre points cardinaux.

Un nouveau découpage territorial risquerait de s'imposer à brève échéance si on souhaite « donner à la nation une unité de représentation » dans le grand ensemble européen. Et puisqu'il nous est parfois donné la possibilité de rêver, je vous livre le contenu d'une proposition qui s'appuierait non sur une « idée technocratique » telle que l'image Stieyès en 1789 avec un esprit cartésien de découpage orthogonal de la France mais qui reposerait sur la réalité sociale et économique de la France contemporaine.

36 627 communes. Cent départements et vingt-six régions, c'est en effet beaucoup trop pour affronter les échéances qui se profilent à l'horizon 93. La France est le seul pays d'Europe qui n'ait pas pu ou su réduire le nombre de ses collectivités territoriales. Un bon découpage ne devrait retenir que deux niveaux d'administration territoriale : au sommet « les régions », à la base les « pays » ou « districts ».

Les régions, en dépit de certains découpages contestables, seraient leur pouvoir renforcé et constitueraient des entités capables de rivaliser avec leurs puissantes voisines européennes, les « pays » ou « districts » seraient constitués sur la base de critères économiques, sociaux, géographiques et historiques. Ils se verraient dotés d'une fiscalité propre

(*) Docteur en sciences économiques.

Retrouver de réelles autonomies territoriales

Par PAUL GRAZIANI (*)

ON pourrait donc être tenté de considérer que le sept de mer des « régions à taille européenne » ne fait que resurgir une fois de plus, si l'hypothèse n'était pas soulevée, cette fois, par Raymond Barre et par le secrétaire d'Etat au Plan (« vingt-deux régions européennes, c'est trop ! ») — en même temps que par le Parti socialiste — et si celle-ci ne s'inscrivait, surtout, dans un enjeu fondamental : celui de l'aboutissement d'un projet, pour les nations européennes, le degré de décentralisation, c'est-à-dire l'autonomie de leurs structures territoriales.

Il ne s'agit pas de céder ici à la tentation (juste-elle purement conceptuelle) d'une dérive « fédéraliste » des pouvoirs locaux en Europe, mais de convenir tout au contraire que s'il n'y aura jamais de décentralisation véritable en France sans Etat fort, il n'y aura pas non plus d'Etat fort, c'est-à-dire « minimum » — garant au sein de la Communauté de la grandeur de la France et agilité de son dynamisme — sans une réelle autonomie territoriale.

Dans cette perspective, la vraie question, celle que nous dicte le plus grand réalisme, n'est sans doute pas celle de la « taille » de nos régions mais bien celle des compétences et du degré d'autonomie de nos structures locales.

C'est un fait que la situation des régions françaises n'est pas toujours des plus satisfaisantes. Plusieurs d'entre elles, avec seulement quelques centaines de milliers d'habitants, peuvent faire figure de parents pauvres, comparées, par exemple, aux dix-sept millions d'habitants de la Rhénanie-Westphalie. Mais force est bien aussi de constater, si l'on veut faire référence à une « taille européenne », que l'Allemagne fédérale compte à elle seule dix Länder pour une superficie globale inférieure de moitié à celle de la France — de même que l'Italie compte vingt régions.

Faut-il, de même, ignorer les réalités géographiques, historiques et humaines sur lesquelles reposent — tout de même ! — notre découpage administratif ? Certes, celui-ci a parfois procédé de l'arbitraire, et l'on pourrait imaginer la réunification de la Normandie ou la création d'une grande région Savoie. Mais l'Aquitaine, la Bretagne ou l'Alsace ne constituent-elles pas d'authentiques communautés et procèdent-elles des regroupements arbitraires en considérant aujourd'hui nos régions comme de simples espaces de production ne relève-t-il pas de l'utopie ?

A la vérité, on ne modifie pas les découpages territoriaux par décret.

Même si le problème est désormais posé des compétences de nos collectivités territoriales et du retard qu'en est en train de prendre la France en matière de décentralisation par rapport à ses partenaires européens.

Les grandes entités régionales européennes disposent en effet de vastes pouvoirs, de grands moyens et d'une large autonomie de gestion. De ce fait, les collectivités locales sont engagées dans les contradictions d'une décentralisation inachevée, paralysées par des chevauchements de compétences, des financements croisés et une fiscalité locale sclérosée.

Alors, certes : examiner dans la perspective européenne les nombreuses compétences que l'Etat exerce mal et qu'il pourrait abandonner, procéder à un accroissement et à une harmonisation des compétences des divers niveaux d'administration locale, encourager la coopération intercommunale et le développement économique local, organiser les complémentarités entre départements et régions, réformer la fiscalité locale et moderniser les règles de la comptabilité publique, favoriser l'expression d'une réelle démocratie du quotidien — il est urgent, sous cet angle, de réfléchir à l'avenir de la décentralisation !

(*) Sénateur RPR des Hauts-de-Seine.

Redéfinir les compétences

par JEAN-PIERRE RAFFARIN (*)

AUJOURD'HUI, en France, la décentralisation est achevée. Les compétences de chacune des collectivités locales sont ambiguës. Si les choses, en matière d'éducation, sont relativement définies, sur le plan économique le plus grand désordre est installé.

Il est évidemment plus simple, aujourd'hui, d'engager un débat sur le nombre des régions que sur la clarification de la décentralisation. Il faudrait, en effet, arbitrer de telle manière que, sur chaque dossier, il n'y ait pas superposition des interventions.

Puisque, en France, il n'est pas possible de modifier les structures créées, il faut confier à chaque col-

lectivité des compétences définies et différentes.

Ce débat est très urgent, car la compétition européenne de 1993 exigera de nous une productivité meilleure pour l'ensemble de notre appareil administratif.

Il est, sur ce plan, heureux que les régions, malgré leur jeunesse, aient fait preuve de sagesse quant à leur fonctionnement : l'ensemble du personnel de tous les conseils régionaux (deux mille cinq cents personnes) est moins nombreux que les salariés d'une seule ville de cent mille habitants. La force des régions est plus affaire de compétence que de

dépenses, d'ambition que de dimension.

En allant au fond des choses, on mesure combien il y a exigence et urgence de réflexion en matière d'organisation administrative de la France. L'achèvement de la décentralisation, la définition de la régionalisation dans la Constitution, la réforme de la fiscalité régionale, l'articulation de la région avec les institutions européennes et, notamment, le Parlement européen, la révision des lois électorales pour les élections locales, l'arbitrage des compétences, l'avenir des départements et des communes...

(*) Président UDF du conseil régional de Poitou-Charentes.

Repenser la décentralisation

par PIERRE KUKAWKA (*)

SIX ans après les lois de décentralisation, n'est-il pas temps de dresser un premier bilan et de faire des propositions de changement ?

Incontestablement le processus de décentralisation opéré en 1982-1983 était nécessaire. Donner plus de pouvoirs aux citoyens, « vivre, travailler et décider au pays », en finir avec une gestion technocratique, unitaire et centralisée, tels étaient bien les objectifs.

A l'expérience, il est clair qu'ils n'ont pas été réalisés. Plusieurs défauts n'ont pu être dépassés : maquis inextricable des textes de loi, manque de précision sur les compétences et les moyens des différents niveaux, manque d'originalité et de diversification réelle des contrats de plan Etat-région, absence d'implication des grands groupes nationaux.

Mais surtout on doit noter une indifférence quasi générale des populations pour ce mouvement en profondeur : pas de mobilisation pour les régionales de 1986 — occultées par l'enjeu des législatives le même jour — ou pour les cantonales de 1988 ; méconnaissance profonde des enjeux économiques et financiers qui constituent aujourd'hui les institutions locales et régionales ; absence de débat sur les coopérations internationales des communes, départements et régions dans la perspective de l'Acte unique européen.

Que faut-il faire ? Les solutions toutes faites n'existent pas mais il est grand temps de cesser de pratiquer la politique de l'autruche :

— Plus de 36 000 communes, c'est une aberration, un non-sens pour la gestion d'un Etat moderne. Les communes de moins de 2 000 habitants régiment et sont de fait gérées par l'administration d'Etat. Il faut prendre à bras le corps cette question et oser enfin s'attaquer au thème tabou du

regroupement des communes. Les autres pays européens l'ont fait, pourquoi pas la France ?

— Les grandes villes sont morcelées, émietées, incapables de mener des politiques dynamiques et prospectives au niveau des agglomérations urbaines. Là encore, il est temps de quitter la position filleuse du repli sur les limites communales et de concevoir de nouveaux types de pouvoirs locaux à l'échelle de l'unité urbaine tout entière.

— La coexistence des départements et des régions est trop coûteuse en termes d'administration, de gestion et d'aménagement du territoire. L'un de ces deux niveaux est sans doute de trop. Le plus innovant et le mieux préparé à l'avenir, tant au plan national qu'international, est sans conteste la région, institution plus jeune, plus souple et mieux armée pour concevoir de véritables politiques économiques, sociales et culturelles globales et relativement indépendantes de l'Etat central.

— Enfin, last but not least, il est indispensable de s'interroger sur le nombre de régions en France. Personne n'a osé toucher à cet autre sujet tabou en 1982 et comme toujours, on a reconduit l'existant. Or, qu'on le veuille ou non, l'Europe de 1993 est d'ores et déjà une réalité et seules les régions fortes et dynamiques seront capables de faire face aux nouvelles concurrences et aux nouvelles solidarités régionales qui vont apparaître en Europe. Que deviendront les petites régions, en crise et sans grande moyens, dans ce nouveau contexte ?

Un vaste chantier de réflexion doit s'ouvrir pour construire l'avenir, innover et renforcer la démocratie locale et régionale.

(*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, université des sciences sociales de Grenoble.

Pour le département

par MAURICE ARRECKX (*)

RETOUCHER la loi de 1982 ? Oui, si cela doit déboucher sur une nouvelle avancée. Mais elle ne peut être trouvée dans une disparition progressive du département au profit de la région, comme certains le suggèrent.

La décentralisation fait du conseil général une véritable municipalité du département. Ses nouvelles responsabilités, pour l'essentiel, s'identifient à celles de la commune. Mais il est aussi un moteur de la vie économique, sociale, culturelle, sportive.

Supprimer les départements serait une singulière façon de célébrer leur bicentenaire. L'opinion y verrait un retour de l'Etat centraliste, l'effacement d'une collectivité, qui manifeste sa personnalité, son dynamisme et son efficacité.

Il ne serait pas plus indiqué de remettre en question la région, mais il est indispensable de mieux définir ses responsabilités. L'échéance de 1993 est trop proche pour qu'on songe à créer de nouvelles entités suprarégionales. Il en résulterait un affaiblissement de nos identités respectives, et donc de notre capacité d'action, au moment où nos partenaires de la Communauté s'approprient à utiliser pleinement leurs atouts.

La solution réside peut-être dans un organisme aux structures souples, qui ne constituerait pas une nouvelle collectivité territoriale. On peut, en s'inspirant dans les anciennes provinces, imaginer des regroupements. Les régions relativement proches formeraient sept ou huit grands ensembles, qui trouveraient bien des avantages à cette association.

L'ouverture du marché unique entraînera inévitablement des relations interrégionales. Et il nous faudra, à l'image de nos voisins, revivifier les rouages de réflexion et de décision, et apporter à la loi de décentralisation les correctifs que justifient l'expérience et le défi européen.

(*) Sénateur (républicain indépendant), président du conseil général du Var.

553 من الأصل

RELIGIONS

Du vendredi saint à Pâques

Des chemins de croix à Rome et à Paris

A l'occasion du vendredi saint, commémorant la crucifixion du Christ, des milliers de pèlerins, flambeaux à la main, ont suivi, vendredi 24 mars, le chemin de croix conduit par Jean-Paul II à Rome, entre le Colisée et le Palatin. La méditation du pape en sept langues a porté sur la souffrance et le sacrifice, a dit le pape. Auparavant, dans la basilique Saint-Pierre, il avait lui-même consacré des pénitents.

A Paris aussi, on constate une reprise de la tradition des chemins de croix. Dix mille fidèles ont participé vendredi, sur la route Montmartre, à un chemin de croix conduit par le cardinal Lustiger, archevêque de la capitale. Une autre

procession a eu lieu entre le rond-point des Champs-Élysées et l'église Saint-Pierre de Chaillot, à l'initiative du curé de cette dernière paroisse, le Père Armogathe et de la communauté charismatique de l'Emmanuel. La croix était portée par des personnes exerçant leur profession dans le quartier (coiffeurs, diplomates, chefs d'entreprise), puis des chrétiens du Liban et du Sud-Est asiatique, des handicapés, des gens du spectacle (Henri Tisot, Michel Lonsdale, etc.).

On note aussi une reprise de la tradition des baptêmes d'adultes la nuit de Pâques : 133 devaient être célébrés à la cathédrale Notre-Dame de Paris dans la nuit du 25 au 26 mars.

Les baptêmes d'adultes se multiplient

Elle se définit comme une « conversion » et commence sa carrière dans une entreprise de parfums et cosmétiques. Lui est cadre supérieur dans une société automobile de l'Ouest parisien. Outre leur formation commerciale commune à Sup de Co, Isabelle, vingt-huit ans, et Dominique, trente-six ans, ont ceci de commun qu'ils vont être baptisés, la nuit de Pâques, dans une simple église paroissiale des Yvelines.

Ils seront 49 à faire comme eux, au même moment, dans le docteur de Versailles, qui compte un total de 140 catéchumènes, c'est-à-dire d'adultes se préparant au baptême. Les chiffres ont doublé en quatre ans, assure le Père Guy Cordonnier, délégué au catéchuménat dans les Yvelines. Les baptêmes d'adultes deviennent, en effet, moins courants dans les Églises chrétiennes. Les catéchumènes sont plus de 4 000 dans l'Eglise catholique en France.

Ce ne sont pas tous de jeunes cadres dynamiques et performants, à la recherche, dit Dominique, d'un « contre-pouvoir » au « bourrage de crâne » imposé par l'aspect de profit et de compétition. Les adultes baptisés de Pâques 1989 à Versailles sont également professeurs de philosophie, fonctionnaire international, policier, magasinier dans une grande surface, postier et femme de ménage.

Dans une proportion de deux sur trois, les catéchumènes sont des femmes. Ils ont entre vingt et quarante ans, sont mariés, travaillent, habitent en ville, bien que le catéchuménat se développe aussi en milieu rural. La plupart n'avaient aucune appartenance

confessionnelle avant de demander le baptême, sauf les catéchumènes d'origine étrangère (un sur quatre), héritiers de traditions orientales (bouddhistes) ou animistes. Les transfuges d'une religion non chrétienne (islam, judaïsme) et les conversions subites sont rarissimes (1).

Un long parcours

La demande de baptême n'est pas « un coup de tête » ni « un acte forcé » par un ami ou un fiancé puisque, pour se marier à l'église, il suffit que l'un des deux conjoints soit baptisé. Cette demande est plutôt le résultat d'une longue recherche, déclenchée souvent par un événement particulier : la maladie ou la mort d'un proche, le baptême ou le mariage d'un premier enfant.

Mais le baptême d'adulte n'est pas une simple formalité. La préparation peut demander deux, voire trois ans. Il n'y a pas de parcours-type. « Chacun va à son rythme », dit Guy Cordonnier. Pour être baptisé, il ne suffit pas de dire qu'on croit en Dieu. Il faut apprendre à vivre dans une communauté. Si, au début, l'impétrant trouve le temps long, il apprécie plus tard le sérieux de la démarche : « Il n'y a pas d'embellissement. C'est là qu'on voit la différence avec une secte », dit Isabelle.

On leur épargne le traditionnel catéchisme, le fréquentation des groupes dits de préparation au baptême d'adultes, qui sont plus d'une sobriété dans les Yvelines. Ils s'initient au vocabulaire de la foi, apprennent à lire la

Bible, la signification de telle liturgie, telle prière ou sacrement. Ils ne s'astreignent pas à la pratique de la messe, qui pour eux, ignorant tout des rites de la religion catholique, est incompréhensible.

La montée du nombre des baptêmes d'adultes est sans doute un phénomène de génération : celle des enfants, sans passé chrétien, de parents solitaires, hantés complètement détachés de la religion. Elle correspond aussi au « recentrage » de l'Eglise de Jean-Paul II, estime Guy Cordonnier : « Le catholicisme est plus facilement repérable aujourd'hui dans la société. »

En bien et en mal. Son langage « rétrograde et passéiste » est un frein pour Isabelle, qui n'ose pas parler à ses relations professionnelles de son prochain baptême. Mais, après des incursions dans le protestantisme et dans le judaïsme, elle éprouvait le besoin d'entrer dans « un groupe majoritaire et bien identifié ».

L'Eglise couvre ses catéchumènes. Autrefois, c'était l'évêque en personne qui les baptisait. Aujourd'hui, il les reçoit tous dans une communauté chrétienne change souvent leur « image » de l'Eglise, ils apportent à celle-ci un sang neuf. « Leur présence signifie », dit le Père Cordonnier, que Dieu ne se satisfait pas de l'Eglise telle qu'elle est. Il lance dehors ses flots. »

HENRI TINCO.

(1) Ces chiffres sont tirés d'une enquête que vient de réaliser le Service national du catéchuménat, dirigé par le Père Fayot-Fricout, 4, avenue Vavin, 75006 Paris.

ARCHÉOLOGIE

7 000 pièces romaines trouvées dans la Somme

Un trésor de 7 000 pièces romaines des *antoniniani*, du nom de l'empereur Marcus Aurelius Antoninus Bassianus (211-217), plus connu sous le nom de Caracalla, qui a été découvert en janvier dernier à Rue (Somme) au cours de fouilles conduites par M. Tahar Ben Redjeb, archéologue à la direction des Antiquités de Picardie. Cette dernière n'a annoncé la découverte qu'après avoir traité les pièces faites d'un alliage d'argent et de cuivre qui étaient très oxydées.

Il s'agit d'*antoniniani* frappés entre 218 et 261 à l'effigie de vingt-quatre empereurs romains, Gordien III (238-244) et Philippe I^{er} l'Arabe (244-249) étant représentés, à eux deux, sur 60 % des pièces. Ce type de pièces est connu et on sait que leur poids et leur taux d'argent n'ont cessé de diminuer. A sa création, un *antoniniani* pesait 5,50 grammes et contenait 50 % à 55 % d'argent. En 278, lors des dernières frappes d'*antoniniani*, on était à 2,50 grammes et 25 % d'argent. Ce qui traduit les dévaluations de la monnaie romaine.

Les plus récents *antoniniani* (trouvés à Rue) ont été frappés au nom de Postumus, un officier gaulois que ses troupes proclamèrent empereur des Gaules en 260 avant de l'assassiner en 268. Le trésor de Rue a été enfoui en 261, année où les Francs et les Alamans pénétrèrent le limes (la frontière) du Rhin pour se répandre jusqu'en Provence, pillant tout ce qu'ils pouvaient sur leur passage.

Le trésor de Rue est l'un des plus importants dépôts de monnaie de cette époque (III^e siècle de notre ère) trouvés en France. Le record appartient au trésor de Dorchester (Grande-Bretagne) avec 20 000 pièces de la même période. Le record absolu des pièces retrouvées en 80 000 deniers du II^e siècle trouvés en Bulgarie.

Y. R.

JUSTICE

L'enquête sur l'enlèvement de M. Vanden Boeynants

Un avocat bruxellois inculpé et écroué pour sa participation présumée à l'affaire

BRUXELLES
de notre correspondant

M^{re} Michel Van der Elst, un avocat bruxellois de quarante et un ans, spécialisé dans le droit des affaires et le droit commercial, a été placé, jeudi 23 mars, sous mandat d'arrêt par le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge Paul Vanden Boeynants. Soupçonné d'avoir participé à cet enlèvement — M. Vanden Boeynants a été séquestré du 14 janvier au 13 février et a été délivré contre versement de rançon (le Monde du 15 février), — l'avocat, qui a été le conseiller de Patrice Haemmen, le principal suspect de l'affaire, devenu l'ennemi public numéro un du royaume, a été placé à la maison d'arrêt de Forest.

Auparavant, et malgré ses dénégations, il avait été inculpé de « prise d'otage, extorsion de fonds, association de malfaiteurs, faux et usage de faux ».

En fait, les enquêteurs semblaient s'intéresser depuis longtemps à Michel Van der Elst, non seulement du fait de ses rapports anciens avec Patrice Haemmen, mais aussi pour une série de faits plus troublants : l'avocat possédait ainsi un bureau au rez-de-chaussée de l'immeuble où

demeure l'ancien premier ministre et où ce dernier avait été enlevé. Les empreintes de l'avocat auraient été trouvées dans une des planques d'Haemmen. Il aurait reçu des coups de téléphone du Touquet où M. Vanden Boeynants fut séquestré et aurait aussi reçu certains membres suspects de la bande avant et après l'enlèvement.

Différentes hypothèses circulent maintenant sur le rôle qu'aurait joué Michel Van der Elst : organiser le blanchiment de l'argent, la rançon (16 millions de francs français environ), servir d'intermédiaire entre les ravisseurs et la famille de l'ancien premier ministre. Certains estiment même possible que l'avocat ait été, en fait, le véritable cerveau de l'affaire. Patrice Haemmen n'ayant été qu'exécutant.

Cependant, la plupart des commentateurs restent prudents, n'ayant pas oublié une affaire qui avait défrayé la chronique en 1978. Un avocat de gauche, M^{re} Michel Graindorge, avait été accusé d'avoir aidé François Besse, le lieutenant de Meurine, à s'évader du palais de justice de Bruxelles. Par la suite, au terme d'un procès retentissant, M^{re} Graindorge fut acquitté.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

A la cour d'appel de Bordeaux

L'ancien bâtonnier Favreau obtient gain de cause contre le conseil de l'ordre

BORDEAUX
de notre correspondant

Le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux devra, sous quinze jours, communiquer à l'ancien bâtonnier Favreau l'intégralité de la délibération du 20 juillet 1987 par

laquelle il a ouvert une information disciplinaire à son encontre. Jusque-là, le conseil de l'ordre avait refusé de communiquer ce document en son entier à l'ancien bâtonnier, au nom du secret de l'instruction disciplinaire. Il faisait valoir qu'une partie de la délibération concernait un autre avocat.

Saisie du litige début mars (le Monde du 9 mars), la cour d'appel de Bordeaux a rendu son arrêt le 21 mars. Pour elle, l'argument de l'ordre des avocats n'est pas « pertinent ». « Seule, indique la cour, la communication intégrale du document permet à M^{re} Favreau de savoir pourquoi il est poursuivi. (...) Elle est faite pour assurer le caractère contradictoire de l'instruction en cours. » Les noms des intervenants ainsi que leurs qualités et titres seront cependant occultés du procès-verbal.

G. de M.

L'affaire des fausses factures de la SORMAE

M. Scaglia, maire de La Seyne-sur-Mer, demande à être inculpé pour avoir accès au dossier

M. Charles Scaglia, député maire (UDF-PR) de La Seyne-sur-Mer (Var), a indiqué vendredi 24 mars qu'il avait demandé à être inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE afin « d'avoir accès au dossier ». M. Scaglia, qui a confié la défense de ses intérêts à M^{re} Mario Stasi, avocat au barreau de Paris, a précisé qu'il a déposé cette demande d'inculpation auprès de M. Pierre Collé, président de la chambre d'accusation de Paris.

Accusé par un responsable de la SORMAE d'avoir touché un pot-de-vin, le maire de La Seyne a insisté de prendre les devants en sollicitant lui-même son inculpation après avoir, vendredi devant le nouveau conseil municipal qui venait de le réélire maire, affirmé sa totale innocence dans cette affaire de corruption.

FAITS DIVERS

Le cadavre d'un ingénieur soviétique repêché dans la Seine. — Le corps d'un ingénieur soviétique, Boris Livkovski, cinquante-deux ans, a été repêché, mercredi 22 mars, dans la Seine à Bezons (Val-d'Oise). Selon les premiers éléments de l'enquête, Boris Livkovski, membre de la mission commerciale soviétique à Paris depuis le mois de septembre 1987, et qui avait disparu le 1^{er} mars se serait donné la mort.

Les diverses informations réunies par la police au début du mois de mars, après que la voiture du disparu eut été retrouvée près du pont de Sèvres à Paris, avaient incité les enquêteurs à privilégier la thèse du suicide. Le corps de l'ingénieur soviétique a été transporté à l'Institut médico-légal aux fins d'autopsie.

REPÈRES

Défense

Lancement d'un satellite militaire américain

Un prototype de satellite de détection de lancement de missiles a été mis en orbite, vendredi 24 mars à 23 h 45 (heure française), par une fusée Delta, lancée du pas de tir militaire de Cap Canaveral (Floride), dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine.

Le satellite Delta Star, d'un prix de 150 millions de dollars, doit étudier les possibilités de repérage, à partir de l'espace, du lancement de missiles nucléaires. Il est équipé d'un radar pointé par laser, de capteurs fonctionnant dans les spectres ultraviolet, infrarouge et visible, ainsi que d'appareils lui permettant de repérer les lasers pointés sur lui, ce qui devrait permettre aux futurs satellites de manœuvrer pour éviter d'être détruits.

Au cours d'une mission de six mois, Delta Star devra notamment observer le départ de six fusées-testes, lancées des Etats-Unis. — (AFP.)

Environnement

Importante marée noire en Alaska

Un pétrolier géant américain, Exxon-Valdez, a déversé plus de 300 000 barils de pétrole, soit près de 50 millions de litres, dans le golfe d'Alaska, où il s'est échoué vendredi 24 mars après avoir heurté un récif. Le pétrolier, qui transportait vers les côtes californiennes quelque 200 millions de litres de brut, manœuvrait dans la glace à 35 kilomètres au sud du terminal pétrolier de Valdez — le port hors glace le plus septentrional des Etats-Unis — au moment où le choc s'est produit, entraînant la rupture de plusieurs réservoirs.

Selon le département pour la protection de l'environnement de l'Alaska, la marée noire, qui s'étend sur 8 kilomètres de long et 1 kilomètre de large, est la plus importante jamais survenue dans cette région du monde. Dans la matinée de samedi, les autorités indiquent que le pétrolier avait cessé de couler, mais que la nappe d'hydrocarbures se dirigeait vers le sud, menaçant une zone du golfe particulièrement poissonneuse.

Des équipes d'urgence ont installé des barrages flottants pour empêcher la marée noire d'atteindre les zones les plus protégées. Un autre pétrolier, la *Baton-Rouge*, a été dépêché dans le secteur pour pomper

GÉRARD ALBOUY.

SPORTS

Formule 1 nouvelle formule

(Suite de la première page.)

Mike Earle connaissait déjà Bertrand Gachot, qu'il avait failli engager en formule 3000 en 1987. A vingt-six ans, ce jeune pilote ne manque pas d'originalité. Il dispose d'un passeport français, mais n'a jamais vécu dans l'Hexagone. Né au Luxembourg d'un père français, fonctionnaire de la Communauté économique européenne, et d'une mère allemande, il a été élevé à Bruxelles. Il court avec une licence belge et réside en Grande-Bretagne depuis qu'il a choisi de faire carrière dans la compétition automobile. Ainsi a-t-il choisi de porter sur son

casque le drapeau de la Communauté européenne qui le subventionne.

Sur la piste, Bertrand Gachot a plutôt brûlé les étapes. Champion d'Angleterre de formule Ford 1 600 en 1985 puis de formule Ford 2 000 en 1986, vice-champion de formule 3000 la saison dernière. Les problèmes financiers de son équipe, Spirit Tom's Motor Sport, ne lui ont pas permis d'accomplir ses ambitions mais quelques belles performances, comme ses deuxièmes places à Vallelunga (Italie) et Silverstone (Grande-Bretagne), l'ont persuadé qu'il était prêt pour débiter en formule 1. A condition de pouvoir apporter un budget important à sa première équipe.

C'est en recherchant des commanditaires que Bertrand Gachot a rencontré Jean-Pierre Van Rossum. Docteur en économie et mathématiques, celui-ci a un look de manager de pop-star avec ses cheveux tombant sur les épaules. Mais c'est un passionné de voitures de sport. A quarante-trois ans, il possède déjà huit Ferrari dont la dernière F 40, une Coudach Lamborghini et quelques autres. Depuis 1986, il consacre l'essentiel de son temps, avec une vingtaine de ses compatriotes experts en économétrie, scientifiques ou spécialistes de l'informatique, à la mise au point du système Moneytron.

La multiplication des dollars

Ce système branché en permanence sur un télésystème de l'agence Reuters est en fait un modèle économétrique comprenant plusieurs centaines d'équations qui traduisent les conséquences prévisibles sur la Bourse américaine des événements économiques, sociaux ou politiques dans le monde. Les concepteurs de Moneytron destinent leur système aux sociétés de posses-

seurs de grandes fortunes, en échange d'un prélèvement sur les bénéfices réalisés.

Jean-Pierre Van Rossum n'avait pas de budget pour Bertrand Gachot. Mais il avait mieux à lui proposer : le faire profiter de son invention pour faire fructifier les capitaux de l'écurie qui l'engagerait. Le pilote est chargé des présentations. « Au premier contact, je l'ai trouvé un peu curieux », raconte Mike Earle. Il me proposait de lui confier mon budget et me laissait entrevoir très rapidement un gain énorme. Pour pouvoir débiter en formule 1, j'étais prêt à prendre un risque. En septembre 1988, je lui ai donné 2 millions de dollars. Quatre semaines plus tard, j'en ai eu 9,5 millions de dollars. Ce prix-là, je lui ai offert sous l'espace publicitaire des chaises. Je crois que ce type est génial. »

Mike Earle pouvait dès lors concrétiser son rêve. Dès la fin de ce mois, son écurie va abandonner les ateliers vœux de Littlehampton pour emménager à Fontwell, dans un hôtel du dix-neuvième siècle transformé en usine parfaitement équipée pour la formule 1. Le Suédois Stefan Johansson, ancien pilote chez Ferrari et McLaren, a été recruté au côté de Bertrand Gachot. Alan Jenkins a peaufiné sa première formule 1 et a même pris du retard sur le programme prévu.

Les deux pilotes n'ont pu essayer leur monoplace avant le départ pour Rio-de-Janeiro, où ils ont dû se contenter d'une dizaine de tours sur une piste de karting, à la veille de la séance de préqualification. Dans ces conditions, leur élimination était attendue et n'a rien enlevé à leurs espoirs. « Je crois que nous disposons d'un bon potentiel technique pour progresser très rapidement », estime Bertrand Gachot. « Je peux faire d'un coup l'écurie la plus riche », annonce Jean-Pierre Van Rossum. Mais la réussite peut sans doute être plus rapide en Bourse qu'en formule 1.

GÉRARD ALBOUY.

Culture

MODE

Les Journées du prêt-à-porter automne-hiver 1989-1990

Le grand déballage

Après cent vingt défilés en dix jours, Paris confirme sa position de capitale de la mode. L'événement le plus attendu de la saison aura été celui de Romeo Gigli, qui présente habituellement ses collections à Milan. C'est à la cour Carrée du Louvre qu'on a applaudi également les plus grands, d'Issey Miyake à Yves Saint Laurent. Prêt-à-porter ? Couture ? La tendance principale, c'est le retour au calme, à la douceur des formes et des matières. Pourtant, l'hiver 1989-1990 pourrait bien accentuer l'écart existant déjà entre la mode des podiums et celle de la rue.

L'hiver sera douillet. Tandis que les tissus « ramollissent » (jersey, crêpe, cachemire...), la ligne, fluide, drapée ou corsetée, suit son irrésistible ascension. En frac de maille (Jean-Paul Gaultier) ou en costume cigarette (Dorothea Bis, Helmut Lang), la silhouette s'étire comme un grand « I », évoquant tantôt des poétesses rustiques (Guy Paulin), des amazones coquines (Chantal Thomas), des égarées de David Bailey. Là, les jupes fêlent les chevilles, les pulls se portent en tuniques. Méditerranéennes, romantiques ou psychédélices, les citations se multiplient, dessinent le portrait-robot d'une femme qui ne saurait plus très bien comment séduire. Au début des années 80, les Japonais défendirent l'intelligence, en plongeant les femmes dans des vêtements destructurés destinés à mettre en valeur le visage plus que les formes. Par réaction,

Paris fit triompher ses Parisiennes pimpantes et décolletées. La recherche continue... Apparemment, tout se complique, car c'est de la ruse que naît le charme : cacher, tout en révélant (une minijupe plissée sur un fusain chez Gaultier, un short sous un maxi-manteau chez Chloé). Mais l'indulgence a raison des grands discours et des appels à la provocation : le court n'habille plus les fatales mais les jolis ; le long glisse, ne sculpte plus le corps mais l'enroule, avec de grandes capes asymétriques (Yohji Yamamoto), des manteaux fluides aux couleurs d'eau (Claude Montana), témoin d'une envie nouvelle de confort, de nonchalance. Le « cocooning » fournit à Angelo Tiarzi l'occasion de présenter des manteaux à double face (beige, orange), ronds comme des igloos, des combi-

naisons de style souris d'hôtel, remplaçant pull et jupes. Guy Paulin transforme l'amante en mère qu'il protège et rassure avec des chaussettes très souples, des gilets en peche bleue mur, et même des pantoufles argent garnies de vison. Ailleurs, on souhaite bonne nuit avec plus de volupté et de glamour : voir les robes de chambre façon Oscar Wilde, les somptueuses robes-déshabillés en crêpe, de Chloé. Tout s'accumule, rien ne se démode, c'est le problème. En l'absence de grand mouvement fédérateur, la mode semble éclater en mille et une anecdotes. Oui, les années 1963-1970 alimentent par leur écologie les dernières tentations défilantes : on a vu des shorts en hurex chez Dorothea Bis, des pantalons à pattes trompette, et Karl Lagerfeld, dans un élan pop, a su présenter un tailleur Chanel orange, des minirodées à boutons dorés, portées sur des collants de couleurs.

Pourtant, rien n'explode vraiment, même la sagesse, la retenue, remarquées chez les plus audacieux et les plus risqué-tout, comme Jean-Paul Gaultier ou Martine Sitbon : « Mon cycle Carnaby Street se termine. J'ai eu envie de vêtements plus simples et plus calmes, inspirés des tenues masculines, des uniformes de sport ».

Une série de micro-tendances

D'où les trenchs portés sur des bottes d'équitation, les jodhpurs et les petits spencers. Le voyage en Orient se termine. On surprend tout de même celle qu'on n'osait plus imaginer : la momie afghane, bordée de poils touffus. Elle n'est plus en chèvre, mais en velours vert Renaissance. Signe des temps : l'envie d'authenticité, de retour à la terre, au confort, aux « vraies valeurs », se déploie dans la sophistication d'une nature très couture : un manteau « arc en terre » à vingt couleurs, des vestes écolo-chic de Jean-Charles de Castelbajac en cuir « détourné » imitant l'écorce, la mousse, le lichen, le hêtre, le maronnier... Le comble en la matière, restera tout de même le vison de Claude Montana traité façon velours côtelé.

A la rue de choisir, de répondre. Mais n'a-t-elle pas déjà montré ses priorités ? Le blouson, le jean, la petite robe « sexy et moulante », le tailleur, dont les ventes s'emballent (une progression de près de 20 % en 1987). « La mode est faite pour être copiée », disait Gabrielle Chanel. Celle de l'hiver 1989-1990, se caractérise par une série de micro-

tendances, lancées, telles des allusions, dans une conversation entre intimes.

Victimes des prix qu'ils pratiquent, beaucoup de créateurs agissent comme des couturiers, ne semblent plus créer pour des femmes, mais pour une femme dont l'existence reste improbable. Prêt-à-porter ou prêt-à-photographier ? Le décalage s'accroît, ouvrant la voie aux interprètes, aux simplificateurs, et à tous les apôtres des valeurs « sûres ». On a ainsi appris la semaine dernière dans le *Figaro Madame* qu'il existait une mode « bien élevée ». Mais « ne vit-on pas une vraie princesse passer en jean troué dans un hebdomadaire » ?

La France fait la morale, uniformise ses vitrines, boudes les différences. L'Italie, les Etats-Unis, le Japon, achètent et reconnaissent aujourd'hui une nouvelle génération de stylistes. Ils savent faire du « portable » sans négliger la fantaisie, l'humour, le détail, le raffinement. Les professionnels ont en le privilège de voir, à la résidence Maxim's, une cinquantaine de collections, dont celles de Séverine Perraudin, Claire Dadeyan, Corinne Cobson, 31 « février », Marion Lessage, et pour la plupart peu ou mal distribuées en France. A Paris, il y avait aussi les robes de ministresses de Franck Joseph Bastille, les bijoux de Mercedes Rubiera, les chapeaux de Jacques Le Corre (trente-cinq points de vente aux Etats-Unis), les souliers de Philippe Modet, brodés, ornés, aux découpes subtiles. Et puis, visible en *show room*, la collection « Aeroport » de la jeune Espagnole Sybilla, qui défilait à Tokyo en avril : son histoire d'hiver, racontée en quatre séquences (« partir », « travailler », « se reposer », « sortir »), répond, très personnellement, à des attentes modernes.

Plus corrosif, Walter Van Beirendock, représentant la Belgique dans le cadre du défilé européen de la Woolmark, avait choisi de montrer au public de la cour Carrée ses pulls rose, orange, bleu, bordés de dents, de signes astrologiques, érotiques, de croix et aussi de chiens à tête rayée façon pyjama de bagnard. Un travail parfaitement tricoté. Comme chez Gaultier, on trouvait, pour les accessoires (et juste pour rire), des cagoules, des crochets. Le créateur avait : « J'ai eu envie de réagir à la douceur, au romantisme, à cette tendresse « soft », au surréalisme, au coquet... La réalité est tellement différente ».

LAURENCE BENAIM.



Un modèle de Romeo Gigli

ROMEO GIGLI

Byzance 1989

« Je n'aime pas les femmes sexy, mais je crois qu'elles ne m'aiment pas non plus », dit Romeo Gigli (prononcer Dgilli), après un premier défilé parisien, qui lui a valu cinq minutes d'ovation à la cour Carrée du Louvre. Un triomphe pour ce discret Italien de trente-huit ans, ennemi des talons et des épaulettes, dont la collection, inspirée de Byzance, semble faite pour rappeler Theodora et sa cour : les dames, les reines, les taffetas changeants, s'enroulent autour du corps sans jamais le brusquer, les manteaux de cérémonie brodés (en Inde) de feuilles et de serpents d'or complètent la revue orientale. Les couleurs ? « Agate », « pourpre », « bronze », « encens ».

Les rondeurs picturales

C'est Byzance 1989. C'est malin, précieux, assez baroque pour faire du vêtement le plus simple une parure de ville et suffisamment moderne pour ne pas entraver la démarche ni transformer le défilé en rétrospective du costume : les filles ont le teint clair, les cheveux roulottés, usent d'artifices pour paraître naturelles. Les vestes

d'homme en popeline grise portées sur des gilets à paillottes, ou avec des étoles, des foulards « ethniques », créent des contrastes harmonieux.

Tout est là pour mettre en valeur le cou, les chevilles, les rondeurs... Une ballerine en soie se drape, un décolleté dessine un calice sur la peau nue, une taille remonte, un col sépare tout en couronne de laniers... Un poignet de shantung rappelle les « engagements » du dix-huitième siècle, un ruban, comme volé aux paquets de lettres d'amour, resserre une manche... Les carures s'estompent, le tissu se noue, suggérant des saris, des pantalons-pagnes... « J'aime la douceur des femmes », dit Romeo Gigli. Pour parfaire sa déclaration, il a su rendre hommage aux meilleurs, de Poiret à Marc Audibert...

Au-delà des citations parfois très généreuses, ce créateur cosmopolite né bibliophile (son père antiquaire ne possède pas moins de vingt mille livres...) apporte sur un plateau doré à l'italienne des idées faites pour être reprises par la rue, et dédiées à celles qui ont envie de plaisir. Cela méritait tous les applaudissements.

YVES SAINT LAURENT

Confort

Plus souple, plus sport, l'hiver d'Yves Saint Laurent, annoncé par des capes de drap, des pantalons larges francisés sur les hanches comme des jupes, des parkas à taille coussinée, semble se promener le long des quais, au milieu des beiges, des gris, des kaki, avec une nonchalance très raffinée. Tous part du pull, du gilet, d'une simplicité qui n'a rien à envier au dévouement et dont l'emblème serait : une jupe de daim, des bas de ville, un pull noir à col chemise éclairé par une grosse croix à cabochons multicolores.

Cette aisance, on la retrouve dans les trenchs en tweed, les mariniers roses fermés par trois gros boutons de jais, les robes de jersey toutes droites conclues par un léger drapé. Le naturel ne tue pas, s'affiche, tel un hiver en été, avec des gens de

daim rose, des canotiers, des « fez », des noix de cajou dorées et des escargots de more, des écharpes en mousseline.

On s'emmitouffe dans un duflacoat (oui, mais blanc et à capuche de velours chocolat), on porte de gros gilets jacquard (aux emmanchures clouées d'or), et les escarpins de satin ou de lézard trottent toujours. Pour les parfaites qui semblent dire : « Restons simples ce soir, on dînait à quinze, entre intimes », il y a des longues jupes en soie brochée, en lamé écossais fluo, portables avec des lainages pimpants, des colliers de perles et des étoles de strass... Une jambe interminable fend le crêpe noir : Yves Saint Laurent revient là où le luxe peut se passer de détails.

ISSEY MIYAKÉ

Métamorphoses

Chez Issey Miyaké, le moindre pull est une sculpture de maille hérissée de crêtes et de bosses, et chaque modèle révèle les facettes d'une histoire racontée au futur : un col se plie et retombe, pareil aux feuilles que crache une imprimante d'ordinateur, il se dépose en sonpiques sur les épaules, et trouve le moyen de faire des points dans le dos... Issey Miyaké multiplie les performances : le voici, tel un équilibriste à jouer avec le tissu comme avec l'air, à jongler dans le vide, sans se soucier des références, de la « féminité » de la mode. Seul le

mouvement compte, justifiant les coups de tête, les fausses pistes, les rayures d'un pantalon qui partent en diagonale et finissent par retrouver sans drame, les horizontales du côté de la fesse droite, les élégants mensonges (une chemise pantalon en une pièce), les trompe-l'œil (une combinaison tatouage). Certains vestes, certains manteaux, se boutonnent dans le dos. Compliqué ? On dirait que les pincées, les coutures, se sont envolées. Ne subsiste que le pli : secrètement toqué de cuisinier, large, il a raison de tout. On croit assister à une métamorphose...

LACROIX ET MONTANA

De l'or et des fourrures

L'or, on le trouve chez Lacroix-Lux. Un luxe inouï, un ruissellement d'ors brodés, brochés, frangés, sur les casaque, les jupes virevoltantes, les pantalons pailletés d'op, et jusque sur les jambes des affolantes sultanes. Avec les ors, il y a des tissus-tapisseries aux teintes claires, des traversées de rouge flamme, de la dentelle noire, des « petites robes » fluides et simples, puis arrive une robe Shéhérazade entièrement coulée dans l'or d'une soie lisse.

On a envie de toucher cette extraordinaire combinaison de douceur froide et d'éclat métallique, de retoucher ces merveilleuses apparitions. On est projeté dans un rêve des Mille et une Nuits où les femmes de harem seraient des filles défilantes qui auraient pillé les trésors du vizir pour s'ammuser à imiter les défilés de maman hippy.

La fourrure, on la voit chez Montana. Elle prend des teintes improbables, rouille, bleu, vert. Le vison rasé imite l'écail ou, plus dandy encore, le velours côtelé. Les manteaux sont immenses — des peignoirs, dit le programme. De longues sirènes s'y emmitoufflent,

ondulent, se courbent et tourment lentement. Sous la fourrure, elles portent de longues robes fluides, qui caressent leurs corps longilignes. Loinaines, rêveuses, le cou pris dans de hauts colliers de fourrure, le teint pâle, elles semblent se préparer à poser pour le Greco.

Souplesse fuyante comme l'eau des fourrures, des peaux, des jerseys. On glisse dans la splendeur morbide d'un monde aquatique, où reviennent, le temps d'un chant, les fantômes des Lorelei.

G. G.

Les costumes historiques russes au Musée Jacquemart-André

Une extravagance orientale

Le Musée Jacquemart-André est méconnaissable : dépoussiéré, lumineux, cet hôtel particulier retrouve son faste avec l'exposition sur les costumes historiques russes de l'Ermitage. Elle a été organisée par Yves Saint Laurent à la suite de la rétrospective consacrée au couturier en 1987, à Leningrad. Une superbe invitation au voyage.

D'abord l'éclat. Cefane de soie, robes de mascarade, uniformes orfèvres d'arabesques d'or, coiffes scintillantes... Et surtout, le plaisir de pouvoir rêver, s'émerveiller, fait si rare dans les expositions de costumes à Paris. Le préface documentaire justifie les leçons de coupe illustrées sur podium, l'ennui des vêtements-défilés, ici, qu'il soit de ville, de « visite », du soir, de fête ou d'apparat, le vêtement est d'abord une parure. Quelque cent soixante-dix costumes russes, de 1700 à 1914, ainsi que cinquante peintures (essentiellement des portraits de cour), ont été réunies au Musée Jacquemart-André. Tous proviennent du Musée de l'Ermitage à Leningrad.

Cet ancien palais d'hiver de Catherine II regroupe aujourd'hui plusieurs milliers de pièces, de la fameuse garde-robe de Pierre le Grand (300 vêtements), aux costumes populaires en toile. L'exposition nous montre les premiers comme les seconds. L'ensemble permet d'apprécier les exploits de l'art appliqué en même temps que la maîtrise de la mode russe, marquée dès le dix-huitième siècle par une occidentalisation du goût. C'est Pierre le Grand, le père de la Russie moderne, qui impose par oukases aux seigneurs russes, un costume digne de la cour de Louis XIV. Les



Costume de la tsarine Marie II Fjodorovna

femmes, jusque-là confinées dans le terrain se montrent à la cour. Les bals justifient tous les caprices : Elisabeth aurait possédé quinze mille robes... Tsarine éclairée, Catherine II invite Diderot à sa cour, correspond avec Voltaire, accueille architectes et artistes.

« Mélange de sublime et d'excès »

La mode est l'illustration brillante de cette politique d'ouverture : la pli Watteau triomphe sur les bords de la Neva. Plus tard, au dix-neuvième siècle, le couturier anglais Worth, installé à Paris, envoie chaque saison une partie de ses ouvrières à Saint-Petersbourg, pour réaliser des robes à la russe. C'est là que Paul Poiret organisera le premier défilé de l'histoire de la mode...

Mais, on s'en rend compte en visitant l'exposition, la mode

russe dépasse le phénomène de l'importation. Elle a son identité, faite d'une extravagance tout orientale, à l'image des palais aux parois couvertes de porphyre. Les plus beaux témoignages en sont ces robes de cour à traîne majestueuse, brodées d'argent, ou ces toilettes portées par les invitées de tsar Nicolas II lors du bal costumé de l'Ermitage (1903), auquel il fallait se rendre en habit du dix-neuvième. « Mélange bizarre de sublime et d'excès », selon Stephen de Pietri, commissaire de l'exposition, le goût russe se déploie encore dans ces kokotchniks, coiffes paysannes cousues à décor de perles et de verroterie. On imagine aussi l'envie du décor, les heures de patience, de travail au millimètre, le lent suicide des brodeuses, qui après dix ans devenaient aveugles.

Par-delà l'opulence, l'émotion naît de la couleur, des tabliers, des jupes de cotonnade, des ceintures tressées, des rouges, des verts vifs. Ces vêtements, dont certains ne possèdent pas d'autre richesse que la tradition qu'ils perpétuent, ont été conservés sur ordre de Léline. Rien n'est calme ici. Sans doute parce que la salle rouge des costumes populaires, comme la dernière, si poétique, avec ses robes claires baignant dans la douce agonie des années 10, restitue des personnages, héroïnes de Tolstoï ou de Tchekhov... Les costumes de l'Ermitage ont déjà fait l'objet de manifestations à Moscou, New York (Metropolitan Museum, 1974), à Londres (Barbican Center, en 1985). Mais l'originalité est liée ici aux toilettes exceptionnelles, jamais montrées auparavant, comme les costumes en brocart argenté, le tissu exclusivement réservé à la famille impériale. Parastroïka ? Pour la première fois, il a été fait mention par la direction de l'Ermitage de leurs anciens propriétaires, les Lousso-pov, Chouvalov, Stroganov, tous membres de l'aristocratie russe...

L. B.

* Costumes historiques russes, 1700-1914. Musée Jacquemart-André. Jusqu'au 31 mai.

Le redressement du commerce extérieur en février

Les exportations françaises progressent à toute allure

Le bon résultat du commerce extérieur de la France en février (500 millions de déficit après 2,6 milliards en janvier et 4 milliards en moyenne mensuelle durant le second semestre de l'année dernière) apparaît un peu trop favorable pour être considéré comme une nouvelle tendance. Il est en effet bâti sur une facture « énergie » modeste, ne traduisant pas encore la remontée des prix du brut. La clémence d'un hiver particulièrement doux aura retardé de quelques mois l'inévitable alourdissement du déficit dans ce domaine. De moindres volumes consommés auront momentanément compensé les hausses de prix. De

même, les excédents agro-alimentaires apparaissent depuis le début de l'année trop mirifiques pour être durables et risquent de se réduire d'un bon milliard de francs chaque mois à l'avenir.

Cela pour l'aspect « accidentel » du résultat de février. La réduction du déficit des échanges de produits manufacturés pourrait en revanche annoncer des temps meilleurs. D'une part, la France va nettement accroître ses livraisons d'Airbus. D'autre part — et cette remarque vaut pour l'ensemble du commerce extérieur — les entreprises françaises réussissent des per-

formances exceptionnelles à l'exportation. Les chiffres sont là pour le prouver : en janvier et février, les ventes à l'étranger se sont hissées à 94 milliards de francs mensuels, des chiffres jamais atteints, qui dépassent de plus de 10 milliards le chiffre moyen de 1988 (83 milliards).

La France profite donc largement de la forte activité mondiale. A tel point qu'on peut se demander s'il est exact — comme le pense l'INSEE — qu'elle continue à perdre des parts de marché. Débat à suivre...

AL. V.

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est nettement réduit en février, revenant — après correction des variations saisonnières — à 500 millions de francs après 2,6 milliards en janvier. Les exportations ont atteint 93,1 milliards de francs, en baisse de 1,6 % sur janvier (94,6 milliards), mais en progression de 23,9 % par rapport à février 1988. Les importations se sont inscrites, quant à elles, à 93,5 milliards de francs, en recul de 3,8 % par rapport à janvier, mais en progression de 17 % par rapport à février 1988.

En chiffres bruts, le déficit atteint 3,3 milliards de francs (après 4,9 en janvier), les exportations s'élevant à

90,8 milliards et les importations à 94 milliards de francs. Pour les deux premiers mois de l'année, le déficit cumulé atteint 3 milliards après correction des variations saisonnières et 8,1 milliards en chiffres bruts.

Le redressement du commerce extérieur de février s'explique par l'essentiel par la réduction du déficit des échanges industriels, qui revient de - 5,5 milliards à - 3,6 milliards de francs (3,5 milliards en moyenne mensuelle en 1988). Huit Airbus ont été facturés à l'exportation pour une somme de 2,8 milliards de francs. S'ajoute 1,4 milliard de francs de matériel militaire (1,6 milliard en janvier).

Autre cause du redressement de février : l'agro-alimentaire, dont l'excédent est passé de 4,6 milliards de francs en janvier à 5,1 milliards en février (+ 3,3 milliards en moyenne mensuelle en 1988).

Le déficit du poste énergie est, quant à lui, resté à peu près stable (- 5,7 milliards de francs, ce qui correspond à la moyenne mensuelle 1988 malgré la hausse des prix du brut récemment intervenus).

Par zones géographiques, les résultats de février sont moins satisfaisants. Le déficit des échanges de la France avec la CEE a atteint 6 milliards de francs, ce qui est considérable et en forte augmentation aussi bien par rapport à janvier

(- 3,1 milliards) que par rapport au déficit moyen mensuel enregistré en 1988 (- 3,5 milliards de francs). Ce mauvais résultat s'explique par une dégradation de nos soldes avec la RFA (- 5,5 milliards après - 5 milliards en janvier et - 4,2 milliards en moyenne mensuelle en 1988), conséquence d'achats massifs de biens d'équipement, et avec la Grande-Bretagne (+ 2 milliards au lieu de + 2,9 milliards en janvier).

En revanche, les résultats vis-à-vis de l'OCDE (hors CEE) sont nettement moins mauvais, le déficit revenant à 2,6 milliards de francs après - 4,8 milliards de francs en janvier et - 3,2 milliards en moyenne mensuelle 1988.

Prix de l'essence

Les pétroliers « saluent le week-end »

Les automobilistes prenant la route pour le week-end pascal ont sans doute été surpris. Les prix de l'essence, fort modérés depuis un an et qui, au début du mois ne dépassaient guère 5 francs le litre en moyenne, ont brusquement augmenté, prenant, selon les cas, 10, 15, voire 30 centimes en moins de trois semaines. L'accélération ayant été dans certains réseaux particulièrement brutale la veille du départ. Ainsi Total a-t-il majoré ses tarifs de 10 à 12 centimes jeudi 23 mars, après les avoir augmentés de 6 centimes le samedi précédent.

Les compagnies ont-elles, selon l'expression en usage dans l'administration, « salué le week-end » ? Sans doute, mais dans le désordre et avec, semble-t-il, de bonnes raisons. Car les cours internationaux, dont on ne parle plus guère, l'habitude du pétrole bon marché aidant, ont vivement augmenté depuis un mois. Sur le marché de Rotterdam, le prix de l'essence super, suivant les cours internationaux du brut, ont bondi de plus de 10 dollars par tonne du 3 au 17 mars, ce qui équi-

vaut, en francs par litre, à une hausse d'environ 7 à 9 centimes.

Or, jusqu'au début de la semaine, les grandes compagnies n'avaient pour la plupart pas répercuté complètement cette hausse. Contrairement aux grandes surfaces qui, faute de stocks, s'approvisionnent quasiment au jour le jour, et suivent donc immédiatement les fluctuations du marché international, les raffineries ont préféré réduire leurs marges pour concurrencer Carrefour, Leclerc, Auchan et les autres.

Après avoir laissé les supermarchés grignoter leurs parts de marché sans interruption depuis trois ans, au point de froier la moitié du marché français, les grandes compagnies ont depuis un mois décidé de réagir. Shell la première l'a clamé. Les autres ont suivi, de façon plus ou moins agressive selon l'état du réseau et des comptes de la compagnie. La tarification du week-end a toutefois été trop forte. La hausse, repoussée quelques jours, a donc été répercutée... d'autant plus brutalement qu'elle venait tard.

V. M.

SOCIAL

Le rejet par FO de l'accord sur le temps de travail

La CFDT se pose en interlocuteur du patronat

(Suite de la première page.)

En présentant la position de la CFDT, M. Kaspar s'est attaché à rappeler que cet « accord de méthode n'avait aucune conséquence immédiate sur la vie dans les entreprises ». Tout dépend en effet de l'attitude des branches professionnelles « qui doivent s'en saisir » pour opérer des dispositions précises. M^{me} Nicole Notat, qui a conduit la délégation cégétiste, a souligné que les résultats obtenus correspondaient aux exigences de la CFDT. L'accord définit une orientation, permet de « véritables négociations », offre une « philosophie de la modernisation » ne se limitant pas aux préoccupations économiques et sociales « l'emplacement la quantité et la qualité ». Les fédérations s'adressent « dans les jours qui viennent » aux chambres patronales pour réclamer des bilans et proposer l'ouverture de négociations. « Une initiative nationale de rentrée » aura lieu le 26 septembre avec le rassemblement des militants.

Selon l'expression de M^{me} Notat, la CFDT a fait le « pari » que cet accord porterait ses fruits avant peu et provoquerait une nouvelle dynamique dans les branches. Le CNPF aurait d'ailleurs donné l'assurance que trois fédérations patronales pourraient, avant septembre, se lancer dans des négociations. « Le

patronat est au pied du mur, il n'y a pas que nous », a fait observer M. Jean Kaspar.

De fait, le geste accompli par la CFDT constitue un tournant dans la vie sociale française, et pourrait annoncer un bouleversement dans le paysage si le ralliement de Force ouvrière se prolongeait.

La première conséquence de l'approbation du texte par la CFDT et la CGC est l'éclatement du « front uni des quatre », qui s'était progressivement mis en place à partir de la fin de l'année 1985. Les syndicats « réformistes » sont divisés, et le CNPF devra faire des efforts si, comme il le réclame, il entend défendre la politique contractuelle ou conventionnelle, avec aussi peu d'appuis syndicaux.

Ensuite — et c'est la deuxième conséquence — Force ouvrière a non seulement abandonné son rôle pivot dans les négociations, mais a donné l'occasion à la CFDT de la supplanter sur ce terrain. L'héritage laissé par M. André Bergeron à M. Marc Blondel se trouve écorné, à un moment où FO vit encore sous le choc de son dernier congrès fédéral. Toute la question est de savoir si le nouveau secrétaire général et son équipe imprimant une orientation radicalement différente à leur centrale ou si, par plusieurs gages donnés à leur majorité, ils essaient

de gagner du temps pour mieux reprendre du champ afin de se « recentrer » plus tard.

Déjà certains imaginent — troisième conséquence — que des tiraillements se produiront entre le rebelle confédéral et les besoins exprimés par certaines fédérations. Dans les branches professionnelles, des organisations de Force ouvrière pourront négocier, voire signer des accords...

Enfin, la dernière conséquence concerne la CFDT, qui n'a pas voulu se retrouver dans la situation de 1984 et, comme à l'époque, porter la responsabilité d'une politique contractuelle « enclavée ». Cette fois, elle a pris le risque, et s'offre, à peu de frais, une chance historique. Désormais, et à condition que le patronat comprenne l'enjeu, elle peut espérer tenir la place qui faisait la puissance de FO. Et elle peut utiliser ce levier, non pour jouer l'immobilisme, mais pour entreprendre un processus de modernisation. La partie engagée est décisive, car elle pourrait entraîner une recomposition. Les prochains rendez-vous seront éclairants de ce point de vue, avec les négociations avec le CNPF sur la mobilité, l'égalité professionnelle, les conditions de travail et, plus tard, le renouvellement de la convention UNEDIC.

ALAIN LEBEAUME.

REPÈRES

Epargne

Remontée aux Etats-Unis

Les revenus des ménages américains ont progressé de 1 % en février, soit beaucoup plus rapidement que ce qui était attendu (+ 0,5 %). Cette « poussée » des revenus s'explique en partie par une vive augmentation des subventions agricoles. La progression des salaires a été moins vive : + 0,8 %, contre + 1,1 % en janvier.

Les dépenses de consommation n'ont, malgré tout, augmenté que de 0,5 % en février, le taux d'épargne des ménages étant très nettement remonté : 5,9 % par rapport aux revenus nets (contre 5,4 % en janvier), soit le plus haut niveau atteint depuis trois ans.

Impôts

Taxe progressive en URSS

Le bureau politique du Parti communiste soviétique a approuvé les projets gouvernementaux d'élargir l'imposition progressive des revenus à toute l'Union soviétique, évoquant la « mise en œuvre d'une réforme fiscale visant à universaliser l'imposition, avec des impôts moins lourds sur les bas salaires et plus lourds sur les revenus plus élevés ». Un million

et demi d'employés des coopératives et des entreprises privées (soit 1 % de la population active) paient déjà une taxe progressive.

Pêche

Le médiateur a remis ses propositions à Paris et à Ottawa

M. Enrique Iglesias, le médiateur chargé d'avancer une solution sur la répartition des quotas de morue dans les eaux canadiennes et d'apaiser le conflit entre Paris et Ottawa, a fait connaître simultanément, le jeudi 23 mars, ses propositions aux deux gouvernements.

MM. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, et Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, ont annoncé que les professionnels de la pêche (essentiellement la Comapêche pour Saint-Malo et Interpêche, l'armement de Saint-Pierre-et-Miquelon) seraient reçus prochainement au ministère de la mer pour être informés du contenu du rapport de M. Iglesias. Paris fera connaître sa position dans les jours qui suivront.

Ottawa, qui veut aboutir à un accord « global » avec Paris sur toutes les questions en suspens, y compris la délimitation des frontières maritimes de la zone économique, a réservé un accueil « plutôt froid », selon plusieurs sources diplomatiques, au rapport de M. Iglesias.

Conjoncture : optimisme des Français

Les Français sont de nouveau optimistes. Autant l'enquête de conjoncture effectuée fin 1988 par l'INSEE auprès des ménages avait laissé apparaître une certaine inquiétude, autant celle de janvier traduit une réelle confiance dans des domaines aussi différents que l'inflation, l'emploi, le niveau de vie. Les 6 793 ménages qui ont répondu à l'INSEE entre le 16 janvier et le 6 février ont, par exemple, en majorité déclaré des intentions d'achat d'une automobile, en forte croissance au second semestre 1988.

Le sentiment général est que l'inflation reste contenue. De même, il n'y a plus que 43 % des ménages (contre 52 % fin 1988) à penser que le nombre de chômeurs va augmenter, tandis que 37 % des Français (contre 41 % il y a trois mois) redoutent encore une détérioration de leur niveau de vie.

● Excédent des paiements courants de la France en janvier. — La balance des paiements courants de la France a été excédentaire de 1 milliard de francs en janvier. En chiffres bruts, le déficit a été de 3,3 milliards de francs. Ces estimations du ministère des finances sont provisoires.

Une définition de la méthode

L'accord interprofessionnel comporte deux volets, l'un pour définir la méthode soumise pour les négociations de branche, l'autre pour répertorier les éléments qui participent de l'aménagement du temps de travail. Il innove peu par rapport au protocole de juillet 1981 ou à la loi Séguin de 1987, mais est précédé d'un préambule qui s'attache à établir un équilibre entre les intérêts des entreprises et les préoccupations sociales des salariés.

Dans le chapitre des recommandations, il est indiqué que la branche professionnelle « est un lieu d'élection de la politique contractuelle » et que les accords jouent un rôle d'impulsion. Il est proposé que les fédérations d'employeurs et de salariés se rencontrent « au plus tard dans les six mois » et qu'elles procèdent à un « bilan de la situation ». Au vu des résultats, elle peuvent engager des discussions et leurs accords permettront la négociation dans les entreprises, qui, le cas échéant, choisiront entre des dispositions « alternatives ».

Pour ce faire, dans les entreprises comme au niveau des branches, la négociation sera précédée d'une information et d'une discussion sur les objectifs économiques, techniques et sociaux, et les éléments d'appréciation seront mis en commun. Il est envisagé d'avoir recours aux moyens de l'analyse prospective qui pourraient être fournis avec le concours des pouvoirs publics.

Si les formes d'aménagement se traduisent par des

contraintes, celles-ci donneront lieu à des contreparties, une attention particulière étant portée à la situation des cadres. La formation professionnelle « constitue l'instrument privilégié » pour élever le niveau de compétence rendu nécessaire.

Dans le chapitre qui recense les formes d'aménagement possibles, la principale indication concerne le travail en continu (par équipes successives, toute la semaine, sans interruption la nuit ou le dimanche). Plus restrictif que la loi Séguin, le texte précise que cette possibilité « ne pourra être prévue que par des accords de branche étendus et dans les activités dont les caractéristiques économiques et l'environnement concurrentiel requièrent, au regard des intérêts fondamentaux des entreprises, le recours à ce mode d'organisation, et s'il apparaît (...) qu'il n'existe aucune autre forme d'organisation du temps de travail susceptible d'assurer l'avenir dans de meilleures conditions à la fois pour les salariés et l'entreprise ». Dans ce cas, la durée moyenne hebdomadaire ne pourra excéder les trente-cinq heures sur l'année.

Les majorations pour heures supplémentaires pourront être remplacées par d'autres contreparties, dont « la réduction du temps de travail sous toutes ses formes ». Enfin, le travail à temps partiel et le travail intermittent sont cités parmi les formes d'aménagement, étant précisé que les droits doivent être les mêmes que pour les travailleurs à temps complet.

Dissidence chez les dockers de Calais

La zizanie ébranle la communauté des quelque quatre-vingt dockers de Calais. L'affaire couve depuis plusieurs mois, mais elle a éclaté au grand jour au début de la semaine.

A Calais, premier port français de voyageurs, comme dans tous les ports, les dockers sont tenus en main par la toute-puissante fédération CGT des ports et docks, elle-même constituant un Etat dans l'Etat de... M. Krasnicki. Un travailleur portuaire qui refuse longtemps de prendre sa carte de la CGT s'aperçoit vite que lui sont réservés les travaux ou les palanques les moins rémunérateurs.

Or, voilà que dans la ville des six bourgeois quatre dockers viennent de faire dissidence du syndicat, et même d'attaquer en justice le syndicat CGT. Altérations, voies de fait, plaintes, lavage du linge sale syndical non en famille mais sur les quais. Depuis le début de la semaine, le leader de l'offensive anti-CGT s'est enchaîné aux grilles du palais de justice et fait la grève de la faim.

Soutenu par la CFDT, il veut casser le monopole et l'hégémonie de la CGT, qui décide de tout, y compris de l'embauche des dockers — par le biais de contremaîtres tous acquis à la CGT, — à la place des entreprises de manutention elles-mêmes. Pour les cinq entreprises en question, la situation est intenable : si, en vertu d'accords paritaires de 1963 qui instituent un tour de rôle pour chacun des quatre-vingt dockers, elles embauchent les trois ou quatre

« moutons noirs », immédiatement la CGT ordonne l'arrêt total du port (ce qui a été effectivement le cas jeudi 23 mars) ; si elles cèdent aux pressions de la CGT, elles risquent de se faire condamner pour discrimination et atteinte à la liberté du travail pour tous.

L'affaire prend à Calais une dimension politique particulière, car le secrétaire du syndicat CGT des dockers est aussi conseiller municipal (le maire, Jean-Jacques Barthe, appartenant au Parti communiste) et président du tribunal des prud'hommes.

Mais la dissidence des dockers de Calais est suivie avec intérêt dans tous les ports, notamment à Dieppe, Sète, Marseille, où ont eu lieu des tentatives similaires pour introduire un coin dans la citadelle portuaire de la CGT.

F. Gr.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ÉCONOMIE



Institut Franco-Ibérique de la Communication
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne

présente le

COLLOQUE EUROPEEN

Bayonne-Biarritz

MANAGER
ET/OU
COMMUNIQUEUR

Vendredi 21 et samedi 22 avril 1989

Allocution d'ouverture : Alain MINC

Au programme

- Les images de l'entreprise : l'externe et l'interne
- Les réseaux télématiques en entreprise
- Faut-il structurer la communication d'entreprise ?
- Existe-t-il un management européen ?

Renseignements :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne BP 115 -
64102 Bayonne Cedex - Tél. : (16) 59-25-75-75 poste 447.
CNRS - IRESCO - Tél. : 40-25-11-90.

Avec la participation du journal **Le Monde**

Économie

AFFAIRES

La création de la SFR

Une société privée concurrencera France-Télécom dans le radiotéléphone

Pour la première fois de leur vie, les Français désirant s'abonner au radiotéléphone auront le choix entre le public et le privé. A compter du 30 mars, la Société française du radiotéléphone va concurrencer France-Télécom. C'est une brèche dans le monopole des PTT — et une petite révolution. Elle ne règlera pourtant pas la pénurie.

La naissance de la Société française du radiotéléphone (SFR), filiale de la Générale des eaux, et son apparition sur le marché hexagonal du radiotéléphone sont un héritage de M. Gérard Longuet, le précédent ministre des PTT. Libéral, il avait plaidé pour un assouplissement du monopole des PTT et l'introduction d'une plus grande concurrence dans les télécommunications. Autant d'idées venues des États-Unis, à la suite du démantèlement d'ATT et de l'avènement du capitalisme. Devant les difficultés sociales et politiques soulevées par ses projets, M. Longuet avait dû limiter ses ambitions (se contentant d'ouvrir quelques « chantiers de liberté » : apparition de Télédiffusion de France (TDF) dans le « paging » — ces petites machines portables à la ceinture qui permettent de recevoir un message alphabétique et que l'on se trouve — et surtout, autorisation donnée à un groupe privé de se lancer dans le radiotéléphone. Après un appel d'offres, la Générale des eaux fut retenue et créa donc une filiale, la SFR, portée sur les fonds baptismaux en mai 1988 (le Monde du 2 mai 1988).

Une fois la Générale des eaux retenue comme opérateur, en décembre 1987, il a fallu tout inventer : trouver les locaux ayant une hauteur sous plafond de 4 mètres pour loger les gros antennes-relais, s'entourer d'une équipe, monter une société d'exploitation, réunir un tour de table d'actionnaires, faire la chasse aux points hauts sur lesquels planter les antennes (siège plus compliqué qu'attendu), faire toutes les installations et les mises au point nécessaires... les quinze mois ouverts par le cahier des charges auquel est soumise l'entreprise n'étaient pas de trop. Pourtant, le pari a été gagné : le 30 mars, un deuxième service de radiotéléphone existait en France à côté du Radiocom 2000 offert par France Télécom (l'administration des PTT).

Concrètement, l'apparition de la SFR dans les télécommunications hexagonales devra demander un petit effort d'adaptation aux Français : contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, par exemple, ils ne sont pas habitués à s'adresser à d'autres opérateurs que leurs habituels PTT. Désormais, ils souscrivent un abonnement auprès de la SFR, c'est à elle — et non plus aux PTT — qu'ils régleront leur facture. En revanche, ils passeront par des intermédiaires (les distributeurs agréés) pour acheter leur appareil.

Les Parisiens seront les premiers à pouvoir s'abonner au nouveau système car le service ne sera ouvert sur toute la France qu'en 1991. En fait, compte tenu des contraintes techniques (également rencontrées

par le Radiocom 2000) 85 % du territoire sera couvert. Les abonnés devront pour cela acheter un mobile (une vingtaine de milliers de francs), comme ils le font aussi pour le Radiocom 2000, acquitter des frais de mise en service (237,50 F TTC) et un abonnement qui pourra être (national 593 F) ou provincial 296,50 F). Ces sommes seront minorées tant que le service ne couvrira pas toute la France. Ensuite, leur facture gonflera en fonction de l'importance des coups de fil : pour établir ses tarifs, la SFR a divisé la France en vingt-six régions et fait la distinction entre les appels reçus (ou passés) dans ou hors de chaque région.

Pénurie jusqu'en 1991

Contrairement au Radiocom 2000, qui applique le même tarif quel que soit l'éloignement des interlocuteurs, la SFR réintroduit donc la notion de distance dans ses prix. Mais comme elle (et contrairement à ce qui se passe dans le téléphone fixe ordinaire), elle fait payer l'appelant et l'appelé celui-ci dispose néanmoins d'un délai de grâce de 15 secondes s'il ne veut pas prendre son correspondant (cette période étant limitée à cinq minutes par mois). Finalement, le prix à la minute variera entre 2,32 F TTC et 3,40 F (tarif de base). Les responsables de la SFR pensent être un peu moins chers que Radiocom 2000 pour les communications à l'intérieur d'une même région et un peu plus chers dans l'inter-région. En outre, des modulations horaires sont prévues (heures creuses, de pointe, samedi...).

Un gros effort a été fait pour la qualité des communications : elles ne seront pas interrompues même lorsque l'automobile se déplace. C'est aussi dans un souci de qualité que la SFR proposera d'autres services à l'usager comme l'accès à des opératrices, les renvois d'appel, la facturation détaillée.

L'ouverture d'une nouvelle bande de fréquences permettra à cent mille personnes supplémentaires de s'abonner. Les Lyonnais, les Marseillais, les Lillois et les Niçois pourront le faire avant l'été. La SFR table sur neuf mille abonnés en 1989 et prévoit qu'il dépasseront en régime de croisière quelque 100 000 F par an chacun. Reste que ce nouveau système ne permettra de combler que très partiellement le retard de la France en radiotéléphone, dû à la pénurie de fréquences disponibles : le taux d'équipement n'est que de 1,2 pour mille dans l'Hexagone, contre 2,5 aux Pays-Bas, 6,1 en Grande-Bretagne et... 22,8 pour mille en Scandinavie (le Monde économique du 26 juillet 1988). Les candidats français au radiotéléphone, qui rongent leur frein pendant des mois avant d'obtenir leur abonnement en raison de la pénurie de fréquences, devront encore attendre jusqu'en 1991 et la naissance d'un système fonctionnant dans toute l'Europe avant d'être tout servis.

FRANÇOISE VAYSSE.

EN BREF

● Le gouvernement américain favorable à l'OPA de Minoro sur Consolidated Gold Fields. — Après les succès successifs de la Commission britannique des monopoles et fusions (MMC), et de la Commission des Communautés européennes, et en Afrique du Sud de la South African Competition Board, Minoro vient de franchir un dernier obstacle réglementaire dans sa tentative d'OPA de 3,2 milliards de livres (33 milliards de francs) sur Consolidated Gold Fields. Le gouvernement américain a autorisé cette opération de rachat du groupe minier en suivant ainsi, jeudi 23 mars, l'avis favorable du Committee on Foreign Investment (CFIUS). Le seul obstacle restant demeure le contentieux en cours devant les tribunaux de ce pays et la confirmation récente par la cour d'appel de New-York, d'interdire l'acquisition des actions Gold Fields au-delà d'une participation de 30 % (le Monde du 25 mars).

● Benetton rachète Nordica. — Edizione, le holding financier de la famille Benetton, a annoncé qu'il avait racheté à la famille propriétaire la fabricant de chaussures de ski Nordica. Nordica, qui détient, selon Benetton, 27 % du marché mondial, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 250 milliards de lire (1,15 milliard de francs) et un bénéfice de 30 milliards de lire (138 millions de francs).

● Ferruzzi (Lesieur) veut acquérir Carapelli, leader italien de l'huile d'olive. — Le groupe Ferruzzi, qui contrôle déjà Lesieur et la société espagnole Koipa, va devenir le numéro un européen des huiles alimentaires en acquérant la société italienne Carapelli, leader de l'huile d'olive vierge dans la péninsule. Le groupe Ferruzzi a annoncé le 24 mars qu'il avait signé un accord préliminaire avec les actionnaires pour l'acquisition de la totalité du capital de Carapelli pour un prix de 198 millions de francs. Cette acquisition permettra au groupe, qui contrôle déjà 28 % du marché français et 23 % du marché espagnol, de contrôler au total environ 20 % du marché européen des huiles.

● Suntory autorisée à reprendre la maison de Cognac Louis Royer. — Le gouvernement français a finalement autorisé le groupe japonais Suntory, spécialisé dans les boissons, à reprendre le contrôle de la société Louis Royer. Ce rachat, annoncé il y a deux ans, avait suscité des craintes dans la région de Cognac car Louis Royer, en dépit de sa taille relativement modeste (soixante-trois salariés, 100 millions de chiffre d'affaires), est spécialisé dans la vente en gros de cognac prêt à être embouteillé et vendu sous d'autres marques. Suntory, deux cent cinquante fois plus gros, était d'ailleurs l'un des premiers clients de la société française.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 20 au 24 mars

Face de carême

DÉBUT de printemps calme rue Vivienne où les quatre séances ont été, dans l'ensemble, décevantes d'intérêt. A la veille de la trêve pascale de quatre jours, la Bourse était fermée traditionnellement le vendredi saint, la prudence était de mise, d'autant que le bilan est peu attrayant. Tout d'abord, le terme de mars, clos mardi, s'achève sur un solde négatif (-0,66 %) portant à deux le nombre de liquidations mensuelles perdantes depuis le début de l'année. Quant à l'indice CAC, au terme de cette semaine, il se déprécie de 1,1 % en s'inscrivant à 441,1. Même si, de l'avis général, le marché a plutôt bien résisté et s'est repris après la forte secousse du vendredi 17 mars, due à la publication de l'indice des prix de gros américains de février, les investisseurs restent sur leur réserve, ayant été échaudés par les réactions brutales à la moindre annonce.

Ce fut une nouvelle fois le cas mardi avec le chiffre des prix de détail aux États-Unis. Meilleur que prévu, il entraîna un renversement de la tendance et tira momentanément les places financières de leur morosité. A Paris, l'indicateur instantané redevenait positif et gagnait 0,36 %. Toutefois, cette avance s'effrita progressivement au fil des jours, en même temps que le volume d'activité, pour se maintenir à +0,32 % à la veille de cette longue pause. Les craintes d'une possible stagnation, c'est-à-dire d'une hausse de prix accompagnée d'un ralentissement de la croissance outre-Atlantique, pèsent sur les décisions.

Et pourtant « le marché français repose sur des bases saines », ne cessent de répéter de nombreux analystes financiers ou se référant aux excellents résultats des sociétés et, depuis vendredi, à la contraction du déficit commercial ramené de 2,5 milliards de francs en janvier à 500 millions de francs en février. Après ces semaines troubles, ils s'excitent pas, hors circonstances exceptionnelles, une nouvelle hausse des cours. L'indice CAC pourrait alors retrouver son plus haut niveau historique, atteignant celui enregistré dans les 26 mars 1987 (460,4), et approché le 3 février.

Nouvelles introductions

Par ailleurs, le regain d'intérêt pour la Bourse observé depuis plusieurs semaines se confirme avec la poursuite des augmentations de capital et le succès des introductions sur le second marché. La Compagnie générale des eaux collectera ainsi 3 milliards de francs, et Valeo 800 millions de francs par l'intermédiaire d'ORSA (obligations à boni de souscription d'actions). Sur le second marché, l'introduction d'Idianova, reportée une première fois en raison du fléchissement de la prime à la forme d'une offre publique de vente (OPV) au prix de 138 F. Les ordres ont été servis à concurrence de 3,54 %. La demande dépassait les 5 millions de titres pour 183 740 propositions. Engouement analogue pour Delta Protection, où l'admission a été reportée au 29 mars. Elle se fera

sous la forme d'un OPV au prix de 125 F. Sur le marché officiel, la Dai-ichi Kangyo Bank a été bien accueillie mercredi. Pour son arrivée à Paris, la première banque mondiale a inscrit un cours de 169,50 F.

A côté de ces nouveaux arrivants, quelques valeurs se sont distinguées. A commencer par la SCOA. La firme de négoce international est portée par de multiples rumeurs. Après l'évocation récente d'un renforcement éventuel de Bolloré, vite démenti, le groupe anglais Lombaro est présenté comme l'acheteur potentiel.

La semaine aura aussi été marquée par la reprise des cotations d'Assolant-Rey après l'accident des poutres publiques à l'OPA d'intermédiaire Paper. Lundi, à la surprise générale, près de 48 % du capital du groupe papeterie changeaient de mains en quelques heures au prix de 675 F, celui même décidé pour l'offre d'achat. Du jamais vu dans l'histoire boursière. Le conseil des Bourses de valeurs, en accord avec la COB, décidait de suspendre les cours « afin qu'une information vérifiée soit mise à la disposition du public ».

Jedii, un communiqué révélait que l'acquéreur principal n'était autre que l'industriel même de l'offre, l'Américain International Paper. Il aurait ainsi acheté 1,5 million de titres limit, soit 46,09 % du capital. Mais aucune explication n'était fournie sur les motifs de cet achat subit. Pourquoi être allé si vite alors que l'OPA avait été agréée ? Pour contraindre une éventuelle contre-offensive ? Quel qu'il soit, les cotations reprendront dès le 28 mars. Un autre accord s'est également matérialisé, permettant à Intertechnique de céder sa filiale informatique IN2 à Siemens. Le groupe allemand reprend donc 51,70 % du capital et se portera acquéreur, dès le 3 avril, de tous les titres présentés à la vente au prix de 315 francs, dans le cadre d'une procédure de maintien des cours.

Enfin, jeudi, les cotations de Pechelbron et de sa filiale PFA (Préserveur foncière assurances) ont été suspendues dans la perspective, pour le groupe Worms, de constituer un pôle d'assurance en représentant Athina. Les parités d'échange retenues pour cette absorption sont d'une action Pechelbron pour deux titres PFA apportés à l'offre. Nul doute que les liquidateurs de l'offre, dans la rédaction de leur note d'information, tiendront les leçons des erreurs de Dumenil-Leblé et de CERUS avec la COB. Car la Commission, après deux mois d'études, a finalement accordé son visa à l'offre publique d'échange lancée par CERUS sur Dumenil-Leblé en l'assortissant d'importantes réserves. Elle va même jusqu'à rappeler aux détenteurs de titres qu'ils peuvent révoquer leurs ordres : « Nous ne sommes pas là pour juger de la bonté d'une opération, mais pour vérifier que l'information donnée soit objectivement suffisante pour l'actionnaire », rappellent les gendarmes de la Bourse.

DOMINIQUE GALLOIS.

Dumenil-Leblé se défend d'avoir lésé La Mondiale

La banque Dumenil-Leblé, assignée devant le tribunal de commerce de Paris par la compagnie d'assurances La Mondiale pour préjudice subi à l'occasion d'opérations de gestion sur la SICAV France Finances Opportunités (FFO), a pris la forme d'une offre publique de vente (OPV) au prix de 138 F. Les ordres ont été servis à concurrence de 3,54 %. La demande dépassait les 5 millions de titres pour 183 740 propositions. Engouement analogue pour Delta Protection, où l'admission a été reportée au 29 mars. Elle se fera

réunir le 17 novembre 1987, auquel La Mondiale était représentée, a conduit à une décision de cession du titre SGB.

Si Dumenil a acheté les titres cédés, « cette acquisition a été motivée par le souci de Dumenil-Leblé de remplir les obligations résultant de son rôle de garant de l'augmentation de capital de la SGB, d'autant que Dumenil-Leblé était à l'époque le premier actionnaire ».

« La décision de CERUS de lancer une OPA sur la SGB, annoncée le 13 janvier 1988, n'a été prise par les responsables de CERUS que dans le courant de la première quinzaine de janvier 1988. Dumenil-Leblé n'en a été informé qu'à cette date ». Selon le communiqué, enfin, « ce litige n'est pas, en tout état de cause, susceptible d'affecter de façon substantielle les résultats ou la situation financière de la société ».

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	20 mars	21 mars	22 mars	23 mars	24 mars
RM	2 312 639	1 694 866	1 433 317	—	—
Comptant	—	—	—	—	—
R. et obl.	6 522 207	5 479 177	8 106 294	—	—
Actions	149 190	127 101	317 606	—	—
Total	8 984 036	7 301 144	9 857 217	—	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1988)

	20 mars	21 mars	22 mars	23 mars	24 mars
France	103,7	104,7	104,7	—	—
Étrangers	107,4	106,9	107,5	—	—

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

	(base 100, 31 décembre 1988)			
Tendance	102,2	103,1	103,2	103,5
Indice gén.	436	436,2	442,4	441,1
Indice CAC 40	1 603,37	1 622,87	1 621,85	1 624,73
Indice OMF 50	451,92	458,19	458,42	459,64

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Pessimisme
Wall Street, qui avait chancelé, vendredi 17 mars, sous le coup de la forte hausse des prix de gros, a tenté sans grande conviction de reprendre le dessus dans le courant de la semaine, avant de succomber à la crainte d'une récession. L'indice Dow-Jones des valeurs industrielles est tombé jeudi sous la barre des 2 250 points pour terminer cette semaine, écourtée par le congé du vendredi saint, en retrait de 49,10 par rapport au vendredi précédent. Le baromètre de la Bourse clôture ces quatre séances à 2 243,04 contre 2 292,14. Des nouvelles statistiques américaines pour février, qui auraient dû calmer les inquiétudes sur une relance de l'inflation et sur une hausse des taux d'intérêt, ont au contraire troublé. Certains redoutent que la Réserve fédérale (FED), dans ses efforts pour combattre la hausse des prix, ne renonce les taux et ne pousse l'économie dans la voie de la récession.

	Cours 17 mars	Cours 23 mars
Alcoa	58 1/4	57 3/4
AT&T	31 5/8	31 3/8
Boeing	65 1/2	65
Chase Man. Bank	34 5/8	34 5/8
De Post de New York	101 1/8	100
Eastman Kodak	45 1/4	44 3/4
Exxon	44 7/8	44 1/2
Ford	48 1/2	48 3/8
General Electric	45	43 7/8
General Motors	84	82
Goodyear	45 3/4	45 1/4
IBM	109 3/8	109 1/2
ITT	51	51 1/8
Mobil Oil	49 7/8	49
Pfizer	56 7/8	57 1/8
Schlumberger	37 1/8	37
Texas	53	52 7/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	115 1/4	113 1/4
US Steel	38	38 1/2
USX	31 1/8	30 1/2
Westinghouse	53 1/8	52 1/2
Xerox Corp.	59 7/8	59

LONDRES

Baisse irrégulière
Deuxième semaine consecutive de baisse à l'International Stock Exchange, où l'indice Footsie a débuté en repli de 16,1 points par rapport au vendredi précédent à 2 057. L'annonce mardi d'une hausse des prix de détail aux États-Unis légèrement inférieure aux prévisions et celle, jeudi, d'une augmentation de 0,7 % des prix britanniques en février ont rassuré les investisseurs, qui craignent un relèvement des taux. Mais le marché a été secoué par différentes nouvelles comme l'interdiction, par la Commission des monopoles, de l'OPA lancée en octobre par l'australien Elders sur Scottish and Newcastle et par la chute du titre Consolidated Goldfields, suite à un arrêt d'une cour américaine bloquant l'OPA lancée par Minoro.

	Cours 17 mars	Cours 23 mars
Beecham	567	560
Bovater	475	481
BP	292	289 1/2
Chas. & Co.	489	489
Comptons	297	295
De Beers (*)	14 3/8	14 15/16
Free Gold (*)	8 7/16	8 3/8
Glaxo	12 1/2	12 1/2
GLS	15 11/16	15 1/2
ICI	11 11/16	11 13/16
Reckitt	668	653
Shell	380	384 1/2
Unilever	540	526
Vickers	188 1/2	190
Warren	39 25/32	39 25/32

(*) En dollars.

FRANCFORT

Déçapement
La peur d'une reprise de l'inflation et d'une hausse des taux a hanté de nouveau la Bourse de Francfort. En recul de 2 % en moyenne par rapport à la semaine précédente, les valeurs n'ont retrouvé leur calme qu'à l'approche du week-end.

	Cours 17 mars	Cours 23 mars
ABG	212	210,50
BASF	286,70	286
Bayer	285,20	286,50
Commerzbank	244,50	244,50
Deutschebank	510,80	504,80
Hoechst	296,60	295,40
Kasseler	627	625
Mannesmann	229	226
Siemens	534,40	533,50
Volkswagen	345	341

TOKYO

Vif repli
Le Kabuto-Cho a connu une vive baisse dans un marché calme dominé là aussi par les craintes inflationnistes, à quelques jours de la clôture de l'année fiscale (le 31 mars) et de règlement mensuel de mars, lundi.

Le titre le plus affecté a encore été NTT, qui a chuté à son plus bas niveau jamais atteint.

Indice du 24 mars : Nikkei, 31 568,52 (contre 32 021,01) ; Topix, 2 373 (contre 2 419,59).

	Cours 17 mars	Cours 24 mars
Akai	695	681
Bridgestone	1 240	1 330
Casio	1 540	1 680
Fuji Bank	3 680	3 590
Honda Motor	1 870	1 850
Mitsubishi Electric	2 450	2 480
Mitsubishi Heavy	1 960	1 950
Sony Corp.	6 690	6 690
Toyota Motors	2 490	2 580

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un modèle d'ingénierie financière

L'actualité sur les marchés financiers internationaux est aux titres subordonnés perpétuels, ou, comme on les qualifie plus prudemment de façon officielle, « à durée indéterminée » (TSDI). De nombreuses entreprises françaises s'intéressent de très près à cette solution, et la transaction dont le groupe PSA (Peugeot) vient de révéler le contour apparaît à bien des égards comme un modèle d'ingénierie financière.

Il s'agit d'une opération à caractère tout à fait privé portant sur un montant équivalent à 1,7 milliard de francs suisses, dans laquelle un seul investisseur intervient : le Crédit national. Bien que perpétuels, les titres ont pour le prêteur une durée précise. Cela correspond à une pratique habituelle pour ce genre de transaction qui consiste pour le débiteur à s'acquitter, au-delà d'une certaine échéance, du versement des intérêts, en contrepartie d'un règlement forfaitaire à l'émission. En ce qui concerne la transaction de Peugeot, l'échéance se situera à la fin du mois de février 1997.

Ce type de transaction est éminemment compliqué. Aussi n'est-il pas surprenant que seul un faible nombre d'européens soient à même d'en assurer le montage. Dans le cas qui nous intéresse, l'affaire se double d'une opération qui permet à Peugeot d'éteindre une dette contractée antérieurement auprès du Crédit national, ce même organisme qui vient de souscrire les nouveaux titres perpétuels. Le groupe automobile de Sochaux emploie à ce sujet l'expression américaine de « legal defeasance ». Le mot « legal », dans ce contexte, signifie que le prêteur a donné son consentement à l'extinction de la dette. A cette fin, une société tierce a été constituée en France ; la dette en question lui a été transférée, et la société nouvelle a été dotée des moyens d'en assurer le service et le remboursement. C'est à ce niveau qu'interviennent les TSDI décrits ci-

dessus car leur profil est calculé de façon à répondre aux engagements liés à la dette initiale.

Pour le débiteur, en l'occurrence PSA, l'opération présente des avantages certains. Non seulement elle lui permet d'amortir un prêt, mais encore, dans la mesure où les titres subordonnés sont considérés comme des fonds propres, elle a un impact sensible sur son bilan, améliorant ses ratios. Il est probable que s'y ajoute un avantage fiscal ; on le soupçonne en tout cas, comme on le fait à l'occasion de toute émission de titres perpétuels subordonnés, depuis le lancement, l'été dernier, de ceux de Rhône-Poulenc (voir *Le Monde* daté 17-18 juillet 1988).

Pour le Crédit national, le prêteur, l'avantage est tout aussi évident car le rendement que lui procurent les nouveaux TSDI est indubitablement supérieur à ce que pouvait lui rapporter le prêt original. Le caractère subordonné des TSDI impose une rémunération élevée.

Dévoilée dans ses grandes lignes par le groupe PSA, qui demeure dans l'ensemble fort discret, l'opération est de celles qui retiennent tout

particulièrement l'attention. C'est à notre connaissance la première fois, tout au moins en France, que la technique de la *defeasance* est associée à l'émission de titres perpétuels subordonnés. La solution pourrait intéresser d'autres entreprises industrielles ou commerciales, et l'impact qu'il faut en attendre sur le bilan est de nature à éveiller l'intérêt des actionnaires. L'ensemble de la transaction PSA a été arrangé par la banque J. P. Morgan.

Quant aux établissements bancaires, l'attrait d'émettre des TSDI apparaît plus nuancé. Ce qui est en cause, c'est la possibilité d'accroître de cette façon les fonds propres. Si les banques pouvaient par ce biais obtenir des fonds directement assimilables aux fonds propres sous leur forme la plus pure, capital et réserves, il faudrait s'attendre à voir le marché des capitaux rapidement inondé de transactions de ce genre. Les experts chargés de régler cette question sur le plan mondial, dans le cadre de la Banque des règlements internationaux, à Bâle, n'ont apparemment pas donné leur feu vert à une telle assimilation.

Un euro-emprunt indexé sur le seul Pibor

Sur le marché des euro-obligations offertes publiquement, une opération à caractère novateur vient de voir le jour. C'est un emprunt de 400 millions de francs français, à taux variable, de huit ans, émis pour le compte d'un débiteur de qualité, la société Ners, centrale nucléaire européenne à neutrons rapides, dont le capital est détenu à 51 % par Electricité de France. L'intérêt qu'il rapporte est composé de l'ajout d'une marge de 0,10 % au taux interbancaire offert à Paris (Pibor). Aucune référence n'est faite au Libor, le point de repère normalement utilisé sur l'euro-marché, dont l'existence et celle de Londres. L'indexation sur le seul Pibor parisiens a été rendue possible par la suppression du contrôle des

changes en France. L'opération, placée sous la direction de la Société générale et syndiquée de façon vraiment internationale, a bénéficié d'un très bon accueil de la part des investisseurs.

En unités de comptes européennes, les émissions à coupons d'intérêt très élevés qui laissent au débiteur le choix du remboursement en ECU ou une autre monnaie ne sont plus en vogue. On se prépare dans ce compartiment à l'événement que constituera la première émission de l'Etat français en ECU. Cet emprunt pourrait voir le jour très prochainement, et la souscription pourrait être ouverte en avril.

CHRISTOPHE VETTER.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'étain retrouve la cote

La banqueroute du conseil international de l'étain (ITC) en octobre 1985 et la crise qui suivit ne sont plus que de mauvais souvenirs. Aujourd'hui, l'étain, autrefois malouin, se refait une nouvelle image. Sur le marché libre européen, la tonne au comptant s'est traitée à 5 175 livres sterling en fin de semaine contre un cours moyen de l'ordre de 4 000 livres au début de l'année. Si ce prix est encore loin des niveaux atteints avant 1985 (plus de 8 000 livres la tonne), il n'en représente pas moins une performance remarquable quand on sait que les cours de l'étain étaient retombés à 3 500 livres au plus fort de la dépression.

L'engouement actuel pour les non-ferreux y est sans doute pour quelque chose, mais cette fermeté est principalement le résultat d'un assainissement du marché obtenu grâce aux efforts de concertation de l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) (1). En deux ans, l'ATPC, qui a convaincu ses membres de réduire leurs exportations, a réussi à ramener les stocks mondiaux de 73 000 à environ 38 000 tonnes. De mars 1987 à mars 1988, l'Association avait décidé de limiter ses ventes à 96 000 tonnes et n'avait finalement exporté que 85 100 tonnes. L'année suivante, le contingent avait été porté à 101 900 tonnes. Pour la période entamée ce mois-ci, le quota global a été relevé à 106 400 tonnes.

Dans le même temps, deux pays non membres de l'ATPC (la Chine populaire et surtout le Brésil, aujourd'hui devenu le premier producteur mondial) ont dans l'ensemble respecté leur promesse de ne pas

noyer le marché. Pour la période annuelle en cours, leur part de marché a été respectivement fixée à 10 000 et 31 500 tonnes.

Le London Metal Exchange (LME), la première Bourse mondiale des métaux non ferreux, qui avait suspendu les transactions sur l'étain au lendemain de la faillite de l'ITC, songe d'ailleurs maintenant à reprendre ses cotations, qui pourraient intervenir dès le 1^{er} juin prochain.

Un succès menacé

Il est vrai que les responsables du LME viennent d'être blanchis par la justice britannique à l'issue d'un procès qui leur était intenté par la firme américaine Shearson Lehman pour leur attitude lors de la crise d'octobre 1985. Du fait de la fermeture du marché, nombre de transactions n'avaient pu être dénouées, ce qui avait entraîné des pertes importantes pour les intervenants. Mais les juges britanniques ont estimé que la suspension des cotations était la seule décision à prendre au moment de la débâcle.

A peine sorti de l'ornière, l'étain est à nouveau menacé, victime de son succès. En effet, la fermeté des cours et le manque de métal disponibles commencent à susciter certains appétits de devises fortes et pour-

raient sonner le glas de la solidarité des membres de l'ATPC. Un responsable malaisien remarquait ainsi récemment que la limitation des exportations était devenue « superflue ». Certains observateurs estiment, en outre, que les stocks mondiaux pourraient avoir été surévalués.

Le fait est que le dynamisme de la demande des consommateurs industriels s'est soldé par une forte contraction des réserves européennes qui ne représentent actuellement que 2 500 tonnes, soit le plus bas niveau enregistré depuis dix ans. Toutefois, les sites miniers ne manquent pas. La Malaisie, deuxième producteur mondial, possède, par exemple, une myriade de petites unités d'extraction (essentiellement dans les carrières à gravier). Actuellement, deux cent vingt et une mines de ce type sont opérationnelles, mais il y a encore trois ans il y en existait plus de mille.

Dans ce contexte, la réunion des pays membres de l'ATPC, le 10 avril prochain à Kuala-Lumpur, revêt une importance toute particulière. La question de la hausse des cours et des moyens de la gérer sera, bien entendu, au centre des débats. Reste à savoir si la raison l'emportera sur l'appât du gain.

ROBERT RÉGIER.

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thaïlande et Zaïre.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 mars 1989
Nombre de contrats : 52 904 estimés.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	Déc. 89
Premier	—	—	—	—
+ huit	105,90	104,98	104,82	—
+ six	105,58	104,72	104,70	—
Dernier	105,70	104,78	104,72	—
Compensation	105,70	104,78	104,72	104,38

Masse monétaire

Croissance moins vive que prévu en 1988

La Banque de France, qui avait fixé une fourchette de croissance de 4 % à 6 % pour la masse monétaire française, a finalement annoncé que l'agrégat M2 (billets, dépôts à vue et sur livret) avait augmenté, l'an dernier, de 3,8 % seulement, contre 4 % en 1987. De même, l'agrégat M3 (M2 plus les bons de caisse et les certificats de dépôt négociables) a progressé à un rythme plus lent que l'année précédente (6,8 % contre 9,1 %). Cependant, l'agrégat

« crédit intérieur total », qui compile l'ensemble des crédits aux entreprises et aux particuliers, a progressé au cours des onze premiers mois de l'année de 11,6 %, contre 10,7 % en 1987.

Pour l'année en cours, la fourchette d'augmentation de M2 a été maintenue à 4 % à 6 %, et les autorités monétaires ont affirmé leur volonté de surveiller étroitement la croissance des agrégats larges.

DEVICES ET OR

Glissement du franc suisse

Touristes français qui aimez les séjours en Suisse, réjouissez-vous : les cours de la devise de ce pays ont accéléré leur glissement cette semaine, retombant à Paris à moins de 3,90 francs, pour la première fois depuis décembre 1986. Ce glissement, tout relatif certes, mais assez remarquable malgré tout, s'est effectué essentiellement vis-à-vis du mark, coté 87 centimes à Zurich, en hausse de 2 % depuis quinze jours et de 4 % depuis le début de l'année, s'écartant nettement de sa marge de fluctuation depuis cinq ans, entre 80 et 85 centimes.

Un véritable événement dans une semaine moins agitée et, surtout, moins active que la précédente, à l'approche du long week-end pascal.

L'érosion du franc suisse, on l'a vu, n'est pas tout à fait récente, provoquée par une série de facteurs dont le moindre n'est pas le gonflement d'une inflation longtemps maintenue à 1 % ou 2 % par an mais qui, de 1,4 % en 1987, est passée à 1,9 % en 1988 et pourrait atteindre 3 % en 1989, avec un rythme annuel porté même à 4,8 % depuis le 1^{er} novembre dernier.

Comme les taux d'intérêt helvétiques restent relativement bas, 4 % pour le taux d'escompte et 6 % pour celui des avances sur titres, le rendement réel des placements en francs suisses est maintenant plus faible que celui des placements en marks, en florins et en francs français. En outre, la croissance de la masse monétaire a été forte dans la patrie de Guillaume Tell 11,4 %.

Certes, l'industrie helvétique est en excellente santé, avec un chômage inexistant (20 000 personnes), mais les autorités monétaires de ce pays peuvent craindre une perte de compétitivité à l'exportation des entreprises suisses, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, principal client. Comme ces autorités ne sont pas disposées à durcir leur politique du crédit pour lutter contre une inflation

désormais plus forte, ainsi que l'a confirmé cette semaine M. Hans Meyer, le vice-président de la Banque nationale suisse, on en déduit, à juste titre, qu'elles laisseront volontairement glisser la monnaie nationale de 10 % au total entre le début de 1989 et le début de 1993, avec un mark montant à 90 centimes.

A Zurich, un tel phénomène peut évidemment préoccuper les milieux financiers, mais, en revanche, il réjouira les milieux industriels. Quant aux touristes, nous l'avons déjà dit, ils s'en réjouiront aussi, sauf si les prix intérieurs montent trop sur les bords du lac des quatre cantons ou dans l'Engadine. Mais les Français se rappelleront peut-être qu'en janvier 1988 le franc suisse a valu jusqu'à 4,18 F. Il n'est pas désagréable de voir le change se montrer plus favorable, surtout vis-à-vis d'un pays traditionnellement réputé pour sa monnaie forte.

En Europe, un mini-orage a un peu secoué le système monétaire de la CEE en milieu de semaine, avec une couronne danoise au plancher et des rumeurs de dévaluation proche auxquelles les opérateurs sérieux n'ajoutent pas foi, du moins dans l'immédiat, pas plus qu'à celles portant sur la lire italienne.

La France, un pays sage

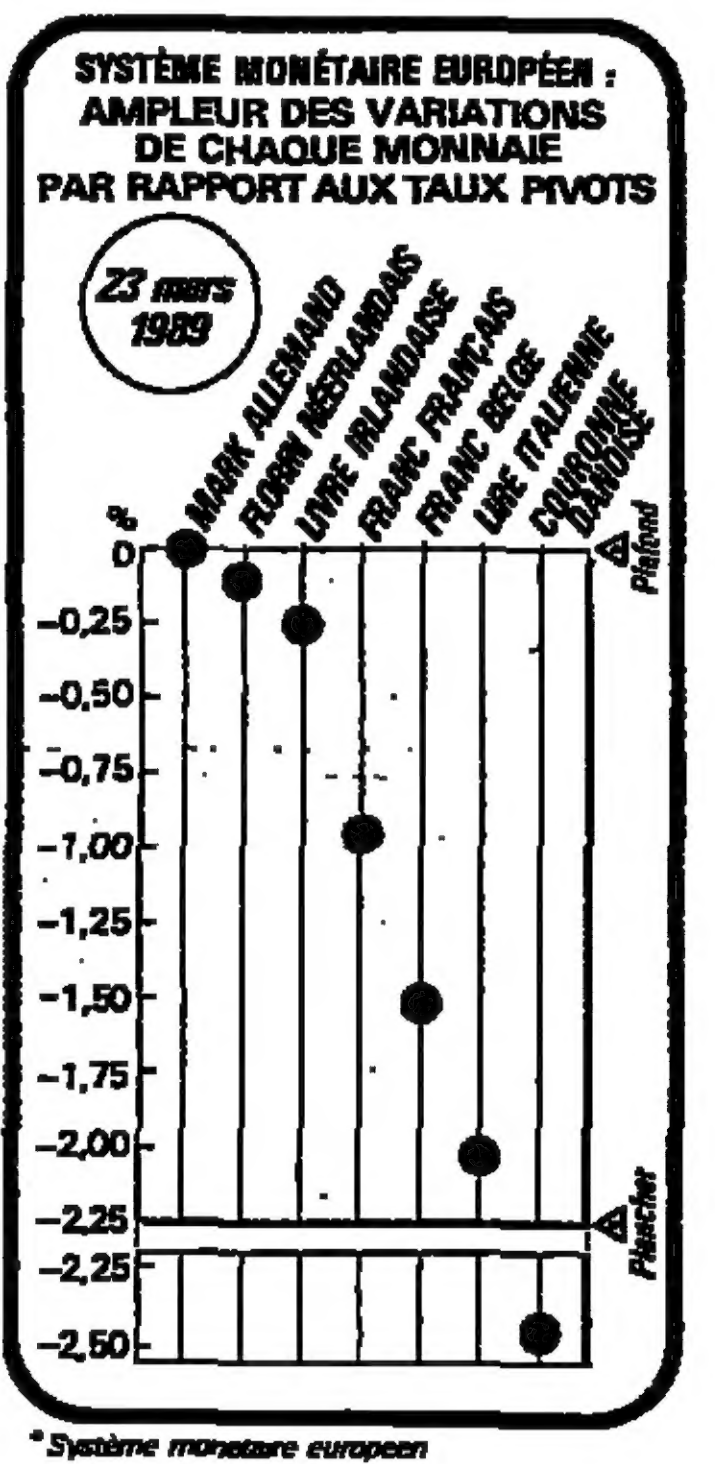
Quant au dollar, il a commencé la semaine par une hausse sensible, prolongeant celle du vendredi précédent, qu'avait provoquée l'annonce d'une hausse de 1 % des prix de gros américains en février. Une telle augmentation, susceptible d'inciter les autorités monétaires américaines à élever encore les taux d'intérêt, ne pouvait que doper le billet vert, dont l'ascension fut, toutefois, stoppée nette par les banques centrales au niveau de 1,88 deutschemark. Mais

d'autres nouvelles ont agi en sens inverse, que ce soit l'annonce d'une hausse des prix de détail pour février plus modérée que prévu (0,4 % au lieu de 0,6 %) ou celle d'un recul des commandes de biens durables pour ce même mois de février (3,6 %), une autre de 2,7 % ayant été anticipée.

Paradoxalement et d'une manière surréaliste, un ralentissement de l'inflation outre-Atlantique affaiblit le dollar, puisqu'il affaiblit en même temps les chances d'un relèvement des taux d'intérêt. Mais tous les opérateurs lucides savent que le principal facteur de baisse pour une monnaie est le gonflement de l'inflation, véritable cancer des devises.

La tenue du franc français au sein du système monétaire européen, déjà excellente la semaine dernière à l'annonce d'une levée quasi totale du contrôle des changes dans notre pays, s'est encore améliorée à la veille du week-end après l'annonce d'un déficit commercial ramené à 500 millions de francs en février. Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, et la réduction de ce déficit est due à des phénomènes probablement non récurrents, mais la France apparaît désormais comme un pays sage avec une inflation réduite. Tout cela a permis au franc de se raffermir vis-à-vis du mark qui, retombé la semaine dernière de 3,40 F à 3,39 F, a glissé vers 3,38 F. Notre monnaie est donc dans sa meilleure forme depuis juin 1988, le cours du mark à cette époque s'établissant à moins de 3,37 F.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc italo	Florin	Lira italienne
New-York	1,7580	—	15,5353	61,8774	33,6195	2,5288	47,5398	0,6779
Paris	1,7187	—	15,7588	61,8483	33,3353	2,5284	47,5353	0,6777
Bruxelles	16,8770	6,3468	—	392,84	338,45	16,1723	389,35	4,6286
Zurich	2,7915	1,6173	25,6185	—	84,7185	4,1416	76,3861	1,7796
Frankfurt	2,7081	1,6159	25,4911	—	86,1333	4,1157	76,3993	1,7754
Amsterdam	3,2139	1,6460	25,5378	115,32	—	4,7759	85,6218	1,5465
Stockholm	67,4230	1,0758	29,2445	116,44	—	4,7783	84,5325	1,5446
Oslo	67,4230	30,18	6,1357	24,1282	208,38	—	15,5552	2,2883
Bruxelles	67,3574	30,24	6,1354	24,0772	208,28	—	15,5552	2,2889
Amsterdam	1,3286	2,1035	33,3005	138,05	112,79	5,3807	—	1,5343
Stockholm	1,6251	2,1159	33,3288	138,06	112,80	5,3808	—	1,5393
Milan	1944,35	1971	217,18	847,71	735,12	35,1688	691,77	—
Tokyo	235,84	1574	216,51	858,77	732,89	35,0153	669,65	—
Seoul	22,56	131,68	287,57	81,608	78,1867	3,3537	62,2222	0,6958

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 mars, 4,8317 F contre 4,8222 F le vendredi 17 mars.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Redoux

Les semaines se suivent et ne se ressemblent pas, avec de bonnes et de mauvaises surprises qui mettent à l'épreuve les nerfs des opérateurs. De soulagement en rechute, d'optimisme en mini-tempête, les cours s'agitent furieusement sur des marchés nerveux soumis à tous les aléas de la spéculation.

Ainsi, il y a quelques jours, après le soulagement procuré par le non-relèvement de ses taux directeurs par l'Allemagne, l'annonce d'une forte baisse du taux de chômage aux États-Unis accroissait les chances d'un relèvement des taux d'intérêt américains et provoquait une belle rechute sur le MATIF, où les cours de l'échéance juin passaient de 104,50 à 103,80 en quelques minutes.

La semaine suivante, nouveau réchauffement de l'atmosphère, grâce aux déclarations rassurantes du président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui jugeait improbables d'autres augmentations des taux fédéraux pour contenir l'inflation. Du coup, l'échéance juin sur le MATIF vit son cours dépasser 105 pour retomber lourdement à 103,80 vendredi 17 mars en début d'après-midi à l'annonce de l'augmentation de 1 % des prix de gros américains en février, avec la perspective d'un durcissement de la politique des autorités monétaires outre-Atlantique.

Cette semaine, la température s'est montrée plus clémente avec une remontée lente et continue des cours sur le MATIF favorisée par une hausse des prix de détail américains moins élevée que prévu et une diminution des commandes de biens durables. Ce même MATIF bénéfi-

cia d'un petit coup d'accélérateur vendredi 24 mars dans l'après-midi lorsque fut connue la diminution du déficit commercial français en ce mois. Ainsi, le vendredi 10 mars, la BNP, chef de file de l'emprunt de 1,2 milliard de francs de la Banque européenne d'investissements, émis à 9,18 % d'intérêt réel, a failli de justesse constituer une aussi redoutable « colle » que celui dirigé par le Crédit lyonnais à l'automne précédent, véritable « glissement ».

Lancé le mardi 7 mars, avec toutes les conditions beaucoup moins « tirées » que celles de l'émission précédente (la leçon avait servi et la BNP avait rectifié le tir), il fut casé presque totalement avant le coup de chien du vendredi 10 dans l'après-midi, provoqué on l'a vu par la diminution du chômage américain et qui l'envoya au tapis sur le marché gris, de moins pour « qu'il en restait ».

La semaine suivante, en revanche, a été très calme, surtout à l'approche des fêtes de Pâques. La seule émission notable a été un emprunt de 1 milliard de francs du Crédit national totalement « fermé », c'est-à-dire réservé à un groupe réduit de souscripteurs sans placement public. Il est vrai que le marché français est un peu à la diète en ce moment.

Ajoutons que ce marché est regardé de plus en plus favorablement par les investisseurs étrangers. Ces derniers le considèrent comme le plus prometteur grâce à ses rendements réels très élevés (plus de 6 %) au cas où la tendance mondiale à la hausse des taux se renverserait, ce qui tout de même n'apparaît guère probable dans l'immédiat.

F. R.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Etats-Unis : accord sur l'aide à la Corée. 4 Manœuvres diplomatiques au Proche-Orient. 6 Le maire de Rome est accusé de malversations.	7 Marseille : le maire-mandarin au pied du mur. — Lyon : le sacre de M. Michel Noir. 8-9 La désignation des maires.	11 L'enquête sur l'enlèvement de M. Vandenberghe : un avocat bruxellois inculpé. — L'augmentation des dépenses d'adultes.	12 Les Journées du prêt-à-porter automne-hiver 1988-1989. — Les costumes historiques russes au musée Jacquemart-André.	15 Le redressement du commerce extérieur en février. — Les pétroliers « saluent le week-end ». 16 La création de la Société française du radiotéléphone. — Revue des valeurs. 17 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Télévision 14 Spectacles 13	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Elections municipales : les résultats complets, les réactions, les commentaires de la rédaction de Le Monde ELEC ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 tapers LM
DATES	2 La naissance du fascisme en Italie.					

Après l'avertissement des autorités américaines

La plupart des aéroports européens en état d'alerte

De nombreux aéroports européens étaient en état d'alerte vendredi 24 et samedi 25 mars, après la mise en garde de l'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA) sur la possibilité d'un détournement d'avion américain en Europe occidentale au cours du week-end pascal (Le Monde du 25 mars).

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans tous les aéroports de RFA, dans ceux de Bruxelles et de Rome-Fiumicino, où tous les détecteurs de passeports susceptibles d'être utilisés par les terroristes — ceux de Bahrein, du Pakistan, du Yémen du Nord — font l'objet d'un contrôle très strict.

Dans les aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly, les avions des compagnies aériennes américaines sont fouillés minutieusement dès leur arrivée et avant leur départ, de même que les bagages en correspondance.

En Grande-Bretagne, le renforcement des mesures de sécurité a provoqué de longues files d'attente dans les aéroports londoniens de Heathrow et de Gatwick, où l'on attend plusieurs centaines de milliers de voyageurs ce week-end. Des avions militaires américains patrouillent dans les terminaux, et les poubelles sont régulièrement vérifiées. Selon le *Daily Mail*, des policiers américains du FBI et des agents de la CIA

armés sont mêlés aux passagers de nombreux vols transatlantiques.

Néanmoins, Antenne 2 a diffusé vendredi des images montrant trois jeunes gens qui ont pu, malgré le renforcement des mesures de sécurité, s'introduire sur les pistes de l'aéroport d'Heathrow puis se filmer réciproquement dans le cockpit d'un appareil.

Par ailleurs, la direction d'IBM a conseillé à ses employés d'éviter, jusqu'à la fin avril, de voyager à bord d'avions de compagnies aériennes américaines sur les vols partant d'Europe ou du Proche-Orient.

Enfin, à Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev s'est prononcé vendredi en faveur d'une participation active de l'URSS à la lutte internationale contre le terrorisme, a indiqué l'agence Tass. « La lutte contre le terrorisme international reste l'un des principaux problèmes de notre époque (...). L'Union soviétique est prête à prendre une part active dans ce type de coopération internationale », a déclaré le numéro un soviétique lors d'une cérémonie au cours de laquelle il a remis des médailles à plusieurs responsables qui avaient contribué au démantèlement d'une prise d'otages en Géorgie, au mois de décembre dernier. — (AFP, Reuters.)

Les relations entre la Chine et la CEE

Pékin « ne tolérera pas la moindre ingérence » au Tibet

PÉKIN
de notre correspondant

En réaction à la prise de position du Parlement européen sur la crise du Tibet, la Chine a fait savoir publiquement, le samedi 25 mars, qu'elle « ne tolérera pas, sous quelque prétexte que ce soit, la moindre ingérence de la part de gouvernements ou d'organisations étrangères dans les affaires tibétaines, qui sont purement des affaires intérieures chinoises ». L'agence officielle Chine nouvelle a rapporté que cette répartition avait été formulée, à une date non précisée, par un responsable du département des affaires d'Europe occidentale du ministère chinois des affaires étrangères, au cours d'une rencontre avec le chef de la délégation des Communautés européennes à Pékin, M. Pierre Duchateau, et l'ambassadeur d'Espagne, M. Eugenio Bergolar, en sa qualité de représentant de la présidence actuelle de la CEE.

Le numéro de « Le Monde » daté 25 mars 1989 a été tiré à 521 631 exemplaires

(Publié)

Chintz de toute beauté? Ou?

OU TROUVER du chintz et du satin imprimé à 39,50F le mètre linéaire en 140 traits anti-éclaboussures? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est 150 F.

Où, mais chez Antoine Tissus, qui a bénéficié d'un lot non défilé pour une chaîne d'hôtels, on le vend à 39,50F qualité «singe» parait-il aussi pour murs et rideaux. Incroyable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 8 impasse St-Sébastien 11^e, tél.: 43.55.66.50. Agréé Fnac.

Ne pas se tromper : arrivant par le bd R. Lenoir, à la hauteur du 57 prendre la Rue St-Sébastien puis 1^{er} à gauche (r. Alp. Baudin) puis 1^{er} à gauche impasse St-Sébastien. Arrivez Tissus est au St. Park, grat. cour. 5% lecteurs Le Monde.

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialiste dans la sélection de personnel pratique environ 200 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LM

Boulevard de la République, Beau-Site 65, CH 3501 Paris-Berrie, Suisse

A B C D E F G

Alors que les syndicalistes corses arrivent à Paris

● M. Charasse juge les revendications insulaires injustifiées ● M. de Rocca Serra « adjure » le chef de l'Etat d'intervenir

Une « discussion collective » entre les pouvoirs publics et les syndicats (CGT, FO, CFDT, FEN, CGC, CFTC) animant la grève dans les deux départements corses devait s'ouvrir, samedi 25 mars à Paris, à la

direction générale de la fonction publique et au ministère des affaires sociales. Vingt-deux représentants des syndicats sont arrivés dans la capitale samedi matin pour mener ces discussions, après que le blocus

conduit d'ailleurs les Corses à considérer qu'ils sont les plus maltraités de France (...), alors que rien n'est vraiment démontré par les chiffres officiels dont on dispose actuellement. Frité de dire s'il considère les revendications des Corses « injustifiées », M. Charasse répond : « En l'état actuel de mes informations, oui. »

Les syndicalistes, au départ d'Ajaccio samedi matin, ont jugé les déclarations de M. Charasse « provocatrices ».

Le président de l'Assemblée de Corse, M. Jean-Paul de Rocca Serra

total de l'île avait été levé la veille et que les syndicalistes, au terme de laborieuses tractations dans les préfectures de Bastia et d'Ajaccio, avaient obtenu l'assurance d'être reçus collectivement à Paris.

« Discussion collective », pour la CGT, « début d'une négociation », pour la FEN, la rencontre de samedi avec, notamment, M. Dominique Le Vert, directeur général de la fonction publique, devait permettre d'envisager l'octroi d'une prime compensatrice de transport fondée sur un forfait ou sur les frais réels que doivent assumer les fonctionnaires pour se déplacer entre la Corse et le continent. Selon les services de la préfecture de la Corse-du-Sud, le montant de cette prime pourrait se situer entre 300 F et 400 F.

La négociation devrait se poursuivre, ensuite, avec le « conciliateur » nommé par le gouvernement le 22 mars, M. Michel Prada. Samedi après-midi, les syndicats des travailleurs sociaux et de la santé devaient être reçus, pour leur part, par la direction de la Sécurité sociale au ministère de la santé. De son côté, le Syndicat des travailleurs corses (STC), proche des nationalistes, devait être reçu séparément aux ministères de la fonction publique et de la santé. Le STC rejette la formule d'une prime d'insularité, qu'il juge « coloniale ».

Un PIB par habitant égal à celui de l'Anvergne

Selon les statistiques de 1986, on compte, en Corse, 12 000 fonctionnaires de l'Etat, dont un peu plus de 4 600 dans l'enseignement et près de 3 000 dans les PTT.

Dans un entretien publié samedi par le *Figaro*, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, déclare injustifiées les revendications des Corses. « Le budget de l'Etat, indique M. Charasse, donne à la Corse 753 millions de francs pour alléger le coût des transports (...). Par ailleurs, le budget de l'Etat subit, chaque année, un manque à gagner de l'ordre de 550 à 600 millions de francs du fait des allègements fiscaux particuliers à la Corse. Pour le ministre délégué au budget, « s'il y a un problème, c'est que tout cet argent distribué par l'Etat ne va pas dans les bonnes poches ».

M. Charasse ajoute : « Je ne sais pas encore où il va, mais je sais que

MM. Chirac et Fabius se prononcent pour l'interdiction de la propagande « révisionniste »

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et l'association Les enfants de la mémoire ont organisé, le jeudi 23 mars, à l'Assemblée nationale un colloque consacré au problème de la transmission du souvenir du génocide des Juifs pendant la Seconde guerre mondiale, alors que la génération qui a vécu ces événements s'approche du soir de sa vie.

Placé sous le patronage de M. François Mitterrand, ce colloque, parrainé notamment par MM. Laurent Fabius, Alain Poirer, Jacques Chaban-Delmas et le grand rabbin de France, M. Joseph Siruk, a été ouvert par une réception à l'hôtel de Ville de Paris, au cours de laquelle M. Jacques Chirac s'est prononcé pour des mesures législatives permettant de poursuivre et de condamner la littérature dite « révisionniste », qui nie la réalité du génocide.

M^{me} Simone Veil a souligné, elle aussi, la nécessité de préserver la mémoire de la Shoah de l'oubli et des tentatives de falsification. Pour M. Jean Pierre-Bloch, dont l'intervention, jeudi, a suscité une vive émotion parmi les jeunes participants au colloque, il faut étendre les dispositions de la loi de 1972 contre le racisme, de telle sorte que « les faussaires puissent être poursuivis et mis au ban de l'opinion publique ». Le président de l'Assemblée nationale, qui a clos les débats, s'est prononcé dans le même sens. M. Fabius a indiqué que les députés socialistes avaient déposé une proposition de loi à cette fin.

La crainte de la division

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Il se partait comme en campagne. A trente-quatre, pas moins, issus des syndicats CGT, FO, CFDT, FEN, CGC, CFTC, SNUI (impôts). Comme ils ne jouaient pas sur leur terrain, ils ont demandé des garanties quant à la logistique et à la sécurité. Les vingt-deux délégués qui négocieront au ministère de la fonction publique disposeront d'une salle avec téléphone. Ils pourront rester en contact avec les douze collègues du personnel des organismes sociaux qui rencontreront un haut fonctionnaire du ministère de la santé. Et surtout, les liens ne seront pas coupés avec la Corse.

La grève est partie de promesses non tenues. Les postiers CGT et FO de Bastia et les employés des caisses d'allocation familiale et d'assurance maladie ont démarré les premiers, le 20 février. Les postiers avaient déjà cessé le travail pendant plusieurs semaines à la fin de l'année dernière, pour obtenir une compensation à la vie chère. Le préfet Thoraval s'était engagé à ce que le problème soit examiné par un

comité interministériel, le 17 février. Ils n'ont rien vu venir. Les organismes sociaux, de leur côté, avaient voté en conseil d'administration, dans le cadre des lois Auroux, l'octroi d'une prime de 860 francs au personnel. Ils attendaient un agrément du ministère à ce sujet, et là non plus rien n'est venu. Trois semaines plus tard, le mouvement avait fait tâche d'huile, jusqu'au blocus presque total qui a paralysé l'île pendant six jours. Autoprotection dont les effets, aux alentours des magasins, ne sont pas encore totalement dissipés. Les fonctionnaires qui réclamaient une prime de mise à l'arrêt avec le continent veulent bien entendre parler maintenant d'une indemnité de compensation du handicap de transports.

Quelle indemnité?

Cinq semaines après le début du conflit, on en vient donc aux choses sérieuses : le montant de l'indemnité. Comme la veille, les préfets de Haute-Corse et de Corse-du-Sud ont reçu leur inter-syndicale de grévistes. De bonne guerre, un nouveau préalable a

été posé : qu'un interlocuteur soit désigné pour s'occuper du conflit des personnels des organismes sociaux, distinct de celui des autres fonctionnaires. Après interruption de séance, le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, a rendu le verdict de Matignon. Un haut fonctionnaire du cabinet de M. Claude Evin entendra les postulants. Entendre, non, négocier, oui. Les délégués ont rendu sa copie au préfet. Il a fallu plus d'une heure pour venir à bout de cette querelle-là. Les syndicats ont finalement accepté le seul terme de « rencontre ».

Leur hantise est évidemment qu'on les divise. Au gouvernement, qui soutiendrait que le directeur de la fonction publique, Dominique Le Vert, les reçoit séparément, les syndicats ont répondu que la ficelle était un peu grosse. Il a alors été proposé une séance d'installation collective, puis des rencontres bilatérales facultatives et une séance de clôture générale. « C'est l'ONU », a dit un militant. La tactique de la division jusqu'à présent n'a pas payé. Il reste à voir si les syndicats seront aussi indivisibles à Paris qu'à domicile. »

CORINE LESNES.

Une trêve avant les négociations

Les diffuseurs suspendent le boycottage de « France-Soir »

Trêve pacifique entre le groupe Hénart et les kiosquiers. Ceux-ci ont décidé vendredi 24 mars de « suspendre provisoirement » le boycottage de France-Soir. Cette opération avait été lancée après la distribution gratuite, le jeudi, dans une trentaine d'agglomérations des Yvelines et des Hauts-de-Seine, de trois cent mille exemplaires de France-Soir Ouest, édition nourrie de publicités locales (Le Monde du 7 mars). Selon la coordination des diffuseurs de presse, la direction du journal a accepté de les indemniser du préjudice financier subi.

La direction de France-Soir s'est aussi engagée à ne pas étendre l'opération France-Soir Ouest à d'autres communes, et elle a abandonné son projet de mettre des exemplaires de titre à disposition des clients des petits commerces de proximité (boulangeries, bistrot, etc.). Enfin, elle a accepté de discuter de sa politique commerciale — tant celle du *Figaro* que celle de France-Soir — avec le réseau des diffuseurs.

La coordination des diffuseurs s'est cependant réservée la possibilité de reprendre le boycottage si ces engagements n'étaient pas respectés ou si la distribution gratuite dans les communes de la région parisienne entraînait une baisse significative de ventes. Elle a rappelé son désaccord total avec le principe de la distribution gratuite de journaux. L'Union nationale des diffuseurs de presse (UNSPDP), qui regroupe un millier de kiosquiers et de maisons de la presse, a indiqué qu'elle allait saisir le conseil supérieur des NMPP afin qu'il mette un terme à cette situation. « Incompatible » avec la déontologie qui régit la diffusion de la presse en France.

Les danseurs de l'Opéra en grève

Conflit autour du projet de loi sur l'enseignement de la danse

Soucieux de voir leur mouvement de grève « mieux compris du public » (les représentations de la Belle au bois dormant du jeudi 23 et du vendredi 24 mars ont été annulées après le gala du 17), les danseurs de l'Opéra ont tenu vendredi une conférence de presse. En soulignant que leur préoccupation actuelle n'a rien à voir avec les problèmes généraux de l'Opéra et qu'ils ne sont pas « isolés » mais solidaires des danseurs de la RTLM (Réunion des théâtres lyriques municipaux) : un mouvement de grève a commencé aux Ballets du Rhin, à Bordeaux et à Rouen.

On sait que les danseurs s'élèvent (Le Monde des 10, 21 et 25 mars) contre le projet de loi instituant un diplôme obligatoire pour l'enseignement de la danse dans le secteur privé. « Si nous considérons comme normal qu'un contrôle soit exercé sur les personnes qui prétendent enseigner la danse sans l'avoir pratiquée, nous estimons, en tant que professionnels, avoir la compétence nécessaire pour transmettre notre art. » La dernière proposition qui

leur a été faite par le ministère de la culture est d'être soumis à une épreuve pédagogique.

Les danseurs de l'Opéra appartiennent dans leur majorité au SNAM (Syndicat national des artistes musiciens, comportant une section danse), lié à la CGT.

Tenant une conférence de presse le même jour, en fin d'après-midi, Michel Schneider, directeur de la musique et de la danse, a réaffirmé la position du ministère de la culture. Le dialogue, a-t-il dit, n'a jamais été rompu : à l'exception du SNAM — dont le revirement est tardif — tous les partenaires concernés soutiennent ce projet de loi.

Regrettant que le mouvement bloque la Belle au bois dormant, « la production chorégraphique la plus chère de France », il a précisé que les dispositifs d'application de la loi n'étaient pas arrêtés et que les danseurs de l'Opéra étaient invités à en définir avec lui les modalités particulières.

SYLVIE DE NUSSAC.

LA COLLECTION S'AGRANDIT
1986
1987 et 1988

Pour revivre les principaux événements en France et à l'étranger

Le Monde

EN VENTE EN LIBRAIRIE

